# collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne — Bimestrielle
nº 26 — novembre/décembre 1983

**CIDIHCA**
*Le Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne Caraïbéenne et Afro-Canadienne*
359 ST-PIERRE, 1er ÉTAGE, MONTRÉAL, P.Q. H2Y 2L9
845-0880 • FAX : 845-6218

# S.O.S. À NOS LECTEURS

Aimez-vous cette revue ? Appréciez-vous le travail qu'elle fait ? Estimez-vous que cet organe de réflexion, ce lieu de prise de parole, de questionnement peut se payer le luxe de disparaître ? Nous laissons la réponse à ces questions entre vos mains.

La revue confronte actuellement des difficultés financières qui mettent en danger son existence même.

Nos sources de financement ne proviennent que des cotisations de nos membres, des abonnements et d'une subvention de mille dollars accordée, l'an dernier, par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, alors que le coût de la production de la revue est de trois mille dollars par numéro. Par surcroît, nous venons d'apprendre que cette subvention ne sera pas renouvelée. Les raisons alléguées : cette revue ne travaillerait pas à l'intégration des Haïtiens dans la communauté d'accueil et ne serait pas représentative de la communauté haïtienne.

Lecteurs, nous vous laissons seuls juges de ces reproches.

Quant à nous, nous voulons continuer à poser nos multiples problèmes d'insertion dans les communautés d'accueil.

Nous voulons continuer à réfléchir sur notre culture et le destin des peuples opprimés.

Nous voulons contribuer à la solidarité internationale.

Nous voulons continuer à mener ce combat pour la libération d'Haïti et l'épanouissement de l'être humain.

La revue *Collectif Paroles* est votre revue.

Nous voulons qu'elle vive et nous savons que vous aussi, vous le voulez, car si nous avons pu survivre cinq ans, c'est grâce à votre appui et vos témoignages d'encouragement.

Comment nous aider ?

1 - *En nous faisant parvenir le montant de votre abonnement*. La mise à jour de nos comptes nous a révélé que beaucoup d'abonnés ont négligé, certains depuis des années, de régler leur facture.

2 - *En élargissant le bassin de nos lecteurs*. Nous demandons à chaque abonné de faire connaître la revue autour de lui, de recruter de nouveaux abonnés, deux, cinq, dix...

3 - *En souscrivant à un abonnement de soutien*. Que nos lecteurs participent activement à notre campagne de financement en incitant les sympathisants à accorder un abonnement de cinquante dollars (50 $) pour l'année 84.

Lecteurs, seules votre efficacité et votre amitié peuvent nous permettre de traverser cette période difficile. On ne remercie pas ses amis. On espère seulement, par notre régularité et notre fidélité, ne pas vous décevoir.

*Collectif Paroles*

*Nous publions, ici, in extenso, une réaction de Madame Ghyslaine Roy Charlier au texte de Yves Déjean paru dans le N° 24 du Collectif Paroles, respectant en cela son droit de réplique. Ce débat a pris naissance dans l'espace de cette revue, il est normal que nous jouions — bien involontairement — ce rôle de médiateur dans une polémique qui croyons-nous, risque de dévier des normes habituelles. La rédaction de la revue en profite pour rappeler qu'elle ne publie les textes reçus qu'en fonction de ses priorités et exigences de rédaction.*

**Simple mise au point**

Seuls les sots croient tout savoir. On me l'a assez répété dans mon enfance et l'on ne manquait pas d'ajouter qu'il ne fallait jamais perdre une occasion de s'instruire. En vertu de ce dernier principe, j'ai lu avec attention le savant exposé de M. Yves Déjean. J'en ai conclu que je suis particulièrement bête. Tout au long de ma vie en Haïti (46 ans), j'ai entendu dire : « Li laide cou chouette » et, lorsqu'un événemet faisait courir la ville de Jérémie tout entière : « Toute coucou sote lan trou yo. » Eh bien ! je n'avais pas compris que coucou et chouette étaient un même animal. À propos, l'un de nos spécialistes peut-il me dire le nom de cet oiseau que j'ai souvent entendu dans les bois de Bordes et qui criait non pas « coucou-coucou » mais « cou-cou-ou... » ?

D'autre part, lectrice assidue de nos romanciers, j'ai eu l'occasion de relever dans leurs écrits maintes erreurs, interprétations abusives, explications erronées, etc., en particulier chez ceux du XX^e^ siècle. Exemple : l'un d'eux explique que le mot « foute » vient de « foot » qui signifie pied en anglais. Comme si les esclaves de Saint-Domingue n'avaient pas, durant plusieurs siècles, entendu les Français dire « foutre » et comme si, à l'époque de la Révolution Française, les gens qui savaient lire n'avaient pas pu prendre connaissance du fameux journal d'Hébert, « Le Père Duchesne » qui émaillait ses propos de foutre à n'en plus finir !...

D'autres écrivains, et non des moindres, font des fautes curieuses, comme d'appeler « barque » ce récipient à fond plat dans lequel on transporte des marchandises. On pouvait aisément, en écoutant les vieux, en consultant les dictionnaires ou en lisant nos meilleurs écrivains (Madiou, Marcelin entre autres) apprendre que cela s'appelle un « bac » de même que cette embarcation à fond plat qui sert à faire passer d'une rive à l'autre d'un cours d'eau, de même qu'un bac à fleurs.

Aussi, je suggère à ceux qui ont la passion de chercher la petite bête, de relever toutes ces erreurs et d'en faire un sottisier. On verra que Jacques Alexis n'en avait pas le monopole et l'on aura le grand plaisir de provoquer le rire de tous ceux qui, dénués de talent réel, s'en consolent en se moquant des petits travers des écrivains auxquels ils auraient bien voulu ressembler, tout en oubliant le travail patient requis pour la mise en oeuvre d'un don.

Je n'ai pas *dit* que Jacques avait inventé un proverbe. J'ai *répondu* qu'en tant qu'usager de la langue, il en avait le droit.

La lutte pour l'enseignement en créole n'a pas commencé avec la traduction de la Bible, avec « Bon Nouvel », etc. Il y a eu Christian Beaulieu qui a laissé les manuscrits d'une grammaire et d'une arithmétique. Je rappelle aussi que le journal du PSP, « La Nation », avait une rubrique en créole, très appréciée des ouvriers. On a constaté à l'époque que certains d'entre eux la lisaient à haute voix sur leurs galeries pour leurs parents et amis. On sait qu'il existe une collection de ce quotidien dans des bibliothèques des États-Unis. Il ne faut pas non plus oublier que ce journal faisait une propagande incessante en faveur d'un clergé national.

Je ne mets pas en doute la valeur du travail réalisé de nos jours par « Bon Nouvel », mais j'aimerais savoir si cet organe a le désir et la possibilité de mettre gratuitement et en créole, la culture contemporaine à la disposition du peuple haïtien ? Nul n'ignore la misère actuelle de notre peuple. En d'autres mots, peut-on, maintenant, traiter des divers aspects des questions importantes, philosophiques, politiques, historiques, économiques, morales et artistiques ?

On me répondra que nous en sommes aux premiers balbutiements et qu'il faut un commencement à tout. D'accord. Mais, serait-il trop tôt pour, au lieu d'ergoter sur des vétilles, écrire de bons livres en créole, si toutefois, on a la compétence nécessaire en l'occurrence ? Il va sans dire que cela ne s'adresse pas à M. Déjean qui le fait bien. Toutefois, il existe plusieurs sortes de livres et si on en écrit d'utiles, de valables, ils finiront par être imprimés et lus... lorsqu'on se sera enfin débarrassé de Duvalier et consorts. « Les faits ont la tête dure » hélas !

Mon mari et moi, amoureux de notre langue maternelle, n'avons jamais songé à en interdire l'usage à nos enfants, ce qui ne les a pas empêché de savoir le français, voire l'anglais et l'espagnol. Mieux, comme mon cadet avait de la difficulté à parler, je le prenais chaque matin dans mon lit pour lui faire répéter : « Bonjou manman. Et lan nuite la ? » Résultat, en moins de deux mois, il parlait couramment et, peu après, il s'exprimait en français au point de répondre lorsque je m'en étonnais : « Alors, qu'est-ce que tu crois ? Je sais parler français. »

Ce n'est pas une honte d'être bilingue ou polyglotte. Le problème, c'est d'essayer de maîtriser autant que faire se peut, non seulement sa pensée, non seulement les langues que l'on prétend connaître — et pas uniquement du point de vue limité de la correction grammaticale — mais

aussi les faits concrets, les données objectives. La démagogie populiste ne mène pas loin. Lire n'est pas une fin. Il faut être en mesure de choisir ce qu'on lit et de pouvoir s'en servir. Un écrivain haïtien disait d'un type prétentieux qu'il était sot en trois langues.

La misère abjecte du peuple haïtien, pour reprendre un journaliste québécois, est un fait objectif et l'évangile à lui seul n'a jamais nourri les affamés, vêtu ceux qui sont nus, non plus que rendu la vue aux aveugles et fait entendre les sourds, en particulier, sourds et aveugles volontaires. Une partie du clergé haïtien l'a fort bien compris. Souhaitons qu'on le comprenne de mieux en mieux, tant en Haïti que dans la diaspora.

Pour conclure, je me réfère au sage Montaigne qui écrivait, il y a longtemps : « Quelle que soit la hauteur où sa pensée s'élève, l'homme finit toujours pas s'asseoir sur son derrière. » ●

*Ghislaine Charlier*

---

M. le rédacteur,

Je vous envoie sous ce pli ma réaction, sous forme de réflexions, à « Entre créole et français » de J. Métellus, espérant que vous pourrez la publier.

**Réflexions sur « Entre créole et français [1] »**

Une confusion entre *les* et *des* au début du texte de Jean Mételus favorise une inflation de la notion de francophonie. La zone de francophonie comprend *des* Canadiens, pas *les* Canadiens, seulement une partie de la population du Canada, un quart environ ; *des* Suisses, pas *les* Suisses, seulement 20 % d'entre eux ; *des* Belges, pas *les* Belges, puisque les Flamands constituent une partie importante de la population ; *des* Ivoiriens, *des* Guinéens, *des* Sénégalais. Jacques Champion (1974 : 250) dit du Sénégal que « la majorité des adultes de ce pays ne comprend pas le français et n'a même aucune possibilité de l'apprendre [2] ». Un choix plus juste de *des* au lieu de *les* aurait pu conduire à la remarque que tel Haïtien appartient à la zone de francophonie non pas en tant qu'Haïtien mais en tant que membre d'une toute petite minorité francophone. On ne saurait dire sans rire que la masse des cultivateurs et prolétaires haïtiens appartient à la zone de francophonie.

Dans quelle mesure un Haïtien de la minorité bilingue peut-il affirmer du français que c'est « un moyen d'expression... choisi en toute liberté » ? L'affirmation est acceptable dans un sens banal. Toute personne qui à un moment de sa vie maîtrise plusieurs langues peut dans une occasion particulière choisir librement d'écrire une de ces langues. Par exemple sans pression de qui que ce soit j'ai choisi au cours de l'année 1983 de rédiger en créole un article publié par le *Collectif Paroles* (N° 22), en français un autre paru dans la même revue (N° 23), en anglais un texte pour le bulletin bilingue de Bank Street College of Education. Comment dire que j'ai choisi de connaître le français, quand je suis né de parents parlant couramment, lisant et écrivant le français, et quand j'ai passé plus de dix ans de mon enfance et de ma jeunesse dans des écoles utilisant exclusivement le français comme langue d'enseignement ? À quoi rime le mot choix dans de telles circonstances ?

En somme la possibilité de parler couramment et d'écrire telle langue n'est matière de choix que pour des adultes qui *en plus* de la langue dans laquelle s'est déroulée leur formation scolaire ont volontairement consacré de longues heures et de sérieux efforts à l'étude de cette langue. Et même là le résultat atteint dépend largement de circonstances indépendantes de la volonté de l'étudiant le plus appliqué, son quotient intellectuel — nullement choisi — par exemple, des circonstances favorables comme la rencontre fortuite et la fréquentation régulière de locuteurs natifs sympathiques ou de professeurs compétents et dévoués, etc.

Si l'on se place au point de vue du maximum de diffusion à donner à un message, au lieu de se restreindre à une langue quelle qu'elle soit, on pourrait penser à utiliser la traduction dans un grand nombre de langues.

Mais ce sont des raisons spécieuses que se donne un écrivain qui ne se sert pas de sa langue maternelle parce que son rayonnement est très restreint. S'il s'agissait là d'une raison très sérieuse, on pourrait se demander pouquoi la plupart des écrivains modernes scandinaves, finlandais, néerlandais, yougoslaves, grecs, etc., continuent de publier dans ces langues ou deux mille autres sans grand rayonnement international ?

Les allusions de l'article aux difficultés pratiques de graphie du créole révèlent moins une réflexion sereine et profonde sur le sujet que l'adoption d'un prétexte facile, d'une échappatoire, par un écrivain haïtien encore indécis vis-à-vis de l'utilisation de sa langue maternelle.

L'histoire abonde en cas de gens déjà habitués à écrire une langue et qui se trouvant en contact avec un peuple nouveau dont ils essaient péniblement d'apprendre la langue recourent à l'écriture pour saisir et conserver les énoncés qu'ils recueillent : explorateurs, voyageurs, missionnaires, ethnologues, anthropologues, linguistes. Ce que ces observateurs étrangers trouvent vraiment difficile dans leur tâche ce n'est pas la transcription sur papier des propos des informateurs à l'aide des conventions orthographiques qui leur sont déjà familières ou selon un système comme l'alphabet phonétique international auquel on peut s'initier par un effort d'apprentissage de quelques heures. L'obstacle réel c'est la difficulté d'entendre, de percevoir et de comprendre une nouvelle langue. Dès qu'ils développent une certaine aisance à interpréter le code linguis-

tique de leurs informateurs, le rédaction sur papier de ce qu'ils entendent leur semble un jeu d'enfant. C'était le cas déjà en 1786 de Girod-Chantrans de passage à Saint-Domingue vis-à-vis du créole ; plus tard, en 1802, de Ducoeurjoly ; en 1809 de Descourtilz ; en 1811 du rédacteur anonyme de *Idylles et chansons ou Essais de poésie créole* ; en 1877 de John Bigelow publiant 92 proverbes créoles ; en 1886 de Spencer St John citant un texte du chansonnier Lhérisson comme un « échantillon du créole *cultivé* de notre époque ». Il suffit de mentionner les très nombreux textes rédigés en créole entre 1922 et 1966 par des missionnaires catholiques (catéchismes, prières, cantiques) ou protestants (traductions bibliques, chants), des textes recueillis par des anthropologues comme Herskovits (1937) ou Métraux (1958) et des linguistes comme Hall (1953), D'Ans (1968), etc. Pourquoi ce jeu d'enfant pour tant d'étrangers serait-il un travail si laborieux pour des natifs d'Haïti qui avouent parler créole comme ils respirent et qui lisent, outre le français, l'anglais et l'allemand ? Y a-t-il vraiment là une difficulté majeure qui empêcherait la création d'un écrivain haïtien de dépasser le niveau d'une pure potentialité ? Il s'agit sans doute d'un obstacle imaginaire ou d'une illusion semblable à l'illusion concernant le caractère soi-disant phonétique de l'orthographe de l'allemand.

J'ai expliqué ailleurs ce qui distingue une orthographe phonologique, jouant sur une correspondance régulière des phonèmes d'une langue et des signes graphiques, et une transcription phonétique visant à reproduire des détails de prononciation dont le locuteur n'a d'ordinaire pas conscience (*Sèl*, N° 48-49, desanm 1980 : 36-37, Fonetik pa menm ak fonolojik). Bien sûr, l'orthographe allemande est à dominance phonologique comme l'orthographe de l'espagnol et contrairement à celle du français ou de l'anglais, mais elle n'est pas un système graphique strictement phonologique, encore moins un mode de transcription phonétique. On y trouve des signes graphiques différents représentant les mêmes phonèmes. Ainsi /k/ s'écrit *c* dans *Café*, *ch* dans *Charakter*, *k* dans *Karaffe*, *ck* dans *Glück*, *q* dans *Qualität*, *qu* dans *Quarantäne*. /f/ s'écrit *f* dans *Familie*, *ff* dans *Karaffe*, *ph* dans *Philosoph*, *v* dans *Volk*. Les phonèmes /l, n, p, s, t/ sont transcrits tantôt par une seule lettre, l, n, p, s ou t, tantôt par ll, nn, pp, ss, tt. La même lettre représente des valeurs phoniques différentes. Ainsi le *s* de *fest* ne reproduit pas le même phonème que celui de *Stern*. Le *ie* de *die* correspond à un seul phonème mais *ie* de *Familie* à deux. L'allongement d'une même voyelle peut se marquer par des signes différents : *a* de *Vater*, *aa* de *Aal*, *ah* de *Bahn*. On pourrait multiplier les exemples montrant que l'orthographe allemande n'est pas strictement phonologique.

La situation d'un écrivain haïtien qui ne peut pas atteindre l'ensemble des destinataires naturels de ses livres et qui risque de ne toucher directement que les favorisés est regrettable sans être originale et unique. Dante, Shakespeare et Racine ne se sont pas laissés paralyser par une crainte semblable. L'analphabétisme était aussi répandu alors chez les locuteurs italiens, anglais et français que chez les créolophones haïtiens d'aujourd'hui. Et la plupart des lecteurs contemporains de leurs oeuvres avaient accès au latin écrit. À partir de telles considérations, il aurait été parfaitement inutile à un auteur de publier quoi que ce soit jusqu'à l'avènement, en Occident, de l'instruction primaire généralisée dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il faut cependant attirer de nouveau l'attention sur l'inexactitude de la vue selon laquelle, en écrivant actuellement en créole, on ne peut s'adresser qu'à des francophones (*Cf. Collectif Paroles*, N° 23, 1983 : 16). La grande majorité des alphabétisés d'Haïti ne lit pas et ne comprend pas vraiment des textes français, mais elle est tout à fait capable, même sans initiation préalable, de lire et de comprendre des textes créoles. Et, a fortiori, est-elle susceptible d'une initiation rapide à la lecture d'un système d'orthographe créole, par exemple, simplement en parcourant *Aprann li* [3].

Si Métellus avait tout bonnement pensé à dire qu'il écrit en français parce qu'il vit et travaille en France, ce motif aurait paru plus convaincant qu'un appel à une illusoire liberté absolue de l'écrivain ou à l'exemple de cas exceptionnels d'auteurs comme Beckett ou Rilke publiant dans une langue autre que leur langue maternelle. Ces cas précisément invitent à demander aux écrivains haïtiens s'ils écrivent *aussi* en créole. Si la réponse est négative, il y a encore lieu de demander pourquoi. Cela forcerait sans doute certains à reconnaître qu'ils craignent la médiocrité en créole, ce qui est fort possible. Mais si tel est le cas, peut-être se bercent-ils d'illusion en croyant parler créole comme ils respirent, à moins qu'ils ne respirent mal. Il faudrait distinguer sans doute quelqu'un qui refuse d'écrire en créole de quelqu'un qui ne veut pas encore ou ne peut pas encore publier en créole.

*Yves Dejean*

**Notes**

[1] Jean Métellus, *Collectif Paroles*, N° 24, juillet-août 1983 : 14-15.

[2] *Les Langues africaines et la francophonie*, Mouton, 1974.

[3] Iv Dejan, *Aprann li*, 247 p., Haitian American Training Institute, 50 Court Street, Brooklyn, N.Y. 11201, 1983. Manuel d'alphabétisation des adultes.

# collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne — Bimestrielle
n° 26 — novembre/décembre 1983

**Éditeur**
*Les Éditions Collectif Paroles Inc.*

**Rédacteur en chef**
*Gérard Baptiste*
**Rédactrice en chef adjointe**
*Marie-Josée Glémaud*

**Comité de rédaction**
*Gérard Baptiste*
*Yves Flavien*
*Marie-Josée Glémaud*
*Cary Hector*
*Daniel Holly*
*Micheline Labelle*
*Claude Moïse*
*Émile Ollivier*
*Henri Piquion*
*Pierre Simon*

**Collaborateurs**
*Gérard Baptiste*
*André Bellamy*
*Etzer Flavien*
*Serge Larose*
*Charles Manigat*
*Max Manigat*
*Leslie Péan*
*Charles Pierre-Jacques*
*Elder Thébaud*
*Frantz Voltaire*

**Administration**
*André Bellamy*
*Jean-Claude Michaud*
*Carlo Moïse*
*Frantz Raphaël*

**Gestion, abonnements, information, publicité**
*Jean-Claude Michaud*
*(514)353-4146*

**Graphisme/Illustration**
*Gérard Baptiste*

**Composition et montage**
*Composition Solidaire Inc.*

*Collectif Paroles Inc.*
Boîte postale 6
Station Outremont
Outremont (Québec)
Canada H2V 4M6

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque d'Ottawa
4e trimestre 1983

Port payé à Montréal
Courrier de 2e classe
N° 5562
décembre 1983



## Sommaire

# Les élections législatives de 1984 : enjeux et perspectives

Une fois de plus, le paradoxe se renouvelle : à l'instar des régimes à *pouvoir autocratique* comme le Paraguay de Stroessner ou l'ex-République Dominicaine de Trujillo, celui d'Haïti vient, pour la quatrième fois en dix ans, de convoquer une *consultation populaire* en vue d'élections législatives le 12 février 1984. Cette convocation se situe dans la foulée de la révision constitutionnelle d'août 1983 qui, on le sait, cherche à régler le problème de la succession présidentielle mais qui, encore une fois, redéfinit le parlement comme quantité négligeable. Quant à la loi électorale qui organise les comices de 1984, elle laisse au pouvoir actuel toute latitude pour déterminer unilatéralement les modalités et conditions de déroulement de ces élections.

D'où les interrogations spontanées et sans aucun doute légitimes : à quoi servent ces élections « pour la galerie » ? De quels pouvoirs réels vont jouir des députés « élus » dans de telles conditions et au surplus largement bâillonnés par la nouvelle constitution ? N'est-ce pas surtout *cautionner et légitimer ce gouvernement*, acculé à l'impasse de son propre pouvoir, dans sa stratégie préventive face à la conjoncture incertaine des élections américaines de 1984 ?

La réponse instinctive à ces interrogations est prévisible : ces élections seront une nouvelle farce duvaliériste ; les députés continueront d'être des « députés-j'approuve » et le gouvernement se fera fort d'avoir apaisé ses tuteurs internationaux, en particulier les États-Unis, avec ce nouveau pas de « démocratisation progressive » qu'auront constitué les élections de 1984.

Pourtant, est-ce vraiment la meilleure réponse ? Nous pensons que non. Si nous essayons de surmonter notre réaction viscérale négative face aux manipulations du pouvoir autocratique (élections truquées, référendums-bidon, intimidations terroristes, etc.), nous pourrons nous rendre compte qu'une *riposte politique*, i.e. réfléchie et inscrite au-delà du court terme électoral même, s'avère possible, souhaitable voire impérative. Quelle peut-elle être ?

## Enjeux des élections

Il nous faut au préalable distinguer entre la signification plausible de ces élections *pour le gouvernement* et celle qu'elle peut revêtir *pour le peuple haïtien* dans ses aspirations profondes à plus de liberté et de bien-être matériel.

Aucune acrobatie théorique ou idéologique ne nous fera croire à une mutation démocratique du régime actuel grâce à la seule dynamique d'élections municipales et législatives organisées selon son gré et dans des conditions antithétiques à l'esprit d'élections « libres, sincères et honnêtes ». Il ne fait aucun doute que la tenue d'élections dans et par des régimes autocratiques à l'haïtienne est un rituel politique *imposé* à la fois par « l'extérieur » et par la quête interne permanente (en fait illusoire) de légitimité populaire. En effet, ces régimes, pour autocratiques qu'ils soient, ne peuvent prétendre à l'autarcie politique (encore moins économique) : ils baignent dans un environnement régional et international où la dominante des rapports entre États, même sous couvert de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, est celle du jeu démocratique, non de l'autocratie ; surtout, ces régimes dépendent économiquement et financièrement de gouvernements où les institutions démocratiques (notamment parlement et opinion publique) ont un poids réel. Par ailleurs, ces régimes, dans leur propre fonctionnement interne, ne sont pas figés institutionnellement une fois pour toutes : des rapports de force se développent en leur sein et le peuple, même bâillonné, manifeste à l'occasion sa présence par des actes spontanés : protestations, émeutes, grèves larvées, « prises de parole », etc. Dès lors, des élections (i.e. comprises au sens de confrontation politique *ouverte*) peuvent avoir pour effet et fonction — à condition d'en faire un usage *non électoraliste* — de faire reculer les bornes du pouvoir autocratique et de stimuler l'action politique

démocratique, i.e. essentiellement la liberté d'expression, de mouvement et d'organisation. L'enjeu n'est donc pas le renversement — illusoire — de ces régimes par le processus électoral mais bien la création et le cumul d'espaces démocratiques capables de créer les conditions de changements politiques significatifs et viables à moyen/long terme.

À l'heure actuelle, la *re-démocratisation* s'impose un peu partout dans l'hémisphère occidental comme une condition indispensable au progrès économique et social, car il s'agit de libérer les initiatives et les forces vives des peuples, longtemps étouffées par l'autoritarisme ou le pouvoir autocratique. Or, toutes proportions gardées et en tenant compte de notre propre échelle historique, pourquoi serions-nous l'exception à la règle des expériences de *re-démocratisation* en cours ailleurs, au Brésil, au Chili, en Argentine ou, plus près de nous, en République Dominicaine ?

## Perspectives haïtiennes

Au cours des dix dernières années, depuis la période de libéralistion-démocratisation *décrétée* (1974-1975) jusqu'aux élections municipales de 1983, en passant par les législatives de 1979 et tout le mouvement de libération de la parole critique culminant en 1980, des couches de plus en plus larges de la population n'ont pas manqué de manifester leurs véritables aspirations quand l'occasion leur en était donnée. La routine quotidienne de la survie physique pure et simple cache des niveaux étonnamment élevés de conscientisation (Nord, Artibonite) qui se traduisent périodiquement par des courants d'agitation inquiétants pour le pouvoir. Celui-ci doit alors jeter du lest quand c'est inévitable (par exemple battre en retraite ou faire des concessions immédiates) mais le recours à la répression redoublée s'inscrit dans son comportement normal.

Les élections de 1984 pourraient servir à animer ou réanimer les courants de conscientisation ainsi qu'à consolider, renforcer les différents mouvements d'apprentissage sur le tas, de conquête progressive des instruments de combat matériel, intellectuel, culturel, politique, etc. pour changer la vie, i.e. pour cimenter des solidarités et jeter les passerelles d'un autre projet de société.

Ces élections pourraient et devraient fournir l'occasion de relancer le débat sur l'avenir du pays à partir de sa situation présente. Dès lors, il s'agirait d'échapper au piège des manoeuvres *électoralistes* du gouvernement qui, à n'en pas douter, va mobiliser ses troupes de choc sinon ses masses réquisitionnées et assourdir le pays de la rengaine des bienfaits présumés et à venir de la révolution duvaliériste. Face à la stratégie du pouvoir tonitruant ou au contraire ronronnant (pour se faire rassurant) il conviendrait d'opposer l'expression claire et informée des problèmes concrets que vit le peuple au jour le jour mais aussi proposer, débattre des alternatives à l'impasse globale actuelle. On ne partirait pas à zéro : des revendications existent, nombreuses, persistantes, au niveau local, municipal et régional ; il faudrait les canaliser et leur donner la plus large résonnance possible à l'échelle nationale et à l'étranger.

Mais ce ne serait là que pure abstraction si, dans le champ électoral proprement dit, ne pouvaient émerger des porte-parole en chair et en os de cette démarche *anti-électoraliste*. En d'autres termes, face aux candidats officiels et acquis d'avance aux tours de passe-passe du pouvoir autocratique, il faudrait que se profilent des candidats indépendants et/ou se réclamant de l'opposition démocratique. Des candidats proches du peuple, à l'écoute de ses problèmes et convaincus de la possibilité de symboliser, à travers eux-mêmes et dans leur démarche, l'espoir du renouveau national. Là encore, à peine est-il besoin d'insister que dans les conditions haïtiennes d'exercice de la parole politique, l'émergence de tels candidats ne va pas de soi ni, surtout, sans risque aucun pour des patriotes de l'intérieur qui tenteraient de relever le défi électoral tel qu'entendu ici. D'où la nécessité et l'urgence de certaines conditions matérielles (cela va de soi) mais surtout proprement *politiques*, rendant possible leur action. Est-ce un cercle vicieux ?

*Non, à la condition que ces candidats ne soient pas abandonnés à eux-mêmes et à l'arbitraire du pouvoir.*

## Le rôle de la diaspora

Dans l'émergence éventuelle de tels candidats, « les oppositions » dans la diaspora — en faisant l'hypothèse nécessaire d'un rapprochement entre les secteurs les plus ouverts à une telle démarche — peuvent jouer un rôle stratégique de premier plan : endosser *pleinement et sans ambiguïté* les candidats indépendants et/ou se réclamant de l'opposition démocratique mais aussi — fondamentalement — *organiser la solidarité avec eux durant et au-delà de la campagne électorale*. Cela impliquerait, entre autres choses :

— faire connaître et diffuser systématiquement, à travers des médias de la diaspora, leur plate-forme électorale ainsi que leurs prises de position durant la campagne ;

— entreprendre des collectes de fonds destinés au support financier et logistique de la campagne électorale indépendante et oppositionnelle ;

— faire des pressions ad hoc ou du *lobbying* auprès des organismes régionaux et internationaux compétents ainsi que des principaux gouvernements donateurs d'aide au gouvernement haïtien ;

— maintenir une attitude vigilante et en alerte quant au respect par le gouvernement des garanties de libre expression, de libre organisation et de libre déplacement, à travers le pays, des candidats et des membres de leur parti, mouvement ou organisation, etc.

Le déploiement de ce rôle stratégique de la diaspora s'articule bien entendu à la prise de conscience et à la reconnaissance de cette démarche comme une contribution nécessaire à la tâche historique de *rassemblement unitaire national*. Il nous faut apprendre ou ré-apprendre à combiner efficacement — i.e. avec succès — le court et le moyen/long terme. Sinon, nous nous condamnons à tourner en rond dans l'activisme fébrile du court terme ou à attendre indéfiniment le grand soir du long terme — dont nous ne nous serons pas donné les moyens. Dans les deux cas, il n'y a toujours qu'un seul gagnant au tableau : la permanence duvaliériste.

*Collectif Paroles*
décembre 1983

# Essai sur les clivages et les formations politiques haïtiennes

Alain Gilles enseigne la science politique à l'Université du Québec à Montréal. Son « Essai sur les clivages et les formations politiques haïtiennes » comprend deux parties : « Les idées-forces des formations politiques » et « Clivages, alliances et formations politiques ». Nous en publions aujourd'hui la deuxième partie.

## Clivages et systèmes de clivages

Les clivages sont des paramètres qui stratifient ou qui, dans certains cas, fragmentent une société en groupe ou en communautés [20]. La signification sociale d'un clivage émerge à travers un processus plus ou moins long qui accompagne la structuration du système social. Sur cette base, on peut distinguer les clivages structurels qui donnent lieu aux groupements fondamentaux, aux classes sociales qui constituent la base d'une société et les clivages fonctionnels aux rôles idéologiques divers et pouvant posséder, dans certaines conjonctures, une force de mobilisation importante. Dans cette étude, nous postulons que l'entreprise du changement social doit tenir compte des clivages fonctionnels qui, généralement, tendent à masquer les clivages structurels, en même temps qu'ils en sont l'expression conjoncturelle. Nous refusons donc, d'une part d'établir une coupure entre la conjoncture et la structure et d'autre part nous soutenons que la transformation structurelle passe par une rupture qui est nécessairement conjoncturelle.

Les clivages fonctionnels, parce qu'ils sont liés à des formations historiques précises, sont généralement absents dans les modèles théoriques qui se veulent généraux et abstraits. Il appartient à l'analyste de les faire ressortir dans ses recherches et de montrer comment, en tant que variables, ils affectent les relations théoriques contenues dans son modèle. Dans tout autre cas, ou bien l'on tendrait à considérer les cas ne répondant pas au cadre théorique comme des cas déviants [21], comme des cas exceptionnels, ou bien on s'acharnerait à trouver l'élément manquant pour adapter la réalité au modèle, ou bien encore l'on déformerait les concepts en les étirant (conceptual stretching) [22] pour qu'ils traduisent des phénomènes pour lesquels ils n'ont pas été construits. L'action politique qui dérive de ces artifices ne peut conduire qu'à des désastres.

*par Alain Gilles*

Les clivages peuvent être analysés sous divers angles. On peut retenir leur degré de cristallisation, c'est-à-dire le nombre de membres d'une société qui sont touchés par un clivage donné. Le clivage de religion dans une société où la plupart des gens sont areligieux possède une faible cristallisation. Celui de langue dans une société bilingue ou trilingue à la cristallisation maximum. En effet, chaque individu membre de cette société utilise au moins une des langues parlées.

Comme on peut facilement s'en rendre compte, tous les clivages n'ont pas le même poids socio-politique. Ce poids varie suivant les sociétés et, à l'intérieur d'une société, à travers le temps. Dans le cas d'Haïti, nous pouvons dire que le clivage de couleur a toujours eu une plus forte capacité de mobilisation politique que celui de langue, par exemple. Il revient aux partis politiques de mettre en évidence la pertinence ou la non-pertinence d'un clivage dans l'orientation des comportements politiques collectifs. Quand un clivage a acquis une force politique considérable, il faut un travail méthodique et, parfois, de longue haleine pour pouvoir arriver à le désactiver à l'intérieur de la structure sociale qui l'a engendré et qu'à son tour il consolide. Il existe donc un rapport de renforcement réciproque entre un clivage et la société dans laquelle il a émergé.

Une autre importante caractéristique des clivages est qu'ils peuvent se superposer comme ils peuvent s'entrecroiser. Si deux clivages se superposent, tous les acteurs sociaux qui occupent une position sur l'un des deux, se retrouveront sur une position identique pour ce qui concerne l'autre clivage. Si en Haïti tous les vaudouisants ne parlaient que le créole, et les catholiques, que le français (ce qui n'est certainement pas le cas), on dirait que les clivages de langue et de religion, ainsi dichotomisés, sont superposés. Les conséquences de polarisation politique que peuvent engendrer de telles situations, dans le cas où les clivages superposés ont tous un poids politique élevé, peuvent conduire jusqu'à des scissions territoriales. Les clivages sont dits entrecroisés toutes les fois qu'ils se recoupent. Dans ce cas, il peut y avoir plus de fluidité, plus d'ouverture sociale.

Nous avons ici présenté trois caractéristiques des clivages : leur degré de cristallisation, l'ordre hiérarchique qu'ils forment, ce qui touche à leur poids socio-politique, l'un par rapport à l'autre et par rapport au système social dans lequel ils s'insèrent et enfin leur interpénétration, c'est-à-dire si les clivages sont superposés ou entrecroisés.

## Les clivages en Haïti

En se référant à l'histoire politique d'Haïti, trois clivages paraissent avoir joué un rôle de premier plan quant à l'impact qu'ils ont eu sur la dynamique de ce pays. Il s'agit de la question agraire, de la question de couleur et du régionalisme. Le premier clivage répartit les membres de la société haïtienne en grands propriétaires, petits propriétaires et non propriétaires ; le deuxième, en noirs et mulâtres et enfin le troisième, en hommes du Nord, hommes du Sud, hommes de l'Ouest et hommes de l'Artibonite.

En écartant le clivage de la propriété capitaliste, nous postulons la dominance de l'économie agraire fondée principalement sur des rapports sociaux de type féodal dans la formation sociale haïtienne. Ces derniers, en effet, imprègnent même les exploitations agricoles de type capitaliste. C'est là, une caractéristique de la société haïtienne et d'une grande partie des sociétés de la périphérie : la pénétration capitaliste de ces sociétés n'implique pas dans tous les cas l'établissement de rapports capitalistes exclusifs ou même prédominants. Quant aux entreprises industrielles, encore que la plupart d'entre elles soient caractérisées par un certain clientélisme dans le mode de recrutement de la main-d'oeuvre, dans l'octroi des promotions ou d'autres types de maigres avantages, elles ont un effet d'amont ou d'aval nul sur l'ensemble de l'économie. La production de denrées agricoles d'exportation sur les grandes comme sur les petites exploitations et les entreprises agro-industrielles restent le pivot de l'économie haïtienne.

## La question agraire

Par la question agraire, il faut entendre non seulement la propriété du sol, sous ses formes juridique et économique, mais aussi l'ensemble des rapports sociaux liés à la production, à la répartition et à la commercialisation des produits agricoles et de l'élevage. En considérant le clivage agraire, nous retrouvons les trois principaux groupes suivants :

— les grands propriétaires et/ou exploitants, grands alliés des gros commerçants avec qui ils constituent les patrons des spéculateurs ;

— les petits propriétaires et/ou exploitants qui, pour la plupart, forment la classe des métayers ou de ceux qui travaillent la terre par affermage ;

— et enfin les sans-terre, comme les non-propriétaires sont des fois appelés. Ils deviennent ouvriers agricoles, les journaliers, mais tendent, de plus en plus, à migrer vers les centres urbains.

La question agraire est la question sociale la moins débattue dans les cercles et les conflits entre les politiciens ou idéologues haïtiens. De la fin de l'occupation américaine à nos jours, quel que soit l'indicateur utilisé (analyse des discours politiques, des débats ou des polémiques, la forme des alliances...), on se rend compte que la référence à la question agraire est plutôt incidente[23]. Elle est donc absente, pas dans le sens qu'elle n'est pas la question centrale. Au contraire. Plutôt qu'absente, disons qu'elle est camouflée, qu'elle est escamotée.

Mais pourquoi ce silence complice sur la question agraire ? La réponse à cette question et éminemment simple. La classe politique haïtienne, dans sa grande majorité, n'a jamais eu d'intérêts à mettre en question le statu quo agraire mis en place basiquement depuis Christophe, Pétion et Boyer. Les candidats à la direction politique des affaires haïtiennes, même quand ils ne sont pas originaires de la classe dominante agraire, pactisent avec cette classe dont ils ont besoin l'appui et l'assistance pour le succès de leurs entreprises politiques. Pour ceux qui aspirent au pouvoir à des fins claniques ou personnelles, il sera toujours plus facile de l'obtenir avec les forces conservatrices ou même réactionnaires qu'avec celles du changement. Pour tous les autres, la lutte sera longue et âpre.

## La question de couleur

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre toute l'importance accordée par la classe dominante haïtienne et ses représentants politiques à la question de couleur léguée par l'histoire coloniale. C'est, selon Benoit Joachim, « un sujet que ne doivent pas escamoter ceux qui ont pour tâche d'étudier, d'expliquer et de contribuer à changer les structures socio-économiques vermoulues d'Haïti[24] ». En tant que clivage fonctionnel, elle sert à occulter la question sociale fondamentale et à consolider le statu quo. Elle a acquis son importance, sa force politique même au sein des masses exploitées ; socialisées, qu'elles sont, aux valeurs, normes et symboles de la culture dominante.

À ce point, il est extrêmement important de souligner qu'indépendamment de la position des membres d'une fraction de la classe dominante sur le clivage de couleur, ou de ceux qui servent ses intérêts, ils tendront à faire l'agitation, ouvertement ou non, autour de la question de couleur ; la variante utilisée restant secondaire. Tout en croyant nécessaire l'analyse de la question de couleur sous ses différentes formes, nous croyons aussi devoir souligner son caractère global face à ceux qui, suivant les conjonctures, s'évertuent à montrer le contenu mystificateur ou le sectarisme de l'une ou de l'autre variantes. Pour l'ensemble de la classe dominante, la question de couleur, dans son ensemble, a une fonction stabilisatrice.

Dans cette perspective, il devient théoriquement impératif d'abandonner toute approche individualiste ou phénoménologique tendant à expliquer la position politique des acteurs sociaux haïtiens à partir de leur position, en tant qu'individus, sur le clivage de couleur. Devant l'imminence d'un changement fondamental dans l'ordre social haïtien, les membres de la classe dominante haïtienne embrassent le noirisme et le mulâtrisme avec la même ferveur. En outre, l'approche individualiste cache ou même nie le fait que la couleur, avant d'être individuelle, est d'abord et surtout une caractéristique contextuelle[25]. Il faut entendre par là qu'elle est une caractéristique que l'individu doit aux contextes de classe, de famille et de région dont il fait partie.

À un autre niveau, il est aussi extrêmement important de souligner que la couleur n'est pas simplement une question secondaire, comme on se plait trop facilement à le répéter sans toujours y croire. À travers l'histoire, elle a acquis un pouvoir dans la détermination des comportements politiques, des relations interclaniques, tel qu'il tend à agir de façon autonome dans les moments historiques les plus tumultueux. Il ne s'agit point là d'une surprise dans l'étude des comportements collectifs. Sans être de ceux qui, avec Talcott Parsons, croient que les valeurs constituent les conditions structurelles de l'action sociale, il convient cependant de rappeler le poids que les analystes sociaux ont toujours

accordé aux traditions et aux représentations collectives[26]. L'on a assez souvent rappelé des situations où des traits culturels, des clivages survivaient aux conditions structurelles qui leur avaient donné naissance. Théoriquement, ceci tient au rythme inégal du développement des structures des organisations sociales et de celles des mentalités. Dans le décalage qui survient à la suite de transformations sociales, différents cas peuvent se présenter :

Il peut arriver que le clivage qui survit à une transformation radicale de la société soit complètement coupé de tout lien avec la nouvelle structure créée. Dans ce cas, sa disparition, à plus ou moins longue échéance, peut être attendue.

Dans d'autres cas, le clivage peut retrouver une base dans la nouvelle formation, assumant ainsi de nouvelles fonctions intégratrices, tout en portant les marques des adaptations nécessaires. À cette dernière catégorie appartient le clivage de couleur qui, après la révolution de 1804, a pu acquérir un pouvoir de mobilisation relativement fort et autonome. Ce pouvoir s'explique par son rôle stabilisateur pour le nouvel ordre social établi, par l'arme politique qu'elle constitue pour les tenants de cet ordre et surtout par son enracinement dans la conscience collective du peuple.

## Le régionalisme

L'histoire coloniale n'a pas seulement légué la question de couleur comme clivage socio-politique. Elle a aussi contribué à la formation de régions politiques qui ont servi à empêcher ou à favoriser certains types d'alliances politiques. L'on sait le rôle de premier plan qu'ont joué le Nord et l'Artibonite en tant que lieux géographiques où se sont prises les majeures décisions et où se sont déroulées les principales batailles pour l'indépendance. Certainement, ces régions ont dû présenter des caractéristiques particulières quant à la concentration de certains types de plantation et aussi quant à la polarisation des rapports sociaux. L'existence de très grandes plantations sucrières dans le Nord exigeant un très grand nombre d'esclaves avait dû laisser peu de place aux groupes intermédiaires constitués par les petits blancs et les affranchis que dans la classification moderne on pourrait considérer comme des classes tampons. Quoi qu'il en soit, les régions ont commencé à colorer les luttes politiques haïtiennes bien avant l'indépendance. La guerre entre Toussaint et Rigaud, interprétée par certains comme la guerre entre les Noirs et les Mulâtres, est aussi la guerre du Sud. Cette dernière région s'est donc détachée, avec l'Ouest, en tant que région politique avec ses hommes et ses projets politiques. Pour Dantès Bellegarde, « il n'y avait pas seulement des intérêts matériels ou des questions administratives pour diviser, à l'époque coloniale, le Nord, l'Ouest et le Sud : ces trois régions différaient sensiblement par le mode de formation de leurs populations, par les sentiments, les idées, les moeurs et les traditions de leurs habitants[27] ». Au cours de la campagne électorale de 1957, Duvalier se référait tantôt au « Nord héroïque », tantôt à l'« Artibonite sacrée », tantôt à la « Bien aimée Jérémie[28] ».

Dans la diaspora, des associations régionales se sont multipliées et se sont révélées assez mobilisatrices[29]. Aux dernières élections législatives, on entendait dire que le Nord avait choisi. Quand un macoute a été lapidé, on répétait que les gens de l'Artibonite ne savent pas plaisanter. Si deux ministres sont de Port-de-Paix et que le directeur d'un hebdomadaire à position politique ambiguë soit lui aussi de la région, on ne cessera de rappeler que l'équipe du Nord-Ouest se consolide. Ce que ces indicateurs révèlent, c'est la présence d'un régionalisme, manifeste ou latent, mais toujours présent dans les analyses et dans les pratiques politiques spontanées.

## L'interpénétration des clivages

Dans *Dessalines a Parlé*, Bellegarde a rappelé ce dialogue assez révélateur : « Ce Mulâtre du Cap-Haïtien me dit : comment un jeune mulâtre comme vous peut-il être firministe ? Ne savez-vous pas que M. Firmin est un noir ? Ce Noir de Port-au-Prince me dit : Comment un jeune homme de l'Ouest comme vous peut-il être firministe ? Ignorez-vous donc que M. Firmin est du Nord ? Or, conclut Bellegarde, ce Mulâtre du Cap-Haïtien était partisan de Sénèque Momplaisir Pierre, Noir de l'Ouest. Et ce Noir de Port-au-Prince était partisan du Général Nord Alexis, le plus nordiste des nordistes[30] ». D'après B. Joachim, le préjugé de couleur « résurgit au moins dès 1805, mais dans certaines parties du Sud et de l'Ouest, et non comme un phénomène d'envergure nationale s'étendant à l'ensemble du pays[31] ». D. Nicholls, de son côté, pense que « L'élite noire se trouvait largement dans les zones rurales et au Cap-Haïtien, tandis que l'élite mulâtre se concentrait à la Capitale et était forte dans les villes du Sud de Jérémie, des Cayes et Jacmel[32] ».

À partir de ces allégations, il est clair que les clivages de couleur et de région se trouvent associés et que la configuration qu'ils forment constitue un élément devant être retenu dans l'analyse des

| Position dans la structure agraire | Région | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nord | | Artibonite | | Sud | | Ouest | |
| | Couleur | | Couleur | | Couleur | | Couleur | |
| | Mul. | Noir | Mul. | Noir | Mul. | Noir | Mul. | Noir |
| Grands propriétaires, planteurs et spéculateurs | 1 | 2 | 5 | 6 | 9 | 10 | 13 | 14 |
| Petits propriétaires et sans terres | 3 | 4 | 7 | 8 | 11 | 12 | 15 | 16 |

**Tableau 1**
**Clivages et leur interpénétration dans la société haïtienne**

questions politiques haïtiennes. Soulignons que la citation tirée de Bellegarde met en évidence que le clivage décisif dans le choix politique n'est ni la couleur, ni la région. Nous réitérons donc la position à savoir que le clivage agraire reste le clivage socio-politique fondamental et que les deux autres ne servent de base qu'à la mobilisation populaire stabilisatrice.

Cette position, cependant, ne nous empêche pas d'avancer qu'au niveau de la réalité et sur le plan de la couleur, des noyaux permanents quant à leur composition se sont formés à travers l'histoire du pays. Notre hypothèse est que cette permanence trouve son explication dans le système formé par les clivages de couleur, de région et de propriété agraire. Ce système présente une configuration caractérisée par une superposition de ces clivages, surtout pour ce qui concerne la catégorie des grands propriétaires. En d'autres termes, les grands propriétaires noirs se retrouvent concentrés dans le Nord et dans l'Artibonite tandis que les grands propriétaires mulâtres se retrouvent surtout dans le Sud et dans l'Ouest [33]. Cette superposition tend à favoriser le développement d'un discours et d'une pratique politiques autour du régionalisme et surtout autour de la couleur tout en permettant aux classes possédantes d'écarter tout à fait la question agraire dans les débats politiques.

Le tableau suivant permet de poser avec plus de clarté et de façon plus compréhensive le problème de l'interpénétration des trois clivages.

On remarquera d'abord que le clivage de position dans la structure agraire a été dichotomisé afin de réduire la complexité du tableau sans nuire pour autant à l'analyse. Les cellules 1, 2, 3, 4 concernant la relation entre la position dans la structure agraire et la couleur pour la région du Nord ; les cellules 5, 6, 7, 8 pour la région de l'Artibonite, etc. La variable position dans la structure agraire, étant pour nous la variable fondamentale, les pourcentages devront être calculés sur la base de ses catégories. Ainsi, la somme des pourcentages correspondant aux cellules 1 et 2 devront donner 100 %, comme aussi sera le cas pour la somme des pourcentages correspondant aux cellules 3 et 4. Techniquement, le clivage de région joue ici le rôle de variable contrôle, c'est-à-dire nous analysons les relations entre les deux autres clivages à l'intérieur de chacune de ses catégories. En ce sens, le tableau est le regroupement de quatre sous-tableaux, un pour chacune des régions.

À ce point, on devient concerné par les cellules montrant les pourcentages les plus élevés, ceux supérieurs à 80 % par exemple. D'après ce que nous avons suggéré comme hypothèse, pour la région du Nord la cellule 2 devrait contenir tout au moins 80 % des cas, c'est-à-dire l'ensemble des grands propriétaires et des grands exploitants du Nord. Dans le cas de la région du Sud, c'est plutôt la cellule 9 qui devrait contenir tout au moins 80 % des cas, c'est-à-dire de l'ensemble des grands propriétaires et des grands exploitants du Sud.

Quand on passe à la catégorie des petits paysans ou des paysans sans terre, c'est-à-dire aux cellules 3, 4 pour la région du Nord ; 7, 8 pour l'Artibonite ; 11, 12 pour le Sud et 15, 16 pour l'Ouest, le problème se révèle plus délicat. Une analyse pour ces catégories, que nous ne pouvons entreprendre ici, mettra en évidence le caractère nettement social de la question de couleur. C'est en ce sens que nous avons insisté sur la nécessité de la traiter non pas comme une variable absolue (individuelle), mais plutôt comme une variable contextuelle, en retenant la famille élargie et la région comme contextes. Tout en suggérant que la classe sociale peut être aussi retenue comme contexte, il ne faudrait pas que l'on s'attende à une relation directe, vu comme nous l'avons déjà dit, le pouvoir analytique relativement autonome qu'a acquis le clivage de couleur.

Le tableau peut être aussi utilisé dans son ensemble et dans une perspective longitudinale, permettant ainsi de faire ressortir les changements qui se sont produits à l'intérieur du système formé par les trois clivages.

## Les clivages, les alliances et les formations politiques

En conformité avec notre point de départ à savoir que les formations politiques haïtiennes, étant constituées à partir ou véhiculant des idées-forces qui ne tiennent pas compte des variables qui caractérisent la structuration et l'évolution de la société haïtienne, sont marquées par des factionnements

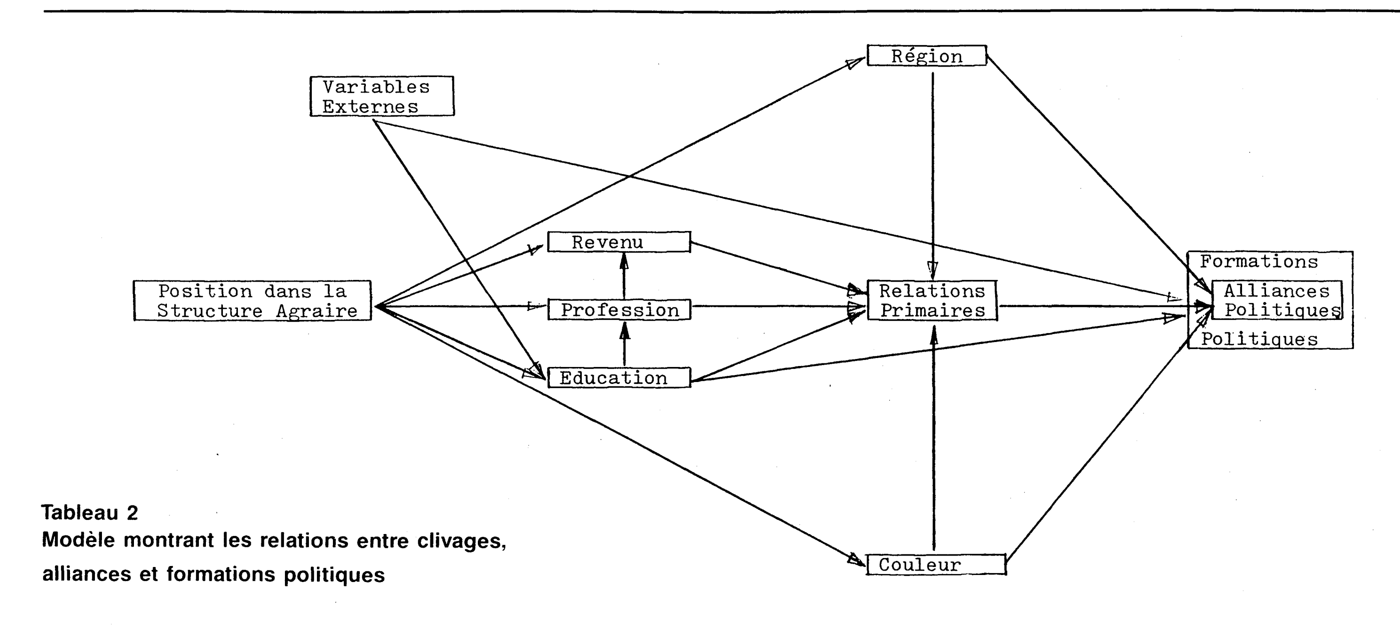



**Tableau 2**
**Modèle montrant les relations entre clivages, alliances et formations politiques**

dus aux alliances engendrées par des clivages traditionnels, nous présentons dans ce qui suit un modèle montrant le jeu de ces clivages dans la constitution de ces alliances.

Nous indiquons dans un premier temps que des facteurs déterminants dans la formation des groupements politiques sont d'origine externe, ils jouent directement aussi bien qu'à travers le système éducationnel haïtien. Dans un deuxième temps, nous montrons comment l'effet de la structure agraire est médiatisé pour être déformé par les clivages de région et de couleur. Le tableau II montre schématiquement le modèle que nous décrivons comme suit :

En premier lieu, il y a les formations politiques sur la constitution desquelles jouent directement des variables externes, conséquences de la dépendance culturelle qui se traduit par l'action des médias et surtout par la prise en charge de la formation de l'élite politique par le système éducationnel des pays capitalistes avancés. La plupart de nos formations politiques ont pris naissance sous l'influence directe de crises idéologiques ou de mouvements sociaux qui ont eu pour centres de développement les pays centres avancés, en particulier l'Europe sans oublier l'Union Soviétique et la Chine.

La position dans la structure agraire stratifie par rapport à l'éducation, la profession et le revenu qui, à leur tour, se renforcent par le biais de groupes primaires où se retrouveront des familles, des amis et des collègues. La formation de ces groupes primaires n'est pas seulement due à l'action de ces variables. Ils subissent directement les effets des clivages de couleur et de région qui contribuent à leur renforcement. Ces groupes primaires ainsi formés donneront lieu au développement des alliances, c'est-à-dire des liens organiques au pouvoir d'action relativement efficace et basés plus sur des traditions que sur des principes, à l'intérieur des formations qui se retrouvent ainsi fragmentées et dotées d'un pouvoir d'intervention diminué.

Finalement, tout en médiatisant l'effet de la structure agraire, les variables de région et de couleur joueront, elles aussi, directement sur les alliances politiques qui, dans le temps d'ailleurs, prenaient ouvertement la forme de partis politiques. Nous pensons aux partis libéral et national. Il est certain que malgré un effort évident de certaines formations de se présenter autrement, en faisant référence à des principes de doctrine, elles restent marquées par cette tradition dans leur pratique. Les attentions qu'elles ont attirées sont peut-être dues à cette marque.

## Synthèse et conclusion

Pour finir, nous présentons un résumé des prémisses et des hypothèses que nous avons développées dans cet essai.

La social-démocratie n'est pas issue seulement d'une volonté politique. Elle est l'expression conjoncturelle d'une structure caractérisée par une expansion économique due au développement des forces productives et par un changement dans les rapports capital/travail, permettant au dernier d'agir sur les politiques de l'État.

Les sociétés capitalistes périphériques, dû aux contraintes économiques qui leur sont imposées par leur position dans le système capitaliste mondial, ne peuvent donner lieu à l'émergence de régimes politiques sociaux-démocrates. La surexploitation de la force de travail exigée par le capital international nécessaire à l'industrialisation dépendante, doit avoir comme support politique un régime autoritaire et oppressant caractérisé par l'exclusion politique des masses. Ces contraintes se révèlent encore plus fortes dans le cas de pays à très faible accumulation interne de capital, Haïti en l'occurrence.

Le marxisme haïtien tributaire des maîtres-schémas occidentaux, reste encore un ensemble théorique et abstrait. Les concepts de médiation, opératoires pouvant permettre des analyses de nature empirique ne sont pas développés. Les formations politiques qui s'inspirent du marxisme, ne disposant pas d'un outil conceptuel et théorique adapté, ont donc un pouvoir de mobilisation et d'articulation plutôt faible. En conséquence :

Les formations politiques haïtiennes qui sont organisées sur la base de ces idées-forces restent fondamentalement étrangères aux réalités haïtiennes, pour des raisons différentes, et ne peuvent arriver à établir un lien organique fort entre les éléments qui les constituent.

Des alliances fondées sur la base des clivages traditionnels se forment à l'intérieur et au-delà des formations, ce qui rend ces dernières éphémères dans leur composition ou même dans leur existence, faibles dans leurs interventions et inefficaces dans leurs démarches visant à générer des formations plus larges.

### Notes

[23] En prenant comme référence la période qui va de l'occupation américaine à nos jours, nous ne suggérons pas implicitement qu'il en fut tout autrement pour la période d'avant l'occupation. Une analyse pour cette période devrait retenir les révoltes paysannes, dans le Sud surtout, des années qui ont suivi l'indépendance, révoltes qui ont certainement marqué la structure agraire.

[24] Benoit Joachim, « Sur l'Esprit de Couleur en Haïti », *Nouvelle Optique — Recherches Haïtiennes et Caraïbéennes*, nº 9, janvier-mars 1973, p. 149-158.

[25] Pour le traitement de la variable contextuelle, voir Paul F. Lazarsfeld and H. Menzel, « On the Relation Between Individual and Collective Properties », in Paul F. Lazarsfeld *et al.* (eds), *Continuities in the Language of Social Research*, New York, The Free Press, 1972, p. 225-236.

[26] Ici, bien sûr, l'on peut se référer à toute la tradition léguée par Max Weber et Émile Durkheim. Il est peut-être plus approprié de citer le fondateur du matérialisme historique. Voir, en effet, Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 15. On y lit : « La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. »

[27] Dantès Bellegarde, *Haïti et ses Problèmes*, Montréal, Valiquette, 1941, p. 103.

[28] François Duvalier, *Oeuvres Essentielles : La Marche à la Présidence*, Port-au-Prince, Presses Nationales, 1966.

[29] Parmi ces associations, on peut compter : Alliance Gonaivienne (ALGO) ; Union des Saint-Marcois (à l'étranger) ; Association des Haïtiens Originaires de Liancourt et de la Vallée de l'Artibonite ; La Coalition Placentine ; l'Union Dessalinienne du Québec.

[30] Dantès Bellegarde, « Préjugés Criminels », in *Dessalines a Parlé*, Port-au-Prince, Société d'Édition et de Librairie, 1948, p. 90-97.

[31] Benoit Joachim, *Les Racines du Sous-Développement en Haïti*, Port-au-Prince, Henri Deschamps, 1979, p. 121.

[32] David Nicholls, *From Dessalines to Duvalier — Race, Colour and National Independance in Haïti*, New York, Cambridge University Press, 1979, p. 141 (notre traduction).

[33] Nous tenons à rappeler que, dans le cadre de notre conceptualisation, les statuts de « noirs » et de « mulâtres » sont d'ordre contextuel.

# Difficile symbiose

« En nous rien n'est à nous, rien n'est nous ».

H. Laborit [1]

## I. La sanction coloniale

Les événements laissent en nous des empreintes qui sont à l'origine de certains comportements et réactions. La colonisation a été un processus déstructurant qui entraîne chez le colonisé un complexe d'infériorité extrêmement perturbant. De la révolte au rejet de l'autre, il persiste chez tout un chacun quelques aspects de cet « autre » qui hantent notre existence. Après une valse d'hésitations, le colonisé, dans sa crise d'identité, défendra certaines idées avec lesquelles précisément, il s'identifiera. Il se cherchera des mécanismes de défense pour retrouver son assurance, quitte à se replier sur soi. Le « *retour aux sources* » conduira l'Haïtien à la négritude, tentative « d'évitement de déplaisir » de sa difficile symbiose. Comme le remarque si bien F. Fanon [2], le Noir tentant de rejoindre le « sanctuaire blanc » ne pourra se priver de la « sanction blanche ». En Haïti, le schème *Nèg* signifie un individu quelconque, un homme, indépendamment de sa race [3].

Cependant, si l'on cherche plus loin, une chanson créole populaire nous apprend péjorativement que le « Nèg » est un tissu de défauts [4]. De fait, on parle de *Nèg* blanc pour faire allusion, suivant le contexte, à un homme de couleur blanche ou à un individu très intelligent. Des fois, le *yon nèg* (un *nèg* signifie quelqu'un, pronom indéfini. Il est aussi question de *nèg la-vil* qui correspond au citadin — a priori cultivé —, de *nèg mo'n* ou homme inculte — a priori de l'arrière pays — qu'il faut savoir différencier du *nèg sot* vécu plutôt comme un débile. Enfin le *gran nèg* se dit surtout de celui qui est économiquement fort, à distinguer de *gro nèg*, quelqu'un qui détient un important pouvoir social ou politique.

***par Yves St-Gérard***

L'importance du mot *nèg* peut être le reflet d'une tentative de restituer l'Haïtien à lui-même bien que l'« autre » l'ensorcelle. Du point de vue historique, n'a-t-on pas vu la classe politique traditionnelle faire la course aux titres de noblesse de l'« autre » — roi, empereur, duc ? L'idéologie coloniale dominante, au-delà de la verve révolutionnaire et de l'esprit de sacrifice, n'a-t-elle pas dissimulé en « nous » cet « autre » qu'on refuse de tuer ? Cet « autre » enfin, dans sa complexité, n'est-il pas à l'origine de cette permanente restauration du passé colonial de notre histoire ?

Tuer l'« autre » d'abord en soi, aussi pénible que cela soit, devrait être la tâche première de tout un chacun oeuvrant honnêtement pour la rupture.

Au lendemain de l'indépendance (1804), le Vaudou, grande source de réconfort des esclaves, sera combattu avec insistance par la nouvelle classe politique qui y avait trouvé, durant la période de la guerre de l'indépendance, une « force intégrative ». Tout dans le pays est mis en oeuvre pour assurer la pérennité de la culture coloniale dans sa forme bâtarde. Nombreuses habitudes communautaires vont de manière fort différente délivrer l'Haïtien de la « hantise de ses perpétuels problèmes ». Le Vaudou, le phénomène du Lakou [5], divers autres agencements de la vie communautaire et les manifestations populaires comme le carnaval et le rara [6] sont autant de mécanismes de défense tendant à diminuer la tension intérieure qui angoisse tant l'Haïtien.

## II. La fissure

Il restait peu de perspectives pour l'autochtone ; l'idéal scolaire se perdant de plus en plus, les Haïtiens se trouvaient confrontés à une inflation des valeurs. Sous-estimant les valeurs symboliques et conceptuelles de la souffrance sur ces îles, nombreux observateurs s'acharnent à parler de manière péjorative d'une résignation déconcertante. Pourtant, comme le stoïcien qui crée en lui des systèmes antinociceptifs, l'Haïtien, enlacé dans son fatalisme

légué par les idées judéo-chrétiennes, vit sa situation actuelle comme une épreuve programmée par la volonté divine. Entre le « bonheur éternel » et le plaisir terrestre, il ne fait qu'un choix ambivalent puisqu'il dit « qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » et, alors même que ce plaisir terrestre n'était qu'une vue de l'esprit, il a été formé à ce principe, à savoir que « sa seule raison de vivre est d'être[7] ». Cet instinct de conservation fondé sur la « survie » le conduit à un sentiment pénible d'attente puisque manger est un privilège et l'eau courante — tout au moins la boisson potable — ne coule pas à flot. Incapable d'assouvir aussi bien son bonheur éternel à distance que ses besoins élémentaires, l'Haïtien va, de l'anxiété à l'angoisse, se réfugier misérablement dans son imaginaire. Névrosé, noyé par cet imaginaire fertile, entouré de magie contagieuse il est donc potentiellement vulnérable. Un tel aspect psychologique et sociologique explique ce que H. Laborit qualifie d'*inhibition de l'action* et qu'on appelle à juste titre la zombification des Haïtiens.

À tous les niveaux, le duvaliérisme perturbe les anciennes valeurs et la musique, qui représentait une sphère de créativité peu élogieuse pour la petite bourgeoisie, va devenir son exutoire idéal ; l'étouffement de notre jeunesse par le duvaliérisme « pur et dur » portera plusieurs jeunes inexpérimentés sur la scène musicale pendant les années soixante. Cette nouvelle vague a été favorisée par la transposition du phénomène musical international des années soixante sur nos groupes de « copains », ces fans des idoles du « hit parade » français. Aussi sommes-nous gênés de devoir considérer cette nouvelle vague comme l'expression d'un mariage dynamique entre un mouvement social progressiste et une forme musicale nouvelle. Toutefois, elle est l'expression des efforts d'une génération abandonnée à elle-même, étouffée entre ses aînés et les dinosaures de la loi duvaliériste. Cette analyse, réfutant le slogan de « l'art pour l'art » et partant de l'aspect qualitatif de cette masse disponible — les jeunes musiciens et leurs fans dans le courant des années soixante —, reconnaît cette nouvelle vague comme une des prémisses psychologiques du jean-claudisme (face cachée du duvaliérisme !) puisque le nouveau slogan sera : « *La jeunesse au pouvoir* ».

Le phénomène « Mini Jazz » haïtien n'est certainement pas concomitant d'un mouvement de la jeunesse mais il est l'expression d'une rupture avec une vieille mentalité et indique déjà l'effritement de l'autorité familiale traditionnelle. Contrairement à la concomitance « Roch/mouvement des blousons noirs » (1955-1961), « Folk/mouvement des beatniks » (1962-1965) et « Pop/mouvement des hippies » (1966-1968), la nouvelle vague ne va pas révolutionner la musique haïtienne car ces musiciens adeptes du rythme « compas direct » n'auront d'original que le style, c'est-à-dire une dominance rythmique des instruments à corde et une grosse caisse, souvent à contre temps. Secondairement, ce style original va glisser progressivement vers l'ancienne forme où les instruments à vent viennent compléter les groupes. La nouvelle vague haïtienne issue d'abord, comme les Beatniks, des écoles secondaires, n'exprime pas un refus de la société haïtienne, même si ces jeunes

## Erratum

*Dans l'éditorial du nº 25, il fallait lire, à la place du paragraphe sur les femmes haïtiennes reproduit deux fois, ce qui suit :*

Quant à la diaspora, elle découvre qu'elle a trente ans, qu'elle est multiple et diverse et que ses membres, même s'ils parlent tous créole, le parlent avec des ajouts d'anglais, de français et d'espagnol. Elle découvre qu'elle donne naissance à de nouvelles générations dont la vision ne s'articule pas autour des mêmes charnières : 1946 ? 1962 ? 1970 ? Lescot ? Estimé ? Papa Doc ? Connais pas.

*Collectif Paroles s'excuse auprès de ses lecteurs de cette erreur.*

déplacent les soirées dansantes des boîtes de nuit aux hôtels. Les textes des nouveaux compositeurs, plus incohérents qu'avant, n'ont été nullement une contre culture. Quant à leur comportement, il obéissait au vieil esprit de classe, ou de caste ou de région. Ces groupes aux perspectives limitées ne cesseront de se scinder et de prendre le chemin de l'exil pour animer les soirées dansantes de la communauté haïtienne de l'étranger. Il faut signaler toutefois, avec honnêteté, que parallèlement à cela va se développer un courant d'artistes et d'écrivains qui profiteront des hésitations du « jean-claudisme » pour faire passer des idées nouvelles qui, dans un second temps, vont induire une nette amélioration des textes. Pourtant, comme dans le « bréviaire du jean-claudisme », peu de concepts trouveront leur véritable signification. Lassés par les vicissitudes de leur vie, de nombreux compositeurs chanteront un retour aux sources (l'« Afrique Alma Mater ») quand d'autres, culpabilisés par la décadence du pays, stigmatisent de manière nostalgique le retour en Haïti.

## III. L'inconscient collectif

Façonner l'inconscient collectif est la préoccupation majeure des minorités haïtiennes qui détiennent le pouvoir ; la classe politique traditionnelle s'acharne à créer de toutes pièces une idéologie sur mesure. Depuis 1957, elle s'évertue à nous transformer en duvaliéristes en puissance à l'aide d'une pensée politique surannée. Reich, dans ses écrits des années trente [8], attirait déjà l'attention sur le fait que le fascisme était un « phénomène international qui atteint tous les organismes de la société humaine dans toutes les nations du monde... ». Il nous faisait aussi remarquer que le « fascisme en tant que mouvement politique se distinguait de tous les autres partis réactionnaires par le fait qu'il est accepté et préconisé par les masses », car il n'existait pas « un seul homme vivant qui ne porte dans sa structure caractérielle les éléments de la sensibilité et de la pensée fasciste ». Aussi, n'est-il pas étonnant que la mentalité fasciste soit « *une mentalité du simple d'esprit, opprimé, avide d'autorité et en même temps séditieux* ». La réalité haïtienne des années soixante et soixante-dix n'a pas fait exception à cette approche puisque les masses ont été attirées vers le duvaliérisme, fascisme haïtien, à travers le prisme de la revalorisation paysanne et de la défense nationale et populaire. La « pensée duvaliériste », en utilisant un phénomène de « réfraction économique et sociale », en banalisant et en ritualisant la vie dans tous ses aspects, transforma progressivement la mentalité haïtienne. Au cours du règne de F. Duvalier, les habitués de la politique ont tenté de nier ou de minimiser cette pensée fasciste, qui porta *noiristes et populistes de la petite bourgeoisie* à sympathiser avec le pouvoir (selon eux, ce pouvoir bousculait la *classe* mulâtre — plutôt caste — au profit des *masses noires* de l'arrière pays). Pourtant, ces fils du peuple (*pitit sôyèt*) bénéficiaires du duvaliérisme ne courent pas les rues. D'ailleurs, qu'ils soient Blancs, Mulâtres ou Noirs, ces super duvaliéristes ne sont qu'une poignée d'hommes s'appropriant l'État haïtien et, incapables d'activités productives et émancipatrices, ils laisseront à leurs fans le soin de se rémunérer par les procédés les plus immoraux.

Les contradictions au sein de cette équipe dirigeante volontairement divisée par Duvalier, ne permettront à aucun sympathisant de dissimuler son angoisse génératrice de la *paix duvaliériste*. Déstructurant l'armée, l'église, l'université... ces corps fonctionneront de manière complémentaire avec la nouvelle institution dénommée la milice, ou corps des tonton-macoutes. Ces acquis seront très tôt remis en question par le jean-claudisme, qui ne divisera plus pour régner mais qui tente vainement de colmater les brèches tout en favorisant une angoisse de frustrations dans ses propres rangs, à partir de violations maladroites : l'autorité des *anges noirs* — nouveau groupe para-militaire formé de jeunes, attachés à J.-C. Duvalier —, le mariage du président avec une mulâtresse... ont éclaboussé le mythe du pouvoir des Noirs et remettent de temps à autre en question les tonton-macoutes et autres institutions. On trouve là une explication de la survie du régime. D'aucuns, prenant leurs désirs pour la réalité, se permettent de prédire une fin imminente à ce régime, sans tenir compte de la réalité haïtienne globale.

Le fascisme haïtien de notre époque reste donc l'expression de l'incapacité de la classe politique traditionnelle. Il est un facteur de décadence de notre société, qu'il prive des droits les plus élémentaires : libertés syndicale, culturelle, juridique... ; qu'il prive de la satisfaction de besoins aussi vitaux que la santé, l'instruction, l'alimentation, le travail et lès loisirs... Le pouvoir a accentué la coupure « ville-campagne » pour fabriquer l'Haïti de la minorité urbaine qui se restreint virtuellement à la cellule familiale et dont l'ambivalence socio-culturelle est dominée par l'esprit d'aliénation aux schémas occidentaux actuels ; tout cela entraînant la démission nationale, l'apolitisme ou l'engagement politique des minorités au service d'une politique déjà orientée. De cette approche, il ressort une complexité des classes politiques haïtiennes, attirées par des sympathies de droite ou de gauche mal assimilées et profitant plus à l'immobilisme.

Prenant nos rêves pour des réalités, nous avons laissé proliférer illusions et utopies que l'esprit religieux et traditionnel n'a pas tardé à transformer en fatalisme : cette zombification que la classe politique au pouvoir a su si parfaitement exploiter. L'Haïti que l'on appelle pompeusement l'arrière-pays, occupée par 85 % environ de la population active, est montagneuse et essentiellement agricole. Sa population analphabète parle créole et vit son refoulement dans le *lakou*. De cette situation faite d'incertitudes, il en ressort jovialité, expansivité enrobées d'un esprit religieux c'est-à-dire, là encore, ce fatalisme où se fondent, supervisés par une pléïade de divinités, les divers éléments de la zombification et de la volonté de survie.

**Notes**

[1] H. Laborit, *L'Agressivité détournée*, Union Générale d'Éditions, 1970.

[2] F. Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Éd. du Seuil, 1952.

[3] *Nèg* : traduction créole du mot NEGre, désignant tout homme de race noire.

[4] *Nèg gin mové man-nyè* : « Le Noir a des défauts ». Ce qui revient à dire que le Noir n'est pas civilisé.

[5] Le *lakou*, groupement de petits habitats autour d'un espace libre, ou cour.

[6] *Rara*, cortèges circulant dans les campagnes surtout pendant la semaine sainte catholique et le week end ; c'est une coutume issue du Vaudou.

[7] En créole :
*sak nan min sé li-k konté* (Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras)
*pito nou lèd nou la* (sa seule raison de vivre est d'être).

[8] W. Reich, *La Psychologie de masse du fascisme*, Payot, 1979.

# Le marxisme et l'émancipation des peuples caraïbes

Gérard Pierre-Charles est chercheur à l'Institut d'investigations sociales de l'UNAM (Mexico). Auteur de nombreux ouvrages sur l'Amérique latine, la Caraïbe et Haïti, il nous propose ici une réflexion sur l'évolution de l'idéologie marxiste dans la Caraïbe.

Vers la fin du XIXe siècle, tandis que les secteurs dominants des Caraïbes cherchaient des formes plus dépurées pour consolider l'ordre bourgeois, les classes subalternes commençaient à remettre en question le système et à élaborer une vision nouvelle de l'État et de la société, grâce aux idées socialistes.

L'évolution de la pensée marxiste connut tout d'abord un processus similaire à celle du socialisme européen et finit par tracer sa propre trajectoire. Elle s'inspirait de l'anarcho-syndicalisme espagnol, du socialisme français et du fabianisme anglais mais elle acquit une plus grande consistance avec l'introduction des courants marxistes léninistes dans le mouvement ouvrier et parmi les intellectuels. De là sa plus grande influence dans la vie politique et dans la recherche des voies conduisant au socialisme. En ce qui concerne ce processus, il faut souligner l'importance d'illustres penseurs révolutionnaires qui se sont efforcés d'interpréter la réalité de la région à la lumière des idées de Marx, Engels et Lénine, et qui ont apporté une collaboration précieuse à la cause de l'émancipation des travailleurs et des peuples opprimés. Entre tous, rappelons Enrique Roig San Martín, Julio Antonio Mella et Martínez Villena à Cuba ; Anton de Kom au Surinam ; Jacques Roumain et Jacques Stéphen Alexis en Haïti ; Richard Hart et Trevor Munroe en Jamaïque... Tous ces théoriciens ont trouvé dans Marx non seulement un philosophe prodigue en idées et aspirations mais aussi un révolutionnaire à part entière, universellement identifié à la cause de la transformation de la société. Déjà en 1883, José Marti écrivait à l'occasion de la mort du fondateur du socialisme : « Karl Marx est mort ; comme il était du côté des faibles, il mérite la plus grande reconnaissance. » C'est dans un même élan que Marcus Garvey qui n'était pas marxiste mais nationaliste comme la plupart à son époque, a évoqué la mort de Lénine dans ces termes : « Pour nous, Lénine fut un des plus grands bienfaiteurs de ce monde. »

*par Gérard Pierre-Charles*

La pensée de Marx et les idées marxistes léninistes se sont développées dans une région où les phénomènes d'exploitation de classe, d'oppression raciale et d'intervention impérialiste ont été particulièrement intenses et elles ont alimenté les projets d'émancipation des peuples et des éléments les plus progressistes. Peu à peu, elles se sont cristallisées dans la révolution socialiste de Cuba, la plus haute contribution des peuples caraïbes aux idéaux incarnés par Karl Marx, le théoricien scientifique et le dirigeant du prolétariat mondial.

## A. Les premières expressions du socialisme

Dans les territoires anglophones on remarque encore la présence des tendances réformistes du marxisme telles que le fabianisme et l'owenisme qui apparurent en Angleterre à la fin du XIXe siècle. Marx les avait condamnées car il les considérait comme le produit de la conciliation de classes de la part d'une aristocratie ouvrière complice du grand capital. Ces courants ont tellement neutralisé la pensée socialiste que la plateforme politique des fabianistes fut adoptée en 1918 par le Parti travailliste anglais et elles eurent aux Caraïbes un effet durable qui dévia le mouvement ouvrier de tout projet révolutionnaire.

Les émigrés espagnols apportèrent à Cuba, à Saint Domingue et à Puerto Rico les idées anarcho-syndicalistes et l'influence du Parti ouvrier de tendance social-démocrate, fondé en Espagne par Pablo Iglesias en 1879. Entre-temps, le socialisme français dans ses différentes formulations depuis 1848, avait pénétré en Martinique et en Guadeloupe et avait suscité dès le début quelques expressions idéologiques et organisatives propres. Dans les deux contextes, les positions de la Seconde Internationale eurent une influence décisive car elles aidèrent à divulguer les oeuvres et les idées marxistes dans le monde entier. Ces apports ont encouragé les premières organisations de la classe ouvrière et se sont traduits par une réflexion socialiste sur la condition prolétaire dans la presse et parmi les pionniers du socialisme antillais.

Cuba détient l'avant-garde de la pensée ouvrière socialiste. En 1865 elle s'exprime déjà dans la création du journal *La aurora* ainsi que dans la pratique des « lectures » dans les fabriques de tabac, dans la formation de mutuelles et coopératives et dans les premiers cercles de

travailleurs. À partir de 1887, Enrique Roig San Martín commença à introduire dans le monde ouvrier les idées de Marx et d'Engels à travers les journaux *El productor* et *El obrero*. En 1892, il convoqua un congrès ouvrier qui déclara que « la classe ouvrière ne s'émancipera pas tant qu'elle n'adhérera pas aux idées du socialisme ». Et dans un article intitulé « Démocratie et socialisme », Roig écrit : « Ceux qui pensent et assurent que ces transformations socialistes se réalisent au détriment de la démocratie et de la justice incarnée dans l'humanité se trompent grandement car les causes sont à chercher dans la structure économique, dans le mode de production et d'échange qui régit la distribution des richesses et par conséquent, la formation des classes et leur hiérarchie. »

Puerto Rico connut, dans les dernières décades du siècle passé, quelques formulations socialistes qui servirent d'orientation doctrinale au prolétariat naissant. On peut en voir la trace dans les concepts utilisés par R. del Romeral (pseudonyme de Romero Rosa) dans ses déclarations « sous le règne de la bourgeoisie, la lutte des classes est ouvertement déclarée de toutes parts » et « le parti socialiste est le parti de l'intelligence qui aspire à la transformation sociale, c'est-à-dire, à l'extinction de la misère artificielle, pour créer une société juste, égalitaire, de travailleurs libres, honnêtes et intelligents ».

Après la révolution bolchévique et sous l'influence de la IIIe Internationale, le socialisme acquit un niveau qualitativement supérieur qui se répercuta sur l'organisation prolétaire syndicale et politique. Cette étape se manifesta à Cuba, pays de plus grand développement dans la région, avec la création en 1925 du Parti communiste cubain (PCC) et de la Confédération nationale ouvrière (CNOC). Par contre, cette même période fut marquée à Puerto Rico et en République dominicaine par des résultats plutôt modestes dans l'avance du mouvement ouvrier et socialiste.

En effet, Santiago Iglesias fonda à Puerto Rico en 1910 la Fédération libre du travail, embryon qui donna naissance au parti ouvrier de 1915 qui s'appelait Parti socialiste. Cette organisation appuya l'annexion de l'île aux États-Unis conformément à l'idéologie du moment qui voyait dans la domination étrangère de bonnes expectatives de progrès et de civilisation... Cependant, en 1919, lors de sa Quatrième Convention, ce Parti critiqua le statut politique imposé et l'ordre social, et se proclama en faveur de la « démocratie sociale ».

À Saint Domingue, à partir de 1920, la « Communauté fraternelle nationaliste » amorça sa lutte pour « le droit de l'ouvrier à s'organiser et à conquérir un salaire qui lui permette de vivre décemment et d'être utile à sa famille, au progrès social et économique de la République ». Peu de temps après, on créa le Parti ouvrier indépendant et en 1929 la Confédération dominicaine du travail. Ces organisations de classes se consacrèrent à un travail de diffusion des idées prolétaires qui allait en s'accroissant jusqu'à ce que l'avènement de la dictature de Trujillo en 1930 vint saper les ailes de ce mouvement et la réflexion sociale issue de la tradition libérale et de la pensée d'Hostos.

Dans les Caraïbes francophones, le début du XXe siècle se caractérisa par une remarquable production sociale et littéraire inspirée du marxisme et plus particulièrement des idéologues français Jules Guesde et Jean Jaurès. L'influence du socialisme français se propagea notamment en Guadeloupe grâce au travail d'Hegesipre Legitimus, un leader populiste au discours typiquement jacobain. Il écrivait : « Allez les noirs, vous êtes la majorité. Vous n'avez rien, vous méritez tout, détruisez tout, brûlez tout. » Après qu'il eut abandonné ses idées pour collaborer avec le pouvoir colonial, les idéaux qu'il avait prêchés suivirent leur cours au sein du prolétariat et parmi les intellectuels. Jules Monerot, professeur de philosophie à la Martinique, était à la tête de quelques ouvriers et artisans et fonda en 1919 à Fort-de-France, le groupe socialiste Jean Jaurès. Dans son journal *Justice* il exprimait clairement le but de « travailler pour organiser le prolétariat et lui inculquer une conscience de classe ». Il soulignait que « les erreurs politiques des dirigeants qui se maintiennent au pouvoir comme une séquelle de la ploutocratie manufacturière, sont une raison suffisante pour que les travailleurs s'organisent dans un parti d'action socialiste... »

Les groupes socialistes antillais s'alignèrent sur la décision du Parti socialiste français de se transformer en Parti communiste, membre de la IIe Internationale. À partir de là, l'idéologie marxiste se propage dans les syndicats et la structure partisane. On se doit de mentionner l'action pratique et le travail d'orientation que réalisèrent André Aliker en Martinique et René Boisneuf en Guadeloupe. C'est durant cette période, 1937-38, que les organisations socialistes des deux îles se transformèrent en sections locale du Parti Communiste Français.

## B. L'avènement du socialisme scientifique

Dans l'ensemble de la région l'avènement du socialisme scientifique, la maturation des organisations marxistes et leur consolidation politique revêtent des traits particuliers et suivent des rythmes très différents d'un pays à un autre, tant en fonction du développement inégal des forces productives qu'en raison des différents niveaux de culture et d'éducation politique de ces pays. Cuba prend également la tête de cette période quant à la production intellectuelle marxiste et aux progrès organisationnels du prolétariat inspirés par le socialisme scientifique.

S'il est vrai qu'en Haïti le socialisme scientifique apparut dans les années trente grâce à Jacques Roumain, le processus n'en fut pas moins freiné par une grande discontinuité inséparable du peu de développement de la classe ouvrière qui n'arrivait pas à conquérir le statut de sujet historique. Alors que dans les Antilles Françaises les idées marxistes se virent intimement liées au progrès du socialisme dans la métropole, dans les îles anglophones, et malgré la croissance notoire des organisations ouvrières, l'influence des idéaux socialistes-démocrates retarda l'essor du marxisme jusqu'aux années quarante pendant lesquelles quelques organisations politiques élaborèrent leur programme. C'est à cette même époque que la pensée socialiste se manifesta en République Dominicaine.

### *1. Cuba : avancée du combat et de la pensée socialiste*

Au cours des années vingt, Cuba enregistra un changement qualitatif quant à la pensée et à l'organisation prolétaires avec la fondation du Parti communiste. Comme toile de fond à cette nouvelle étape, on voit se dessiner les conditions créées sur le plan mondial par la révolution bolchévique ainsi que par l'essor de l'influence idéologique

des masses prolétaires en France, en Italie et en Espagne. C'est alors qu'apparaît à Cuba Julio Antonio Mella qui est selon Juan Marinello « La personnalité révolutionnaire la plus intègre et la plus active de son temps ». Comme pour la majorité des théoriciens révolutionnaires, le travail intellectuel de Mella est inséparable de son oeuvre militante. Ces deux aspects de sa personnalité ont permis la création dans l'île d'un prodigieux courant d'idées et de luttes socialistes.

En 1923, Mella commence ses études à La Havane et sous l'influence de la réforme universitaire de Córdoba, il affiche déjà des positions avancées sur le rôle social de l'université et de l'étudiant qui correspondent à une option marxiste. « La réalité de notre situation comprend une lutte entre deux tendances : la nôtre, créative, active, avide de formules nouvelles et de procédés modernes, attentive aux doctrines et idées contemporaines, et celle d'un professorat caduque, intégré par de vieux fossiles, ineptes à en faire rire, incapables de rompre la routine vénérée... Jusqu'à présent, la politique d'absorption des États-Unis a cultivé sur notre territoire l'ignorance et la désorientation des esprits. La révolution universitaire réveillera les âmes. Et de la secousse qui en suivra, surgira, fulgurant comme un soleil, l'avenir de notre Amérique. »

Mais Mella ne se contente pas de lutter pour des améliorations académiques. Il comprend qu'au-delà de l'Alma Mater, il faut opérer un changement dans la société pour que l'Université puisse changer à son tour : « ... En ce qui concerne Cuba, il est nécessaire de faire une révolution sociale avant une révolution universitaire. » C'est pourquoi, outre son travail de militant estudiantin, il se lance dans la difficile entreprise de pénétrer les syndicats et de travailler politiquement avec les ouvriers.

Le premier Congrès des étudiants cubains convoqué par Mella approuve l'envoi d'un salut cordial à la Fédération ouvrière de La Havane et se manifeste pour « une parfaite union entre étudiants et ouvriers grâce à l'échange d'idées et d'intérêts, et dans le but de préparer la transformation de l'actuel système économique, politique et social, sur la base de la justice la plus absolue ». Cette prise de position rehausse l'attitude d'avant-garde du jeune cubain car à cette époque, l'université était par définition un cloître au service de l'ordre, de la tradition et, dans le meilleur des cas, des idéaux libéraux. Cette attitude avancée le poussa à participer, aux côtés de Carlos Baliño, un leader de longue date du prolétariat, à la fondation du Parti communiste.

Par ailleurs, les réflexions de Mella sur le racisme à Cuba témoignent de son rejet de la vieille idéologie dominante qui se faisait encore beaucoup sentir dans cette société post-esclavagiste. Dès le premier numéro de la revue *Juventud* qui apparaît en 1923, il se lance à l'attaque de la discrimination raciale en soulignant « le lien intime entre le racisme en tant qu'idéologie et tout le système de valeurs du régime égoïste de la propriété privée ». Dans les pages de *El Machete*, il se prononce avec autant de vigueur contre la discrimination raciale aux États-Unis et contre tous les régimes d'oppression.

En 1924, alors que le fascisme point en Italie, ce jeune intellectuel comprend fort bien ce qu'il représente et le danger qu'il suppose. Dans une violente polémique, il combat les positions idéologiques de l'Alliance populaire révolutionnaire d'Amérique latine (APRA) du Pérou en accusant son dirigeant, Haya de la Torre, d'être un faux nationaliste. Mais d'un autre côté, il salue Sandino comme le précurseur du mouvement révolutionnaire latino-américain contre l'impérialisme. Sa vision de la solidarité entre les peuples du continent en fonction de la lutte contre l'impérialisme atteint une force peu commune dans son article intitulé « Cuba, un peuple qui n'a jamais été libre » et dans lequel il affirme : « L'Amérique latine, à un degré ou un autre, n'est pas libre. Elle appartient tout entière à l'État, au seul pouvoir qui absorbe tous les autres : les États-Unis de Wall Street... » Ces idées imprimèrent à sa vie un but bien précis : « Lutter pour la révolution sociale en Amérique n'est pas une utopie de fous ou de fanatiques ; c'est lutter pour construire le prochain pas de l'Histoire. »

Toute la vie de Mella fut occupée par son combat de militant communiste mais il fut assassiné par les sbires de Machado alors qu'il n'avait que 26 ans. Ses idées et son exemple eurent une grande influence sur « la génération des années trente » et sur les générations postérieures d'étudiants. Fidel Castro est un de ses continuateurs... C'est pour ces raisons que Mella est considéré comme un des pionniers et des idéologues de la révolution cubaine.

De Mella à Castro, la pensée socialiste fit preuve d'un dynamisme et d'une créativité surprenants, mais elle resta toujours liée au développement de la lutte des clases et des conflits politiques de l'île. Dès les années trente, le groupe révolutionnaire connu sous le nom de la « génération des années trente » contribua amplement à la diffusion du marxisme léninisme à Cuba, qui fut utilisé dans une optique didactique comme un instrument de la transformation sociale. Ce groupe était intégré, entre autres, par Ruben Martínez Villena, Pablo de la Torrente et Antonio Güiteras.

Martínez Villena était l'intellectuel le plus brillant de cette génération à cause de la profondeur de sa pensée, de la transparence de son évolution idéologique et de son engagement dans le combat pour le socialisme. Il réunissait les vertus les plus nobles de l'intellectuel communiste. Dans de nombreux écrits et au cours de sa militance, il mit toujours en avant sa recherche infatigable pour appliquer la matérialisme historique à la connaissance et à la transformation de Cuba ainsi que de l'Amérique latine dans son ensemble. Pablo de la Torrente défendait des positions similaires mais il avait en plus une vision si internationaliste de la lutte contre l'impérialisme et contre l'oppression capitaliste qu'il mourut en Espagne en combattant le fascisme.

L'héritage idéologique et militant de Carlos Batiño, Mella, Martínez Villena et Pablo de la Torrente, influa de beaucoup sur le développement du marxisme à Cuba qui se concrétisa les années suivantes dans diverses organisations combinant la production d'idées et la praxis révolutionnaire marxiste-léniniste : a) C'est le cas du Parti populaire socialiste qui eut une influence capitale sur le mouvement ouvrier, sur la vie institutionnelle et idéologique. En effet, le PSP, héritier d'une longue tradition de luttes populaires, réussit à fonder son organisation et sa militance sur la base d'une rigoureuse fidélité au socialisme scientifique. Blas-Roca, un de ses principaux dirigeants, le définit dans son livre *Fondements du socialisme à Cuba* comme « un parti formé par la classe ouvrière, intégré par les éléments les plus conscients et les plus décidés des masses laborieuses de la ville et de la campagne... »

« Le PSP est un parti avec un programme nettement et véritablement socialiste et national, libérateur, ouvrier

et anti-impérialiste... Le programme du PSP est celui de l'instauration du socialisme grâce à la substitution de la propriété privée des classes dominantes par la propriété étatique et le contrôle du peuple sur les principaux moyens de production... »

« Le PSP fonde son programme, son organisation et son action sur le marxisme léninisme et lutte implacablement contre toutes les tentatives de révision et d'anéantissement. Le marxisme léninisme est la théorie universelle de la lutte de classes du prolétariat et de l'instauration du socialisme. Le PSP s'efforce d'appliquer la vérité universelle de cette théorie aux conditions concrètes et spécifiques au pays, pour orienter avec succès et sécurité la lutte pour la libération nationale et pour le socialisme au profit de tous les travailleurs, paysans et couches moyennes et de tout le peuple cubain ».

Grâce à cette ligne programmatique et à leur capacité d'organisation, les communistes parvinrent à s'infiltrer dans le mouvement syndical et à réaliser des progrès notoires dans la lutte démocratique contre Machado (1925-33), durant la rébellion de 1933 et la décade postérieure. Dans le domaine idéologique, cette entreprise s'accompagne, comme nous le signalons dans notre livre *Genèse de la révolution cubaine*, d'un immense travail de diffusion incluant l'édition massive des oeuvres de Marx, Lénine et Staline ainsi que la publication de nombreuses revues théoriques. Le livre déjà cité de Blas-Roca fut publié en 1943 et atteignit rapidement les 70 000 exemplaires ; il est devenu un « texte classique » du développement de la pensée marxiste cubaine et latino-américaine, dans lequel la connaissance matérialiste de la réalité cubaine se joint au travail de diffusion du marxisme-léninisme et des solutions que proposent les communistes pour résoudre les grands problèmes de Cuba.

Cette vaste entreprise de diffusion ainsi que l'action organisatrice et politique des communistes les amène à influer sur tous les secteurs sociaux, et en particulier sur le mouvement ouvrier d'où surgissent des dirigeants de la taille de Carlos Batiño, compagnon de lutte de Martí et fondateur conjointement avec Mella du Parti communiste cubain, Jesús Melendez, leader des ouvriers de l'industrie sucrière, et Lazaro Peña qui fut secrétaire général de la CTC depuis les années trente jusqu'au triomphe de la révolution socialiste.

Dans le mouvement estudiantin, on remarque un dynamisme politique peu commun surtout à partir des années trente au cours desquelles l'aile progressiste surgit comme un puissant moteur de propulsion des demandes démocratiques et révolutionnaires. Dès lors, l'Université de La Havane enregistre un haut niveau de combativité et devient le réceptacle de cadres et de militants compromis avec les idéaux de l'humanisme socialiste.

Un important secteur d'intellectuels inspirés de la pensée marxiste fait des apports considérables à la création scientifique et humaniste. On citera entre autres : Raul Roa, Julio Le Riverend, Nicolas Guillén, Ramiro Guerra, Jean Marinello et Alejo Carpentier qui sont quelques exemples parmi ces hommes qui ont contribué à enrichir le patrimoine idéologique et à consolider la conscience entre la jeunesse et les masses en général. Déjà depuis la période 1927-1930, la publication culturelle *Revista de Avance* réunissait les esprits les plus avancés et dans la période postérieure de grandes luttes sociales, l'influence des intellectuels révolutionnaires se fit encore plus sentir.

Les idées socialistes parvinrent donc à s'étendre parmi le peuple malgré la répression systématique des régimes bourgeois contre les communistes. Cette conscience rénovée, stimulée et transformée par les actions de Fidel Castro acquit un tel poids dans le processus révolutionnaire qu'elle en arriva à détrôner le système capitaliste dans l'île.

## 2. En Haïti : richesse de la production intellectuelle et faiblesse de la lutte de classes.

C'est vers la fin des années vingt que Jacques Roumain apparaît sur la scène de la vie intellectuelle du pays. C'était un combattant infatigable, un scientifique social et un écrivain.

Roumain était aussi un poète doté d'une sensibilité peu commune et d'une force d'expression tout aussi remarquable. En tant que romancier il a su exprimer l'oppression et la misère des masses en symbolisant l'âme paysanne dans une oeuvre d'une beauté littéraire exceptionnelle : *Gouverneurs de la rosée*, un des premiers romans de la littérature haïtienne. Il fut également l'auteur d'essais d'une profondeur, d'une intuition et d'une subtilité extrêmes et un théoricien qui s'efforça d'analyser la réalité sociale de son pays à partir du socialisme scientifique pour en tracer les lignes du développement socio-politique.

Avec Roumain, toute une génération inspirée de l'idéal socialiste et composée entre autres par Christian Beaulieu, Anthony Lespes, Étienne Charlier, Jacques Stéphen Alexis, René Depestre, inaugure une école de pensée qui participera dans les résultats les plus significatifs de la production littéraire et sociale du pays.

Dans le cas de Roumain, la dimension universelle de l'écrivain et du penseur imprégnée du souffle vital de la militance politique, lui permit d'explorer en profondeur les thèmes fondamentaux de la réalité haïtienne et caraïbe, auxquels il fit des apports inestimables. En se référant à l'affront de l'intervention américaine, il démontra que l'imposition culturelle conduit à l'aliénation. Les secteurs les plus progressistes de l'intelligentsia locale comprirent alors la nécessité de revendiquer leur culture et collaborèrent au courant connu sous le nom de l'École indigéniste et qui surgit à cette époque. Roumain injecta à ce mouvement intellectuel la puissante sève de son affirmation africaine et de son humanisme ouvert aux problèmes sociaux du monde entier. Il insista sur le fait que l'oppression raciale est inséparable de l'oppression sociale et du système capitaliste.

L'être racial atteint dans l'oeuvre poétique de Roumain une force sans égal. Il y rehausse la condition opprimée de la race noire et la revendication de l'homme de couleur contre cette oppression séculaire. Cependant, il ne réduit pas cette oppression à la couleur de la peau de l'haïtien, de l'antillais ou du noir d'Afrique ; il la situe dans sa dimension historique, c'est-à-dire, en insérant ce phénomène dans l'oppression réalisée au niveau mondial par le colonialisme et dont l'essence, au même titre que l'exploitation de l'homme par l'homme, se dérive de la matrice même du capitalisme.

Sur la base de cette conception, Roumain entreprend une exploration scientifique et sociale de la réalité haïtienne. Sa formation d'ethnologue lui permet d'en arriver à ses instances les plus profondes, depuis la société indigène précolombienne, les apports africains à l'ethnie et à la culture haïtienne, jusqu'à

la conduite sociale de divers secteurs de la petite bourgeoisie pour déboucher enfin sur deux topiques de fond : a) une approche à la connaissance de l'évolution historique de la structure de clases de la société haïtienne, et b) une étude profonde de la société rurale avec son roman *Gouverneurs de la rosée*, une oeuvre didactique à double message révolutionnaire : le rôle de l'homme comma maître de la nature, capable de s'imposer à la fatalité, au pouvoir, aux dieux et de construire une vie nouvelle, et la nécessité pour les pauvres et les opprimés de s'unir pour dépasser la faiblesse de chaque doigt de la main pris séparément et d'user la force du poing levé. Il s'agit d'un message d'humanisme et de combativité qui donne au roman agraire en vogue en Amérique latine durant ces années, un contenu social manifeste qui va au-delà du simple folklore et atteint avec les couleurs de la campagne haïtienne une dimension universelle.

Roumain jeta ainsi de grandes lumières sur l'étude de la société et de la culture haïtienne. Une partie importante de son oeuvre poétique est consacrée à la définition de la cosmogonie de l'homme haïtien qui est un être historiquement opprimé. C'est dans cette mesure que Roumain contribue — sans pourtant se limiter à cela — à l'élaboration du nationalisme culturel qui s'affirme comme un courant de pensée et de création artistique d'une importance non négligeable dans la littérature afro-antillaise et africaine de l'après-guerre. Quelques intellectuels suivirent ses traces dans la voie de la pensée et de l'action socialistes. Son plus proche collaborateur Christian Beaulieu fut l'initiateur de l'école linguistique pour la revendication et la revalorisation du créole, la langue nationale et populaire haïtienne jusqu'alors méprisée et considérée comme un dialecte du français. Dès les années trente, l'école avait donné au créole le statut de langue et recommandait l'élaboration d'une grammaire et son utilisation dans l'éducation scolaire et populaire. Il s'agissait d'une vision d'avant-garde de la question culturelle. Les idées du socialisme et l'influence du Parti communiste haïtien (PCH) fondé par Roumain jouèrent un rôle significatif dans le développement du mouvement démocratique qui eut lieu en 1946 en Haïti et qui secoua la société en remettant en question le système politique et social imposé par les marines et l'hégémonie de l'aile mulâtre de l'oligarchie.

Parmi la variété et la richesse des courants idéologiques promus par la dite révolution de 1946, il faut souligner l'importance des organisations de caractère démocratique bourgeois et syndicaliste qui luttaient pour les libertés civiques et quelques réformes sociales : les courants de caractère populiste promus par Daniel Fignolé ; les courants inspirés par la revendication « de couleur » des idéologues de la négritude tels que Duvalier, Lorimer Denis, qui réclamaient le pouvoir pour l'élite noire, et les courants socialistes.

Les courants socialistes acquirent une particulière influence grâce à l'agitation du Parti communiste haïtien et du Parti socialiste populaire, deux organisations qui, à travers leur action politique et des journaux tels que *Étincelle*, *Combat* et *La nation* (publié légalement de 1946 à 1950), réalisèrent un remarquable travail de diffusion du marxisme. En dépit du peu de développement des forces productives en Haïti, ces idées eurent une certaine résonance au sein de la classe ouvrière naissante et stimulèrent les luttes revendicatives, l'organisation politique et la conscience sociale des secteurs avancés de la petite bourgeoisie.

L'héritage idéologique et intellectuel de Roumain fut récupéré et enrichi par Jacques Stéphen Alexis (1922-1961), un disciple tout à fait digne de son maître, qui fut d'un apport capital à la pensée scientifique et humaniste, à la praxis révolutionnaire et à la création artistique.

Comme il arrive parfois entre les hommes d'un même credo, d'une même école de pensée, qui partagent le même projet historique et un combat difficile, on retrouve un extraordinaire parallélisme entre la vie de Jacques Stéphen Alexis et celle de Jacques Roumain.

Quand Alexis militait dans le PCH fondé par Roumain, le hasard voulut qu'il y eut peu de contact entre eux, ce qui empêcha les sentiments étroits qui habituellement se tissent entre maître et disciple. C'est peut-être pour cette raison que Roumain marque le jeune Alexis d'une manière aussi déterminante... Moins de deux ans après la disparition du fondateur et maître du parti, Jacques Alexis fait irruption comme dirigeant estudiantin, militant marxiste et leader le plus brillant du mouvement démocratique qui en janvier 1946 renverse le pouvoir du dictateur Elie Lescot... Dès lors, la personnalité d'Alexis se projette sur la scène politique et culturelle d'Haïti : il devient le secrétaire de l'Association des étudiants de médecine, membre du conseil éditorial de *La ruche*, organe politique qui servit de détonateur à la « révolution de 1946 », et militant du PCH. Alexis se trouve sur tous les fronts de combat pour la conquête et la défense de la démocratie. Il participe à la formation des syndicats, à l'éducation socialiste des ouvriers, à la diffusion des idéaux et principes communistes. Il part en France pour échapper au climat de répression déclenché dans le pays à partir de 1947. Là, il élargit sa vision du monde, approfondit ses connaissances scientifiques en se spécialisant en neurologie. Il ouvre les horizons de sa militance en adhérant au Parti communiste français. Il participe à la vie culturelle française et aux activités de l'Association des écrivains français. Il voyage en Union Soviétique et en Chine. C'est alors qu'il commence à écrire son oeuvre romanesque qui connaît un grand succès : *Compère Général soleil, Les Arbres musiciens, L'Espace d'un cillement* et *Romancero aux étoiles* qu'il publie à Paris entre 1955 et 1960. Ces oeuvres furent traduites en plusieurs langues et consacrent Alexis comme un grand écrivain.

Ce sont des oeuvres d'une grande qualité, d'une profondeur et d'une beauté peu communes qui, avec une fougue volcanique et des couleurs dignes de l'arc-en-ciel, débordent d'un humanisme incontenable qui revalorise le noir, l'opprimé, le travailleur, la prostituée et tous les condamnés de la terre qui cherchent et luttent pour le bonheur de l'homme.

De retour à sa terre natale en 1957 et alors qu'il se réintègre à la lutte active, il se consacre au journalisme et traite les thèmes les plus importants de la vie sociale et culturelle. Deux textes qui apparaissent à cette époque syncrétisent la vision esthétique d'Alexis et ses apports à la culture et à la littérature. Le premier est un exposé intitulé « Du réalisme merveilleux des Haïtiens » qu'il présenta au Premier congrès d'écrivains et artistes noirs réalisé à Paris en 1957, et le deuxième s'intitule « Pourquoi j'ai choisi d'être écrivain ». Dans ces écrits, Alexis part du concept de « réel fantastique » créé par Alejo Carpentier et développe une théorie de la création littéraire et artistique pour les écrivains du Tiers Monde qui se fonde sur la pleine utilisa-

tion des inépuisables ressources de la culture, de la religion et des croyances magiques de nos peuples. Alexis s'efforce d'intégrer le contexte social et culturel haïtien à sa vision théorique du monde. En même temps, il travaille à la constitution d'une organisation politique inspirée des principes du marxisme-léninisme : le Parti d'entente populaire qui voit le jour en 1959 et dont le manifeste recueille l'essentiel de la pensée politique d'Alexis.

Le Manifeste du Parti d'entente populaire ou Programme de la nouvelle indépendance commence à circuler à Port-au-Prince au début de 1960 et il se convertit peu à peu en un texte de mobilisation pour la jeunesse et les secteurs progressistes. Il commence par souligner que c'est le premier parti politique en Haïti qui, en plus de définir ses objectifs théoriques, explique clairement le chemin à suivre pour les atteindre. « Nous avons senti la nécessité de réviser la philosophie de la liberté des héros qui nous ont précédé pour l'adapter aux problèmes concrets de notre temps. »

« Certes, c'est à la lumière de la théorie scientifique du mouvement ouvrier international et de l'expérience de lutte des travailleurs du monde entier que cette philosophie haïtienne de la liberté se convertira en une arme décisive pour le progrès social définitif. » « Nous sommes le parti des travailleurs car ce sont les seuls qui n'aient pas d'intérêts privés susceptibles de s'opposer fondamentalement aux intérêts de la nation. »

Sur la base de cette définition du projet politique, le manifeste analyse les causes objectives de l'échec des anciennes organisations de gauche en signalant, entre autres, la faiblesse numérique de la classe ouvrière et l'incapacité des promoteurs d'arriver à une analyse doctrinale efficace et à une ligne politique claire et précise. Il proclame ensuite : « Comme conséquence des coups répétés et conjugués du féodalisme et de l'impérialisme, Haïti en est arrivé à la dernière phase de sa décadence économique et de la crise générale de son économie ; il existe donc de nouvelles possibilités de mobilisation sur la base des objectifs concrets des ouvriers, des travailleurs et de toutes les catégories sociales, paysans, chômeurs, salariés et de nombreux patriotes appartenant aux classes dirigeantes. Mais l'horizon s'éclaircit surtout si l'on comprend que le problème décisif de ce pays essentiellement agricole est la question agraire et si l'on parvient à mobiliser la campagne dans la bataille nationale. » « Le combat — poursuit le document — doit prendre l'aspect d'une lutte politique de masses menée à bien à l'intérieur d'Haïti, sur son territoire national ; toute aide extérieure n'est qu'un appui au travail d'organisation et de mobilisation des travailleurs et de toutes les forces nationales authentiques sur la base de leurs revendications immédiates. »

Cette introduction conduit à la définition de la crise générale de la société et de ses causes, en partant de l'analyse des classes et des luttes socio-politiques qui jalonnèrent l'histoire. Le manifeste s'efforce de caractériser la bourgeoisie haïtienne et ses quelques secteurs susceptibles de s'allier à une lutte démocratique et populaire. Par ailleurs, il critique les thèses en vogue depuis le mouvement démocratique de 1946 et selon lesquelles les classes moyennes « jouaient un rôle révolutionnaire », thèse qui servit de bannière idéologique au « duvaliérisme » dans sa première époque.

Cette analyse des classes sociales amène Alexis à définir la voie stratégique la plus juste : « La révolution qui frappe aux portes d'Haïti est une révolution démocratique bourgeoise d'un type particulier : la révolution nationale démocratique contre le féodalisme et l'impérialisme, qui sera suivie par d'autres étapes que l'on ne peut encore prévoir. » Pour faire cette révolution, « il fallait construire, sur la base de points et d'intérêts communs à tous les démocrates, patriotes et révolutionnaires un front national uni contre le féodalisme et l'impérialisme, qui mobilise la nation contre la tutelle étrangère grâce à la mise en oeuvre du programme de la nouvelle indépendance ».

Ce manifeste-programme constituait le document politique le plus important qu'ait jamais produit Haïti. Il suscita une prolifération de textes analytiques et partisans, publiés dans les journaux clandestins *Voix du peuple* et *Avant-garde* qui enrichirent considérablement le débat politique. Dans les années soixante, de nombreux intellectuels révolutionnaires inspirés des enseignements d'Alexis se mirent à chercher le chemin le plus juste pour la mobilisation populaire. Parallèlement, des combattants courageux risquaient leur vie et mouraient. Entre autres, Jacques Stéphen Alexis qui fut assassiné à l'âge de 39 ans...

Alexis laissa une grande production de caractère politique, de précieuses collaborations parmi lesquelles il faut mentionner l'article « Le marxisme, unique guide de la révolution haïtienne » qui, outre le fait de contenir une brillante synthèse du marxisme, constitue un réquisitoire solidement argumenté en faveur du socialisme scientifique. L'auteur préconise avec créativité et audace l'utilisation opérationnelle des instruments marxistes pour la transformation révolutionnaire de la société haïtienne avec l'incorporation de certains aspects du vaudou, de la médecine traditionnelle, de la langue créole, de la création culturelle et artistique... Alexis conclut son exposé dans ces termes : « Les souffrances qu'a connues notre peuple sous ce régime odieux et destructeur sont si terrifiques qu'il est urgent de réaliser le plus tôt possible la première phase de la libération. C'est sous la bannière du marxisme immortel que notre peuple obtiendra sa victoire. »

Dans le contexte historique de la révolution cubaine, les luttes révolutionnaires dans les Caraïbes et en Amérique latine s'accentuèrent. L'influence des idées, des innovations et propositions de cette révolution ainsi que le combat personnel de Jacques Stéphen Alexis marquèrent profondément le développement de la pensée haïtienne et ceci particulièrement en ce qui concerne la production intellectuelle et littéraire car l'oeuvre d'Alexis s'est convertie en un modèle d'inspiration et une nouvelle perspective de création.

Sur le terrain socio-politique, Alexis fut également un rénovateur qui sut élargir la vision de ceux qui cherchent à comprendre la société haïtienne pour la transformer, encourager le combat révolutionaire, offrit de nouvelles possibilités à la rébellion et aux aspirations de changement social de la jeunesse. Aucun autre Haïtien n'a eu tant d'influence qu'Alexis sur la génération des années soixante dont la lutte héroïque s'est déroulée dans le cadre d'une recherche passionnée pour découvrir le chemins du devenir national. Raymond Jean François, Gérard Brisson, Alix Lamaute ont été ses disciples les plus brillants car ils ont recueilli cet héritage dans leurs écrits et dans leur vie. D'autre part, toute une génération d'intellectuels et de combattants marxistes revendiquent Alexis comme le penseur qui a ouvert des horizons sans limite.

*(à suivre)*

# La République Dominicaine et Haïti

Le dossier que nous présentons ici est traversé par un éclairage d'abord et avant tout dominicain. La partie principale en est constituée par l'essai bibliographique majeur de Pablo Mariñez, jeune sociologue de la nouvelle génération d'intellectuels dominicains, professeur à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Mariñez entreprend à la fois un bilan et un panorama des relations dominicano-haïtiennes sous l'angle des nouvelles recherches amorcées à la fin des années soixante. Une synthèse sans complaisance mais aussi très éclairante. Une bibliographie de plus de 70 titres d'auteurs dominicains (et haïtiens) fournit un instrument précieux aux chercheurs intéressés à l'une ou l'autre problématique des relations dominicano-haïtiennes.

Suivent deux comptes rendus de deux ouvrages récents : celui de Marcia Rodriguez, *Haïti : un pueblo rebelado 1915-1981*, México, 1982 et celui de Suzy Castor, *Migración y relaciones internacionales (El caso haitiano-dominicano)*, México, 1983. Marcia Rodriguez est une journaliste dominicaine installée au Mexique et associée notamment au « Colectivo cristiano de solidaridad con el Pueblo haitiano ». Suzy Castor, on le sait, est l'historienne haïtienne bien connue de l'occupation américaine d'Haïti.

Un essai de Frantz Voltaire : « De l'anti-haïtianisme dominicain » clôt le dossier. Essai incisif et stimulant, mais aussi troublant : à l'aide de quelques brèves incursions dans la psychanalyse, l'auteur dresse devant nous le spectre toujours renouvelé de « l'Haïtien bouc-émissaire », « objet du mépris général », « qu'on ne cessera jamais de rejeter ». Mais, curieusement, cette image « satanisée » de l'Haïtien est aussi celle du « double dominicain », que justement les anti-haïtiens ont peur de rencontrer. D'où l'anti-haïtianisme comme mécanisme de « peur de la pénétration haïtienne et de l'acculturation ».

Ce dossier, limité dans ses objectifs, insiste sur la dynamique historique du rapprochement nécessaire entre les deux peuples dominicain et haïtien. Il faut rendre hommage à la nouvelle génération d'intellectuels dominicains d'avoir amorcé cette quête du rapprochement à partir de la fin des années soixante. Mais cette quête, croyons-nous, ne doit céder ni à l'idéalisme abstrait ni au volontarisme idéologique. Seul le questionnement critique et pertinent peut lui donner une assise viable et donc fructueuse à long terme. D'où notre ouverture à toutes les contributions porteuses d'espoir et de solidarité militante.

Cary Hector

# Les relations dominicano-haïtiennes : un essai bibliographique

## Introduction

L'île de Quisqueya ou Haïti, de son appellation aborigène, offre cette situation singulière d'avoir suscité le développement de deux nations, produit de deux systèmes de colonisation différents : l'espagnol et le français [1]. Au cours des ans se sont formés deux États nationaux avec des caractéristiques distinctes qui, jointes à une série de phénomènes divers et complexes, entretiennent le fait que les deux pays, même s'ils partagent la même île, s'ignorent mutuellement.

Cette ignorance se reflète avec netteté dans l'amorce tardive d'études et de travaux liés à des problématiques communes aux deux peuples. C'est à la fin des années soixante qu'on commença à entreprendre les premières recherches sur les relations historiques et culturelles en général, la migration et les préjugés raciaux dominicano-haïtiens. Avant cette date il existait fondamentalement des études sur les questions frontalières. Après les années quarante, cet aspect disparaît pratiquement comme objet d'étude et est remplacé par la question migratoire. En effet, la migration des coupeurs de canne haïtiens (« braceros ») en République dominicaine devint le thème d'étude favori d'un bon nombre de jeunes chercheurs dominicains dans le domaine des sciences sociales.

*par Pablo A. Mariñez* *

***Traduit de l'espagnol par Cary Hector***

Cette *bibliographie de base* se propose d'évaluer les études et recherches qui s'inscrivent dans ce qu'on pourrait considérer comme un mouvement de réinterprétation des relations dominicano-haïtiennes. Toutefois, nous y incluons certains travaux relevant de la conception traditionnelle de ces relations et marqués par l'anti-haïtianisme bien connu, développé notamment par l'élite intellectuelle qui a ainsi servi les intérêts de l'oligarchie et des secteurs bourgeois de la République Dominicaine. Comme on le notera, même si nous signalons certains travaux de chercheurs haïtiens, notre essai se concentre sur la production intellectuelle dominicaine.

Nous nous efforçons de mettre en relief certains aspects que nous considérons pertinents, en même temps que nous attirons l'attention sur certaines problématiques qu'on n'a pas encore commencé à explorer ou qui l'ont été de façon encore très précaire. Enfin, nous introduisons quelques interrogations et observations sur la façon dont certaines recherches ont été abordées. Il s'agit, d'un côté, de faciliter l'étude des relations dominicano-haïtiennes aux chercheurs qui s'y initient, de l'autre, de fournir un cadre de référence à partir duquel il est possible de poursuivre les recherches.

En Haïti, pour des raisons différentes de la République Dominicaine, l'intérêt de l'intellectualité haïtienne pour les questions dominicaines semble se manifester plus tardivement. Toutefois, la projection dominicaine dans la vie économique, politique et culturelle d'Haïti, du moins dans sa dimension his-

torique, revêt une importance beaucoup plus réduite que la projection haïtienne sur la République Dominicaine. Il est possible que ce soit à partir de la dictature de Trujillo que la République Dominicaine commence à avoir un poids dans la politique haïtienne. Quoi qu'il en soit, cette problématique constitue un des sujets d'études en train de se réaliser.

(À la mi-1973, l'Université Autonome de Santo Domingo organise le « Premier Colloque sur la présence africaine dans les Antilles et la Caraïbe », avec la participation d'intellectuels africains et antillais, reflétant ainsi de manière évidente les préoccupations qui avaient commencé à se développer dans le pays en quête d'une de ses racines culturelles, à savoir l'africaine.)

À l'intérieur de ce mouvement, en plus de ses deux versants (la réinterprétation des relations dominicano-haïtiennes et la recherche des racines historico-culturelles africaines), les sociologues, les anthropologues et les historiens ont exercé le leadership quant à la recherche. L'absence des économistes et des politologues est notoire et a empêché le développement de champs de recherche avec plus de richesse et de solidité, conformément aux préoccupations de la nouvelle génération d'intellectuels.

En dernier lieu, il convient de signaler que cet essai bibliographique souffre des limitations propres aux conditions dans lesquelles il a été produit, à l'extérieur de la République Dominicaine et d'Haïti. Toutefois, à partir du Mexique, nous avons entrepris l'effort de repérer au moins les études et recherches les plus importantes qui ont été réalisées sur l'une ou l'autre des problématiques communes aux deux pays.

## 1. Études historiques

Les observations formulées par les historiens traditionnels, dans leur majorité pro-hispaniques et anti-haïtiens, n'ont servi qu'à mettre à distance le Dominicain et l'Haïtien et, de ce fait, ont marginalisé comme objet d'étude toute une série de problématiques spécifiques qui témoignent de la présence de deux peuples comme protagonistes sociaux.

Le rôle important joué par ces historiens dans la déformation idéologique du peuple dominicain est un fait qui doit encore être étudié mais qui sans aucun doute a été significatif, étant donné que les textes d'histoire utilisés dans les écoles et collèges ont été produits par cette élite intellectuelle.

Cette déformation idéologique comprend différents niveaux. L'un d'entre eux concerne la population aborigène de l'île. Certains historiens, dont *Peña Battle*, se réfèrent à *Enriquillo* comme « le cacique dominicain », comme si la nation dominicaine s'était formée pendant les années de la conquête, au début du 16e siècle durant lequel vécut Enriquillo. Celui-ci était d'origine *taïno*, comme le reste de la population, indépendamment de la région où vécurent les caciques, dans la partie orientale ou occidentale ; les *Taïnos* n'étaient ni dominicains ni haïtiens pour autant qu'aucune des deux nations n'existait encore et que, de surcroît, il fallait encore attendre quelques siècles pour les voir se former comme telles.

À la fin des années soixante paraît la première étude d'une problématique dominicano-haïtienne par un chercheur dominicain, avec une emphase différente par rapport aux études traditionnelles. Il s'agit de *La revolución haitiana y Santo Domingo de Emilio Cordero Michel*, où est analysée la révolution anti-esclavagiste d'Haïti, à partir de la perspective de la lutte de classes et de son incidence sur la colonie espagnole de Santo Domingo. Cette étude est suivie de celle de *Franklyn J. Franco : Los negros, los mulatos, y la nación dominicana*, publiée en 1969. Bien qu'il s'agisse d'un travail plus ample, dans la mesure où il aborda divers aspects historiques, il met l'accent sur une série de problématiques communes aux deux nations, particulièrement en ce qui concerne les années précédant l'occupation haïtienne, qui permettent de mettre en valeur certains efforts de rapprochement et de collaboration entre les deux peuples. Si nous faisons exception de l'ouvrage de *Moya Pons* (1972) sur l'occupation haïtienne de 1822-1844, rédigé également à la fin des années soixante, nous n'allons pas retrouver une étude en profondeur sur les relations dominicano-haïtiennes avant la fin des années soixante-dix avec le premier tome de l'ouvrage de *Maria Elena Muñoz* (1979). Cependant, au cours des années soixante-dix, parurent plusieurs articles et essais brefs abordant des problématiques importantes dans une perspective historique.

En 1980, à l'occasion d'une sorte de polémique ou de provocation face au courant de réinterprétation des relations dominicano-haïtiennes, paraît l'ouvrage de *Carlos Cornielle*. Comme si l'histoire s'était arrêtée depuis plusieurs décennies, l'auteur en vient à ressusciter l'anti-haïtianisme le plus vieillot et le plus rétrograde dont s'était parée l'élite intellectuelle dominicaine pendant longtemps. Le sous-titre de l'ouvrage, « un avertissement à la jeunesse dominicaine », révèle l'inquiétude des secteurs les plus conservateurs du pays en se rendant compte que les fruits aliénants de l'anti-haïtianisme, qu'ils avaient semés durant des décennies, commençaient à être mis en question par les nouvelles générations de jeunes intellectuels. Certes, depuis la fin des années soixante, divers travaux virent le jour, ne serait-ce qu'au niveau d'articles, qui essayèrent de réinterpréter certaines problématiques spécifiques de l'histoire des deux peuples, par des auteurs aussi bien dominicains que haïtiens. Parmi ces travaux, il convient de signaler ceux présentés au Colloque dominicano-haïtien des sciences sociales réalisé à México en juillet 1971 sous le patronage de l'UNAM. De son côté, en République Dominicaine, la revue *Eme-Eme. Estudios Dominicanos* de l'Université Catholique de Santo Domingo a publié, depuis 1972, diverses études historiques dans le cadre des nouvelles perspectives de recherche mentionnées et a également organisé, en février 1973, un séminaire sur les relations commerciales et culturelles entre Haïti et la République Dominicaine.

Par ailleurs, au cours de 1971-1972, la revue *Nouvelle Optique*, dirigée par un groupe d'intellectuels haïtiens résidant au Canada, traduisit et publia un certain nombre de travaux d'auteurs dominicains et d'autres sur les relations dominicano-haïtiennes.

Des études à caractère historique d'auteurs haïtiens, entreprises également à partir des perspectives d'une nouvelle interprétation de la problématique, se détachent celles de Suzy Castor (1974) et de Gérard Pierre-Charles (1974). Au milieu des années cinquante, un autre intellectuel haïtien, Jean Price-Mars, avait publié une étude très vaste, en trois tomes, sur les relations dominicano-haïtiennes, laquelle est considérée aujourd'hui comme un classique en son genre.

Durant ces dernières années ont été publiés en République Dominicaine au moins quatre livres d'histoire d'Haïti [3] ainsi que d'autres travaux politiques et

littéraires d'auteurs haïtiens [4].

En résumé, dans cet essai bibliographique, on peut faire valoir les aspects suivants : a) la carence d'études globales de type comparatif ; b) le manque de recherches approfondissant certains aspects significatifs de la lutte des deux peuples, comme par exemple la guerre de Restauration dominicaine, la lutte contre l'annexion à l'Espagne et aux État-Unis à la fin du siècle dernier ; c) l'absence d'études sur les rapports possibles entre les mouvements caudillistes que connurent les deux peuples au cours des dernières années du dixneuvième siècle avant l'occupation nord-américaine.

## 2. Les invasions et l'occupation haïtiennes

Le thème des invasions haïtiennes au début du 19e siècle a été travaillé par l'historien *Emilio Rodriguez Demorizi*, à partir de documents d'époque, dans une étude qui a circulé au milieu des années cinquante. Précédemment, on avait publié quelques travaux se situant dans le cadre des conceptions traditionnelles, et ce n'est qu'à la fin des années soixante que paraît la première étude globale et en profondeur sur la problématique, celle de l'historien dominicain Frank *Moya Pons*. Par la suite, à peine a-t-on publié quelques documents ou manifestes sur l'occupation. En d'autres termes, l'étude de Moya Pons n'a pas eu de continuateurs comme si le thème avait été épuisé ou manquait d'importance.

Ce qui est certain, c'est que l'occupation haïtienne a constitué un des sujets tabous que le chercheur n'a pas voulu affronter. Indépendamment des difficultés possibles dans la localisation de sources originales sur cette problématique [5]. Toutefois, les années de l'occupation sont décisives dans le processus historique dominicain si l'on considère les points suivants : a) autour de cette époque commença à se cristalliser avec une force majeure la conscience nationale dominicaine ; b) les diverses mesures adoptées par le gouvernement haïtien d'occupation, entre autres l'abolition de l'esclavage, créèrent les conditions propices à la modification de la structure de classes existante ; c) durant ces années émergent les germes de l'antihaïtianisme dominicain, que, postérieurement, les classes dominantes développeront et inculqueront aux couches moyennes et populaires du pays ; d) une partie des racines culturelles dominicaines (sans tomber dans la réaction simpliste d'attribuer à l'influence haïtienne tout ce qui est d'origine africaine) s'établit durant ces années de l'occupation.

## 3. Le problème des frontières

Bien qu'ait existé durant plusieurs années le Conseil national de frontières (où ont siégé les personnages les plus conservateurs de la République Dominicaine), la littérature se rapportant à cette problématique disparut à partir de la mi-40. C'est-à-dire que toutes les études disponibles en fait relèvent de la production du courant traditionnel et raciste en République Dominicaine. Le langage utilisé par une de ces oeuvres — aggravé par le fait qu'il s'agit d'un document officiel se référant au peuple haïtien — reflète la position de l'élite intellectuelle la plus réactionnaire :

> *L'immense majorité de sa population végète non seulement dans l'ignorance et la misère matérielle et morale la plus absolue mais aussi, en grande partie, en pleine animalité [...] Aussi la vie de la grande masse haïtienne ne saurait-elle être plus lamentable. Toute la terre cultivée est occupée, le reste du territoire est improductif ou inhabitable. Une multitude en haillons, malodorante de misère, issue des bas-fonds de tribus privées d'humidité, a besoin, par nécessité naturelle, de vivre et d'entretenir sa carcasse physique, de se répandre chaque jour de plus en plus, car elle se reproduit avec une intensité primitive, se multiplie, débordant d'année en année les colonnes statistiques d'une démographie surabondante. Et elle n'a, dans sa progression, qu'une frontière terrestre : celle qui conduit au territoire dominicain ; pour tout le reste : l'océan profond et inquiétant* [6].

Nous n'allons pas soulever la nécessité de la recherche dans une telle problématique car, en rigueur, la frontière est établie juridiquement et géographiquement et, de plus, pleinement acceptée par les deux pays. Cependant, les préjugés de l'anti-haïtianisme incluent la frontière comme région, c'est-à-dire toutes les provinces ou villages limitrophes à Haïti. Pour beaucoup de Dominicains, « ces peuples doivent être insupportables », comme disait l'un des personnages du roman *El Masacre se pasa a pie*, de *Fredy Prestol Castillo*. En ce sens, peut-être pourrait-on faire des contributions importantes dans l'étude des rapports de production dans l'agriculture de la région, de la structure de classes et de domination, aussi que des caractéristiques culturelles, en particulier linguistiques, religieuses, musicales et culinaires, également du commerce que pratiquent les deux peuples des deux côtés de la frontière, etc.

## 4. Le processus migratoire

Le mouvement d'émigration des « braceros » haïtiens vers la République Dominicaine a commencé autour de la deuxième décennie de ce siècle, mais il a fallu attendre plus d'un demi-siècle plus tard pour voir apparaître les premières études tendant à examiner le rôle joué par ces migrants dans l'industrie sucrière dominicaine.

Antérieurement, il y avait eu quelques articles et observations se situant dans le cadre des conceptions discriminatoires de l'époque, lesquels ont très peu contribué à la connaissance du phénomène. C'est le chercheur belge *André Corten* qui en réalité a amorcé les premières études scientifiques de la question. À partir de la fin des années soixante, quelques jeunes sociologues dominicains manifestent un grand intérêt pour ce sujet. De là émergent divers travaux qui soulèvent des hypothèses sur les origines et les conséquences de l'émigration.

La majorité des chercheurs ont pris comme objet d'étude le migrant des plantations sucrières où historiquement s'était installé le *bracero* haïtien. Toutefois, aujourd'hui, débordant ce secteur économique, les migrants ont pénétré dans d'autres domaines de l'agriculture dominicaine, fondamentalement dans la culture du café et du riz, dans le secteur des services, le petit commerce et l'industrie de la construction. Dans n'importe quelle branche de l'économie, le *bracero* haïtien est soumis à la surexploitation, qui semble être une loi du capitalisme face aux travailleurs migrants, surtout quand ils se trouvent en situation de statut irrégulier.

Au cours de cette année, l'étude qui a peut-être eu le plus d'impact et soulevé le plus de polémiques est celle du jour-

naliste *Maurice Lemoine* (1983). Rédigé dans un langage simple, par moments sous forme romanesque et journalistique, l'ouvrage soutient la thèse que ces migrants sont assujettis à un régime de travail esclavagiste de type nouveau. Cette thèse coïncide avec la dénonciation formulée récemment par la Société anti-esclavagiste de Londres et par l'OIT (Organisation internationale du travail) à propos du traitement subi par les *braceros* en République Dominicaine.

### *4.1 Migration et le massacre de 1937*

Sans aucun doute, le massacre des Haïtiens en 1937 a constitué le plus grand tabou dans les relations dominicano-haïtiennes, en ce qui concerne l'intellectualité dominicaine. Bien que la problématique soit étroitement reliée au processus migratoire, la plupart des études l'omettent ou la signalent de manière très superficielle. Vers la fin de 1978, l'historienne haïtienne *Suzy Castor* a terminé une recherche sur le massacre (l'étude n'a été publiée qu'en 1983), en insérant celui-ci dans le contexte de l'émigration. L'auteur a eu recours à une documentation inédite qui lui a permis d'examiner la question dans une perspective inconnue jusqu'à ce jour.

Vers la même époque, un chercheur dominicain, *Tejada Olivares*, qui poursuivait des études supérieures à l'UNAM, a réalisé un travail sur le massacre en l'analysant comme partie du processus d'accumulation originaire et de récupération du marché interne, entrepris par Trujillo. L'étude demeure très suggestive et polémique dans la mesure où l'auteur essaie de circonscrire le phénomène (du massacre) à des variables économiques possibles qui y ont eu une certaine influence. Toutefois, le tabou sur cette question est tel que l'étude n'a pas soulevé les réactions auxquelles on pouvait s'attendre [7] et n'a pas pu stimuler d'autres recherches plus poussées, dans une perspective plus complexe, c'est-à-dire incluant d'autres variables, comme celles de type idéologique, qui sans nul doute étaient présentes dans la planification et l'exécution du crime horrible d'octobre 1937.

Quatre années plus tard, *Juan Manuel García* (1983) nous offre un travail intéressant sur le massacre, travail de type journalistique, pour lequel il a consulté des sources hémérographiques de l'époque, en plus d'un certain nombre d'entrevues avec des individus de la région frontalière qui y résidaient durant les années du massacre.

### 5. Préjugé racial anti-haïtien

Le préjugé racial vis-à vis du peuple haïtien se manifeste largement chez presque toute l'élite intellectuelle qui depuis la fin du 19e siècle s'est penchée d'une manière quelconque sur les relations dominicano-haïtiennes. Il convient de mentionner *Peña Battle, Arturo Logroño, Manuel Machado* et, plus récemment, *Joaquín Balaguer*. En octobre 1937, ce dernier, dans une justification du massacre de 1937, signalait que la politique pratiquée par Trujillo dans ce qu'on a appelé la *dominicanisation de la frontière*, « tend exclusivement à éviter la ruine de notre culture hispanique et à sauvegarder le pays des horribles tares physiques et morales » du peuple haïtien. Presque quarante ans plus tard, à la mi-1983, ce même personnage, témoignant ainsi de la sclérose de sa pensée, reprenait les mêmes arguments, à savoir que l'émigration actuelle ou « l'invasion pacifique » comme préfèrent l'appeler les anti-haïtiens) constituait un danger à maîtriser afin de préserver les valeurs hispaniques et la nationalité dominicaine.

Cependant, il est bien connu que la dominicanisation de la frontière a consisté, entre autres choses, à installer dans la zone frontalière des colons en provenance de pays européens. Dans l'esprit de la classe dominante dominicaine, l'idée sous-jacente à cette entreprise était d'intercaler une sorte de mur de population « blanche et laborieuse » qui ferait obstacle à la pénétration haïtienne et stimulerait ainsi le progrès du pays.

Malgré la protection dont ils jouissaient de la part du gouvernement dominicain, ces émigrants européens étaient, en toute logique, les moins indiqués pour peupler une région dont les caractéristiques climatiques et culturelles leur étaient totalement étrangères. Dans cette perspective, la tentative de « dominicanisation frontalière » a été un échec total.

Au cours des dernières années, plusieurs chercheurs dominicains ont essayé de débroussailler les racines de l'anti-haïtianisme dominicain, entre autres, *Lil Despradel* (1974) et *Franklin J. Franco* (1974 ; 1983). Certes, on a fait beaucoup de progrès dans ce domaine, en dépit du fait que certaines couches de la petite bourgeoisie intellectuelle se refusent à aborder le problème voire récusent des constatations et observations sur le racisme de certains secteurs sociaux dominicains. On fait alors valoir que ce qui importe c'est la lutte de classes, comme si les expressions idéologiques, pour aliénantes qu'elles soient, ne seraient pas également des objets d'étude dans une perspective de classes sociales à l'intérieur du marxisme. Pour certains de ces intellectuels, tout se passe comme si, en niant, rejetant ou occultant la problématique, on contribuait à sa solution. En d'autres termes, le phénomène s'est révélé extrêmement complexe car, il y a quelques décennies, la ségrégation face à l'Haïtien était le patrimoine de la classe dominante, surtout de l'élite intellectuelle. Par contre, aujourd'hui, l'idéologie ségrégationniste a réussi à pénétrer dans diverses couches sociales, y compris la petite bourgeoisie, et, dans une certaine mesure, dans le prolétariat et la paysannerie. Pour cette raison, il conviendrait de redéfinir l'objet d'étude dans la dimension qu'il a acquise au cours des dernières années. Un des aspects intéressants à étudier serait l'identification des mécanismes à l'aide desquels la classe dominante a réussi à imposer son idéologie anti-haïtienne dans d'autres couches sociales du pays.

### 6. Production littéraire

Le thème haïtien dans la littérature domininicaine recouvre pratiquement tous les genres littéraires : poésie, conte, roman, théâtre, etc., et se manifeste depuis le milieu du siècle précédent, du moins en ce qui concerne les chansons populaires. Mais l'étude de cette thématique demeure très tardive.

En 1972, *Marcio Veloz Maggiolo* publie une étude où pour la première fois, l'on essaie de systématiser, classifier et analyser la présence haïtienne dans la littérature dominicaine. Un an plus tard, en 1973, *Inchaustegui Cabral* publie un article dans lequel il aborde quelques éléments de la thématique haïtienne, notamment à l'intérieur de la poésie dominicaine. Dans un article paru à la fin de 1974, *Rosario Chandelier* reprend le même sujet. Toutefois, il reste

curieux que, tout en traitant du thème haïtien, ces deux auteurs se réfèrent à travers le titre de leurs articles, au « thème nègre » ou aux « valeurs nègres » dans la poésie dominicaine. Quoi qu'il en soit, avec ces deux articles, à peine aura-t-on amorcé l'étude d'une thématique potentiellemnt riche, dans la mesure où, à partir des manifestations artistiques et littéraires, surtout celles de caractère populaire, il est possible de détecter des formes d'expression qui permettent de mieux apprécier l'impact de l'idéologie dominicaine sur le peuple haïtien, dans ses différentes classes et couches sociales.

En même temps que se manifestait cette recherche, en termes de production et d'analyse littéraires, paraissait en 1973 le roman de *Prestol Castillo, El Masacre se pasa a pie*, où l'auteur aborde, avec une grande richesse littéraire mais aussi avec beaucoup de sensibilité politique et sociale, les événements relatifs au massacre de 1937. Plus tard, seront publiés des romans d'auteurs haïtiens : *Compère général Soleil*, de Jacques Stéphen Alexis, *Gouverneurs de la rosée*, de Jacques Roumain, *Le Mât de cocagne*, de René Depestre. Il importe de signaler que, vers la décennie 70, dans le nouveau courant de réinterprétation des relations dominicano-haïtiennes, la littérature d'Haïti où différents travaux sur la thématique haïtienne commençaient à occuper un certain espace chez les lecteurs de la petite bourgeoisie intellectuelle dominicaine [8].

## 7. Relations économiques

L'absence d'économistes engagés dans ce nouveau mouvement de recherche a empêché la réalisation de travaux permettant de connaître les véritables liens économiques qui existent entre les deux nations, sur un plan aussi bien historique que contemporain.

Au début de 1973, l'UCMM (Universidad Católica Madre Maestra) organisa un séminaire sur les relations commerciales et culturelles entre les deux pays ; au moins deux travaux portant sur cette problématique y furent présentés. Toutefois, cette ligne de recherche ne semble pas s'être poursuivie malgré l'importance prise par le flux commercial dominicano-haïtien au cours des dernières années. C'est dans ce contexte que furent réalisées deux expositions industrielles en Haïti : l'une en 1973, avec la participation de 40 entreprises dominicaines, l'autre, en septembre 1977, de même envergure et avec des caractéristiques similaires.

En dehors de ce que l'on pourrait considérer comme le grand commerce, il existe un petit commerce très intense entre les deux pays. À la fin de 1982, on signalait qu'environ 20 camions en provenance d'Haïti voyageaient chaque semaine en République dominicaine où ils s'approvisionnaient en produits commerciaux de toutes sortes. Ce commerce se soldait, pour la République Dominicaine, par un bilan favorable de plus d'un million de pesos par mois.

Malgré tout, en dehors de quelques articles de journaux, on ne connaît pas de travaux ou de recherches qui rendent compte de cette situation. Ainsi qu'il ressort de ces indications, le besoin se fait urgent que des économistes s'adonnent à l'étude des différentes tendances des relations économiques et commerciales entre les deux nations.

## 8. Relations politiques

Indépendamment de l'anti-haïtianisme dominicain, les deux pays, par le simple fait qu'ils se partagent la même île, ont dû développer entre eux d'étroites relations politiques, quoique avec des périodes de friction ou de refroidissement de ces relations.

En 1929, à l'occasion de la signature de l'Accord frontalier entre les deux États, différentes délégations officielles de la Républiques Dominicaine se rendirent à Port-au-Prince. Afin de concrétiser les échanges de ratification de l'Accord, le président haïtien, Sténio Vincent, entreprit, au mois d'avril 1936, une des rares visites qu'un gouvernant haïtien ait réalisées en République Dominicaine. Plus tard avait lieu le massacre d'octobre 1937, ce quiallait donner lieu à de multiples échanges de dénonciations, de protestations et de notes diplomatiques entre les deux pays ainsi qu'à des voyages de délégations, avec la participation d'autres nations comme médiatrices dans le conflit. Par la suite, les présidents des deux pays ont réalisé, en diverses occasions, des rencontres dans des villes frontalières.

L'ingérence de Trujillo dans la politique haïtienne et l'appui qu'il a accordé à François Duvalier pour parvenir au pouvoir sont des faits connus, du moins dans leurs généralités. Les efforts déployés en 1963 par les États-Unis pour renverser le gouvernement haïtien à partir du territoire dominicain constituent également un fait dénoncé par l'ex-président Juan Bosch. Celui-ci attribue à cette situation le coup d'État militaire qui l'a renversé en septembre de la même année.

La contribution de la tyrannie duvaliériste au triomphe électoral de Joaquín Balaguer en 1966 est un fait sans doute moins connu. Mais la nature des relations entre les deux pays durant les douze années de Balaguer (1966-1978) — un des protagonistes de l'anti-haïtianisme — constitue un objet de recherche intéressant, d'autant que les relations commerciales entre les deux pays ont augmenté considérablement durant cette période.

Une autre problématique qui mérite d'être étudiée est celle du rapprochement étrange, effectué après 1978, entre la dictature de Jean-Claude Duvalier et le gouvernement du Parti révolutionnaire dominicain. Au cours de 1979, en l'espace de quelques mois, Antonio Guzman et Jean-Claude Duvalier se rencontrèrent en deux occasions à la frontière et signèrent des accords entre les deux nations. Il y a là, selon nous, un champ de recherche inexploré par les politicologues dominicains.

## En guise de conclusion

Comme on l'aura noté, le progrès réalisé au cours des dernières années par les chercheurs dominicains et haïtiens dans la connaissance des éléments historico-sociaux communs aux deux peuples a été considérable. Toutefois, selon nous, cela ne constitue qu'un premier pas dans la lutte pour éliminer la barrière des préjugés idéologiques tissés durant plus d'un siècle par les oligarchies dominantes des deux nations à travers leurs élites intellectuelles.

Souvent ces préjugés se sont renforcés des deux côtés à partir de certaines pratiques et connaissances partielles des deux peuples. Par exemple, en République Dominicaine, le préjugé anti-haïtien commence à l'intérieur du foyer où on terrorise l'enfant par « l'haïtien qui va le manger ou l'enlever ». Il se poursuit dans les salles d'écoles et de collèges et se renforce par le contact principal qu'ont les Dominicains : celui d'avec le coupeur de canne migrant, originaire des couches économiques et

sociales des plus basses d'Haïti et qui, au demeurant, manifeste une série de comportements sociaux propres à tout groupe migrant.

Pour beaucoup de Dominicains, tous les Haïtiens sont coupeurs de canne et vivent dans des conditions similaires à ceux qui émigrent au pays. Seuls les Dominicains qui ont résidé à l'étranger ont eu l'occasion de côtoyer d'autres couches d'Haïtiens, surtout des intellectuels. Toutefois, ceux-ci ne constituent pas non plus un échantillon du peuple haïtien. Néanmoins, ils fournissent l'occasion de rompre avec le schéma déformant acquis à partir de la vision du coupeur de canne.

Pour leur part, bon nombre d'Haïtiens croient que toutes les Dominicaines sont des prostituées, cela par le simple fait qu'au moins à Port-au-Prince existe une forte colonie de femmes dominicaines qui y émigrent pour exercer la prostitution. Leur nombre est si élevé qu'on est parvenu à supputer que leurs transferts d'argent en dollars en République Dominicaine constituaient un pourcentage considérable du montant que les coupeurs de canne haïtiens, après de durs labeurs dans les plantations sucrières, réussissent à amener en Haïti.

Tandis que se poursuit la division entre les deux peuples, les oligarchies et classes dominantes des deux pays — malgré les divergences qui peuvent exister entre leurs gouvernants respectifs — entretiennent de bonnes relations : elles établissent des accords économiques et commerciaux, conviennent des formes d'exploitation des coupeurs de canne haïtiens dans l'agro-industrie sucrière dominicaine et se protègent politiquement en surveillant les activités des exilés politiques haïtiens en République Dominicaine. De son côté, l'impérialisme nord-américain parvient à instituer des accords militaires avec les deux pays afin de préserver ses intérêts dans la région.

Pour ces raisons, le travail des chercheurs de deux pays se doit d'accomplir un objectif de base : essayer d'éliminer la barrière de préjugés qui sépare les deux peuples. Pour cela, il s'agit d'élargir et d'approfondir les recherches dans certains domaines et problématiques considérés jusqu'ici comme tabous. Il est nécessaire que le peuple dominicain se libère de la culpabilité que lui fait partagerla classe dominante dans certains événements comme le massacre de 1937. L'on ne saurait oublier que l'unique responsable de ces actions a été l'oligarchie dominicaine qui a pu compter avec un véritable complice, l'oligarchie haïtienne, celle-ci ayant préféré occulter les fait à la suite de ses compromissions avec la dictature de Trujillo.

Seul l'affrontement des fait dans toute leur complexité et avidité, tels qu'ils se sont produits — et non pas comme les oligarchies ont voulu qu'ils soient transmis ou interprétés — permettra aux deux peuples, d'une part, de récupérer le riche trésor historique et culturel qui les unit, d'autre part et de cette façon, de pouvoir s'apporter l'aide nécessaire à leur libération nationale et à la construction d'une société différente de celle à laquelle les ont confinés les oligarchies locales et l'impérialisme nord-américain.

## Notes

[1] L'autre cas connu est celui de l'île de Saint-Martin avec une superficie de 99 kilomètres carrés, dont 52, au nord et à l'ouest, sont de colonisation française et 47, dans la partie méridionale, de colonisation hollandaise. Toutefois, aucune des deux parties ne s'est développée comme État national.

[2] Les seuls progrès réalisés dans ce domaine sont les travaux de Lil Despradel (1974) et Franco (1973; 1983). De plus, Franco a développé une étude plus large sur cette thématique : *Historia de las ideas políticas en la República Dominicana*, Editora Nacional, Santo Domingo, República Dominicana, sans date.

[3] Nous référons à José L. Franco, *Historia de la revolución de Haiti*, Santo Domingo, R.D., Ed. Nacional, 1971 ; Lepelletier de Saint-Rémi, *Santo Domingo. Estudio y solución nueva de la cuestión haitiana*, (dos tomos), Santo Domingo, R.D., Ed. de Santo Domingo, 1978 ; J.C. Dorsainvil, *Manual de historia de Haiti*, Santo Domingo, R.D., Ed. de Santo Domingo, 1979 ; Nau, Emilio, *Historia de los caciques de Haiti*, Santo Domingo, R.D., Ed. de Santo Domingo, 1982.

[4] En plus de plusieurs articles dans des revues spécialisées, ont été publiés : *Haiti : la crisis ininterrumpida, 1930-1975*, de Gérard Pierre-Charles ; dans la série « Documentos » de EDOC : *Haiti : la luchas ignoradas*, une compilation d'articles de José R. Sosa, et *Situación de la mujer en Haiti*, édition bilingue en espagnol et français. Par ailleurs, à l'extérieur du pays, la journaliste dominicaine Maria Rodriguez a publié au Mexique un ouvrage intitulé : *Haiti : un pueblo rebelado, 1915-1981*, Ed. Maccio, 1982.

[5] D'un point de vue d'interprétation, Juan Bosh formule une thèse intéressante sur les causes de l'occupation haïtienne dans son ouvrage : *Composición social dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. Tele — 3, 1971, chap. XIV.

[6] *La frontera de la República Dominicana con Haiti*, Ciudad Trujilla, R.D., 1946, Ed. La Nación.

[7] La critique la plus intéressante qu'on connaît est celle de jimenes Grullon dans son étude : *Sociología política dominicana, 1844-1966*, vol. III, chap. XXXVI, Santo Domingo, R.D., Ed. Alfa y Omega, 1980.

[8] En seulement trois mois (de décembre 1973 à février 1974), *El Masacre se pasa a pie* a connu trois éditions, la première de deux mille exemplaires et les deux autres de trois mille chacune. *Compère général Soleil* a eu deux éditions, de 1972 à 1974.

[9] L'étude la plus complète sur l'immigration durant le régime de Trujillo est celle de Clinton Harvey Gardiner, *La política de immigración del dictador Trujillo. Estudios sobre la creación de una imagen humanitaria*, Santo Domingo, R.D. Ed. Universidad national Pedro Henrique Ureña, 1980

[10] Dans un article intéressant, Antonio Sanchez a fait une série d'analyses et considérations sur l'idéologie de la petite bourgeoisie dominicaine en mettant en relief certaines caractéristiques des préjugés raciaux : « Ensayo sobre las ideas típicas de la pequeña burguesía en la República Dominicana », revista *Realidad contemporánea, nº 3-4, Santo Domingo, R.D., 1976, p. 137-164.*

## Bibliographie de base
## Relations dominicano-haïtiennes

### 1. Études historiques


Castor, Suzy, « El impacto de la ocupación norteamericana en Haiti (1915-1934) y en la República Dominicana (1916-1924), en : Gérard Pierre-Charles, *Política y sociología en Haiti y la República Dominicana*, México, Ed. UNAM, 1974, p. 42-82.

Cordero Michel, Emilio, *La revolución haitiana y Santo Domingo*, Santo Domingo, R.D., Ed. Taller, 1974, p. 112.

Cornielle, Carlos, *Proceso histórico dominico-haitiano. Una advertencia a la juventud dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. Publicaciones América, 1980, p. 350.

Dorsainvil Poitevien, Nancy. *Presencia del capital norteamericano en Haiti y República Dominicana (1915-1930). Factores explicativos de la penetración diferenciada en la agricultura de ambos países*, Tesis de grado en Ciencias sociales, FLACSO, México, 1982, p. 330.

Franco, Franklyn J., *Los negros, los mulatos y la nación dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. Nacional, 1969, p. 162.

Kelsey, Carl, « La intervención americana en Haiti y en la República Dominicana », *Annals of the American Academy of Political and the Social Sciences*, mars 1922, p. 110-112.

Logan, Rayford W., *Haiti and the Dominican Republic*, Oxford University Press, New York and London, 1968, p. 220.

Machin, Jorge, « Orígenes del campesinado dominicano durante la ocupación haitiana », *Eme-Eme. Estudios Dominicanos*, nº 4, janvier-février, 1973, Santiago, R.D., p. 19-34.

Mir, Pedro, « Acerca de las tentativas históricas de unificación de la isla de Santo Domingo », en Pierre-Charles, *Problemas dominico-haitianos y del Caribe*, México, Ed. UNAM, 1973, p. 145-178.

Morales Carrión, Arturo, « El reflujo en Puerto Rico dela crisis dominico-haitiana, 1791-1805 », *Eme-Eme*, nº 27, novembre-décembre, 1976, Santiago, R.D., p. 19-39.

Moya-Pons, Frank, « Azúcar, negros y sociedad en la española en el siglo XVI », *Eme-Eme*, nº 4, janvier-février, 1973, Santiago, R.D., p. 3-18.

Muñoz, María Elena, *Historia de las relacones internacionales de la República Dominicana. El colonalisme europeo y las relaciones dominico-haitianas (1844-1861)*, T.I., Santo Domingo, R.D., Ed. UASD, 1980, p. 221.

Pierre-Charles, Gérard, « Génesis de las naciones haitiana y dominicana », en : *Política y Sociología*, 1974, p. 14-41.

Price-Mars, Jean, *La República de Haiti y la República Dominicana*, Espagne, Industrias Gráficas, Port-au-Prince, 1953 (trois tomes).

Saint-Lot, Émile, « La République d'Haïti et la République Dominicaine », *Revue de la Société haïtienne d'histoire...*, vol. 25-26, nos 95 et 96, octobre 1954, janvier 1955, p. 1-18.

Spitzer, Daniel Charles, *A Contemporary Political and Socio-economic History of Haïti and the Dominican Republic*, Thèse de doctorat en philosophie, Université de Michigan, 1972.

Tolentino-Dipp, Hugo, *Origines histórico-juridiques des États Haïtien et Dominicain*, Thèse de droit de l'Université de Paris, 1959, p. 495.

**2. Les invasions et l'occupation haïtienne**

Garrido, Victor, « Antecedentes de la invasión haitiana de 1822 (correspondencia oficial, 1820-1822) », *Espigas Históricas*, Santo Domingo, R.D., Academia Dominicana de la Historia, 1972.

Larrazabal Blanco, Carlos, « Ed. Felipe Fernández de Castro y la ocupación haitiana », *Clio* XCI, septembre-décembre 1951, Santo Domingo, R.D., 135-136.

« L'ouverture, Toussaint en Santo Domingo, Decretos y proclamas », *Eme-Eme*, nº 12, mai-juin 1974, Santiago, R.D., 146-162.

Moya Pons, Frank, *La dominación haitiana (1822-1844)*, Santiago, R.D., Ed. UCMM, 1972, p. 221.

Rodríguez Demorizi, Emilio, *La guerra dominico-haitiana*, Santiago, R.D., 1044.

Rodriguéz Demorizi, Emilio, *Invasiones de 1801, 1805 y 1822*, Santo Domingo, R.D., 1955, Academia Dominicana de la Historia, vol. I, Impresora des Caribe.

Troncoso de la Concha, Ml. de Jesus, *La ocupación de Santo Domingo por Haití*, Ciudad Trujillo, Ed. La Nación, 1942.

Vega, Bernardo, « Manifestación de los pueblos de la parte del Este de la Isla antes Española o Santo Domingo, sobre las causas de su separación de la República de Haití, *Eme-Eme*, nº 27, novembre-décembre 1976, Santiago, R.D., 87-99.

**3. Le problème frontalier**

Billini, Hipólite, *Santo Domingo y Haití. Cuestión de límites*, Prólogo de Ml. de Jesús Galván, Santo Domingo, Imprenta El Eco de la Opinión, 1896.

Carias, Dominici, Francisco, *L'arbitrage du Pape Léón XII sur L'Interprétation de L'article 4 du Traité de 1874 passé entre la République Dominicaine et Haïti*, Thèse de droit, Université de Paris, 1955, p. 230.

Dabelmar, Jean Joseph, *Nos limites frontières. La question dominicaine*, Port-au-Prince, 1893.

García Mella, Moises, *La cuestion límites*, Santo Domingo, R.D., Ed. Rafael V. Montalvo, 1923.

*La Frontera de la República Dominicana con Haití*, Ed. La Nación, Ciudad Trujillo, Rep. Dominicana, 1946.

Machado, Ml. Arturo, *La cuestión de la frontera dominico-haitiana*, La Vega, Rep. Dominicana, Imprenta El Progreso, 1911.

Machado, Manuel, « La nacionalización económica de la frontera », *Revista Renovación*, año VII, nº 25, avril-juin 1960, Instituto Trujilloniano.

Montolio, Andres Julio, *Resúmen de una cuestión (diferendo dominico-haitiano)*, Santo Domingo, Imprenta Escobar y Cía, 1911.

Peña Batlle, Manuel Arturo, *La frontera de la República Dominicana con Haití*, Ciudad Trujillo, Ed. La Nación, 1946.

Velásquez, Federico, *La frontera de la República Dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. El Progreso, 1929.

**4. Le processus migratoire**

Acosta, Mercedes, *Azúcar e inmigración en la República Dominicana*, Thèse de licence de Sociologie, UASD, Santo Domingo, R.D., 1971.

Báez Evertsz, Franc, *La migración de braceros haitianos a la Repúlica Dominicana*, Coloquio sobre Migración y Relaciones Internacionales en el Caribe, UNAM, 26-29 octobre 1981, p. 61 (mimeo).

Corten, André, « Migraciones e intereses de clases », en Pierre-Charles 1974, p. 65-84.

Corten, André, « Haití: estructura agraria y migración de trabajadores a los centrales azucareros dominicanos », en Carlos M. Vilas y otros, *Imperialismo y clases sociales en el Caribe*, Ed. Cuenca, Bs. As., 1973.

Díaz Santana, A., *Papel de los braceros haitianos en la producción de azúcar dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. UASD, Col. Conferencia, nº 24, 1974.

Faxas Vargas, Laura, *Movimiento sindical, política estatal y fuerza de trabajo migrante en la industria azucarera dominicana*, Thèse de Maîtrise en Sciences sociales, FLACSO, México, 1982, p. 168.

Florival, Serge, « Los picadores haitianos en los bateyes de Barahona », en Suzy Castor, 1983, p. 133-157.

Hernández, Frank Marino, *La inmigración haitiana*, Santo Domingo, R.D., Ed. Taller, 1973, p. 94.

Hernández, Frank Marino, « La inmigración haitiana en la República Dominicana », *Eme-Eme*, nº 5, mars-avril 1973, p. 24-56.

Hernández, Corten, Cocco, Duarte, *La inmigración haitiana y produción azucarera en la República Dominicana*, Santo Domingo, R.D., Ed. CEPAE, 1976, 100 p.

Lemoine, Maurice, *Azúcar amargo. Hay exclavos en el Caribe*, Santo Domingo, R.D., Ed. CEPAE, 1983, p. 388.

Murphy, Martin F., *El uso de mano de obra extranjera en un país con alto nivel de desempleo: el caso de obreros haitianos en la industria azucarera de la República Dominicana* (mimeo), p. 29.

Oficina Nacional de Planificación, Secretaria de Estado de la Presidencia, *Participación de la mano de obra haitiana en el mercado laboral: el caso de la caña y el café* (mimeo), octobre 1980, Santo Domingo, R.D., p. 42.

Reynoso, Modesto, *Inmigración haitiana y fuerza de trabajo*, Thèse de licence, UASD, Santo Domingo, R.D., 1974.

Veras, Ramón Antonio, *El fenómeno migratorio haitiano en la República Dominicana*, Coloquio sobre Migración y Relaciones Internacionales en el Caribe, UNAM, México, 26-29 octobre 1981 (mimeo), p. 163, plus annexes.

**4.1 La migration et le massacre de 1937**

Castor, Suzy, *Migración y relaciones internacionales* (el caso haitiano-dominicano), México, Ed. UNAM, 1983, p. 163.

García, Juan Ml, « En 1937 el Masacre se cruzaba corriendo », reportaje publicado en

cuatro partes, revista *¡Ahora!*, Santo Domingo, R.D., nos 932, 933, 934 et 935, octobre 1981.

Guerrero, José G., « Trujillo y la matanza de haitianos del 1937 y la liberación de las aduanas », *¡Ahora!*, nº 1015, mai 1983, Santo Domingo, R.D., p. 26-30.

Tejada Olivares, Luis Fernándo, « La matanza de haitianos y la política de dominicanización de la frontera. Un proceso de acumulación originaria », *Realidad Contemporánea*, nos 8-9, Santo Domingo, R.D., 1979, p. 37-102.

**5. Le préjugé racial anti-haïtien**

Acosta, Mercedes, « El contenido económico y político del racismo antihaitiano », en Carlos M. Vilas (1973), p. 115-154.

Despradel, Lil, « Las etapas del antihaitianismo en la República Dominicana, el papel de los historiadores », en Pierre-Charles, 1974, p. 83-108.

Franco, Franklyn J., « Antihaitianismo e ideología del trujillato », en Pierre-Charles, 1973, p. 83-109.

Franco, Franklyn J., « Raíces históricas del antihaitianismo dominicano », *El Sol*, Santo Domingo, R.D., 10, 11 et 13 juin 1983, p. 16, 30 et 18.

Tolentino Dipp, Hugo, « El fenómeno racial en Haití y en la República Dominicana », en Pierre-Charles, 1973, p. 111-144.

**6. La production littéraire**

Bosch, Juan, « Luis Pie » (cuento), en *Cuentos escritos en el exilio*, Santo Domingo, R.D., Ed. Alfa y Omega, 1981, p. 53-60.

Incháustegui Cabral, Héctor, « La poesía del tema negro en Santo Domingo », *Eme-Eme*, nº 5, mars-avril 1973, Santiago, R.D., p. 3-23.

Prestol Castillo, Freddy, *El Masacre se pasa a pie*, Santo Domingo, R.D., Ed. Taller, 1974, p. 153.

Rosario Candelier, Bruno, « Los valores negros en la poesia dominicana », *Eme-Eme*, nº 15, Santiago, R.D., novembre-décembre 1974, p. 29-66.

Stephen Alexis, Jacques, *Mi compadre el general sol*, Santo Domingo, R.D., Ed. Taller, 1976, 296 p.

Veloz Maggiolo, Marcio, « Tipología del tema haitiano en la literatura dominicana », en revista *Universo*, nº 3, janvier-juillet 1972, Faculté des sciences humaines, UASD, Santo Domingo. R.D., p. 12-55.

Viau, Alfred, *Negros, mulatos, blancos o sangre, nada más que sangre*, Santo Domingo, R.D., Ed. Montalvo, 1955, Biblioteca de la UASD.

**7. Les relations économiques**

Casals Victoria, Pedro Manuel, « El comercio entre Haití y la República Dominicana », en *Eme-Eme*, nº 5, mars-avril 1973, Santiago, R.D., p. 57-66.

Menores, Leo, *Haití and the Dominican Republic: a case for economic integration*, Ph.D, dissertation, Université de New York, 1973, p. 673.

Messina, Milton, « Las relaciones Dominico-Haitianas y la integración económica del Caribe », *Eme-Eme*, nº 6, mai-juin 1973, Santiago, R.D., p. 38-47.

Saladin S., Roberto B., *La República Dominicana y Haití: posibilidades de cooperación*, ponencia al Seminario internacional sobre la integración caribeña: conceptos y realidades, Santo Domingo, R.D., juillet 1981, p. 20 (mimeo).

**8. Les relations politiques**

Báez Evertsz, Carlos Julio, « La cuestión haitiana en la coyuntura política dominicana », en *Panorama Caribeño*, nº 5, juillet 1983, Santo Domingo, R.D., p. 8-9.

Wilson, Larman, « La política exterior de la República Dominicana y de Haití », *Eme-Eme*, nº 6, mai-juin 1973, Santiago, R.D., p. 19.37.



# Deux ouvrages récents sur les relations dominicano-haïtiennes

Marcia Rodriguez, *Haïti : un pueblo rebelado 1915-1981*, Ediciones Maccio, Mexico 1982, 280 p.

**par Pablo Mariñez**

***traduit de l'espagnol par Frantz Voltaire***

La nécessité d'un rapprochement entre nos deux peuples déborde l'espace purement historique et culturel pour pénétrer dans celui de l'économie et de la politique, car c'est précisément sur ce terrain que les classes dominantes des deux républiques ont cimenté leur alliance ces dernières années.

Le livre de Marcia Rodriguez va au-delà des préoccupations traditionnelles (folklore – culture – discrimination) des chercheurs dominicains pour aborder essentiellement les problèmes politiques haïtiens. Cela ne signifie pas pour autant que les questions de la discrimination vis-à-vis des Haïtiens et l'anti-haïtianisme y soient absents comme problématiques d'étude.

Une lecture attentive des trois premiers chapitres de ce livre montre la mise en relief de quatre personnages qui, d'une manière ou d'une autre, *symbolisent* la lutte politique du peuple haïtien — dans des contextes et à des niveaux différents — des années de l'occupation américaine aux années soixante. Il s'agit de Charlemagne Péralte, de Jean Price Mars, de Jacques Roumain et de Jacques Alexis.

*Charlemagne Péralte*, considéré comme le représentant de la lutte nationale pour la libération d'Haïti, a dirigé la résistance populaire contre la soldatesque yankee qui occupait militairement Haïti et la République Dominicaine. À la même époque, les Américains étaient confrontés à une forte résistance paysanne animée par les « gavilleros del Este ». Péralte combattait les mêmes troupes et affrontait les mêmes avions bi-planes qui bombardaient les gavilleros. Durant les années de l'occupation militaire, le combattant et héros populaire dominicain Gregorio Urbano Gilbert, devait ultérieurement en 1928-1929 s'incorporer à l'État Major de Sandino avec le salvadorien Farabundo Marti et participer à la lutte contre les troupes d'occupation nord-américaines au Nicaragua — essaya de s'enrôler dans les groupes cacos de la résistance haïtienne. *Jean Price Mars* — bien qu'il semble un peu étrange de le situer à côté de Charlemagne Péralte, car Price Mars reste en réalité une des figures les plus controversées d'Haïti, à cause du divorce entre ses écrits et ses actes — a exercé une influence décisive sur la pensée haïtienne, grâce à son ouvrage « Ainsi parla l'Oncle », écrit en pleine occupation américaine. Il s'agissait pour lui de sauvegarder les valeurs nationales de la culture haïtienne et de les opposer à l'occupation américaine. *Ainsi parla l'Oncle* est un antécédent important du mouvement ultérieur de la négritude.

Le troisième personnage, *Jacques Roumain*, fondateur du Parti communiste haïtien et sans aucun doute un génie intellectuel, est mort prématurément à l'âge de 37 ans. Il laissa à la société haïtienne une production intellectuelle des plus remarquables avec des contributions importantes dns les domaines politique, historique, ethnologique et littéraire. Parmi ses oeuvres, la plus connue en espagnol est sans aucun doute *Gouverneurs de la rosée*, roman qui traite de la paysannerie haïtienne.

Le dernier personnage symbolise la lutte politique haïtienne contemporaine. *Jacques Stephen Alexis* est né en 1922 durant l'occupation militaire américaine et a été assassiné en 1961 à la suite d'un débarquement guerillero en Haïti. Jacques Stephen Alexis a eu une intense activité politique malgré sa très brève existence ; il a en effet été assassiné à 39 ans. Ses oeuvres, essentiellement littéraires mais aussi socio-politiques, ont été des contributions importantes à la société haïtienne.

On peut sans aucun doute, en paraphrasant Jacques Alexis, dire qu'un peuple qui a produit de tels hommes ne peut pas mourir.

Les autres chapitres du livre de Marcia Rodriguez contiennent une analyse détaillée du régime dictatorial de la dynastie Duvalier et de certains aspects des relations actuelles entre les gouvernements dominicain et haïtien. Un phénomène singulier mérite d'être souligné, à savoir le rapprochement entre le régime, d'inspiration social-démocrate, du Parti révolutionnaire dominicain avec le régime dictatorial de Duvalier.

On peut même affirmer que certaines des mesures répressives prises par le gouvernement dominicain l'ont été en vue de plaire à la dictature haïtienne. Par exemple, à la fin de 1981, le gouvernement Guzman devait interdire de nouveau la présentation, dans les chaînes de télévision dominicaine, du film « les comédiens » ainsi que des programmes en créole, des radios liées à l'Église catholique romaine, diffusés à des fins d'orientation chrétienne à l'intention des Haïtiens travaillant en République Dominicaine.

Nous espérons que la lecture de ce livre non seulement suscite des polémiques à propos de la problématique politique haïtienne et de la nature des rapports entre les deux gouvernements de l'île mais aussi qu'elle ouvre une nouvelle voie de recherche pour les chercheurs dominicains intéressés et préoccupés du devenir politique du peuple le plus proche du nôtre, celui d'Haïti.

•

Suzy Castor, *Migración y relaciones internacionales (El caso haitiano-dominicano)*, Mexico, Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 1983, 163 p.

**par Cary Hector**

Quelque douze années après la publication de son ouvrage majeur sur l'occupation américaine d'Haïti (*La ocupación norte-americana de Haiti y sus consecuencias (1915-1934)*), Suzy Castor nous offre aujourd'hui un essai sur les relations haïtiano-dominicaines. Cette trajectoire, loin de signifier un saut dans l'inconnu, révèle au contraire un cumul de labeur patient, sans doute rempli d'obstacles et d'embûches, compte tenu de la complexité du champ de recherche. Principale animatrice de la revue *El Caribe contemporaneo*, publiée à Mexico sous les auspices du CELA (Centre de estudios latino-americanos, UNAM), l'auteure s'est depuis longtemps penchée sur certains aspects du dossier haïtiano-dominicain. Elle nous livre ici les résultats d'un travail achevé en fait dès 1978. L'ouvrage comporte deux parties principales, réparties sur trois chapitres, à savoir le génocide de 1937 (i.e. le massacre des Haïtiens en octobre 1937 sous Trujillo) et les relations haïtiano-dominicaines proprement dites, elles-mêmes accentuant surtout le phénomène de l'émigration haïtienne en République Dominicaine. Un témoignage, poignant et instructif, de Serge Florival sur les « bateys » de Barahona est annexé à l'ouvrage.

Ce n'est pas un compte rendu au sens strict que nous en proposons ici mais plutôt quelques réflexions et interrogations, alimentées au demeurant par l'ensemble de notre dossier. À cette fin, nous faisons d'emblée l'économie du chapitre III (les relations haïtiano-dominicaines) ainsi que du *témoignage* de Serge Florival. Dans l'un et l'autre cas, on trouve des éléments de synthèse et d'interprétation fort pertinents pour la connaissance et la compréhension du phénomène — toujours actuel et actualisé de l'émigration haïtienne en République Dominicaine.

Il faut le dire tout de suite : les chapitres I et II remettent à l'ordre du jour de la réflexion historique et politique le fait le plus marquant mais aussi le plus refoulé dans l'histoire contemporaine des deux peuples. En effet, tant du côté dominicain que haïtien, la conspiration du silence ourdie par les deux oligarchies coupables de complicité dans le génocide de 1937 a recouvert celui-ci d'une opacité singulière que l'on commence à peine à pénétrer. S'agissant d'auteurs haïtiens, on sait que Price Mars dans son travail monumental (*La République d'Haïti et la République Dominicaine*), publié dans les années cinquante, sans faire de révélations fracassantes, est demeuré, face aux faits connus, très pessimiste quant à l'avenir des relations entre les deux peuples. Plus près de nous, Julio Jean-Pierre Audain, dans *Les Ombres d'une politique néfaste* (México, 1976), s'est gardé, malgré son poste d'observation privilégié comme chef de cabinet du président Vincent en 1937, de dire tout ce qu'il savait, car, écrit-il, « en politique on ne peut dire la vérité ». Fait-on mieux du côté dominicain ? Comme nous l'indique Pablo Mariñez, les approches critiques récentes du problème se font encore timides et se réfugient dans l'explication de type économiciste ou imputent globalement le génocide haïtien à la raison d'État du trujillisme.

Qu'en est-il alors de la contribution de Suzy Castor ? L'auteure nous fait d'abord « revivre » le drame indicible des 18 000 à 25 000 victimes (hommes, femmes *et* enfants) passées à l'arme blanche, du 2 au 4 octobre 1937 (chapitre I). Le rappel des événements est direct, sobre et, de ce fait, d'une vivacité bouleversante qui en rend la lecture difficilement supportable. On ose dire que cette reconstitution est ainsi « réussie ». Et encore l'historienne ne prétend-elle pas avoir fait une relation exhaustive des faits car elle n'a eu qu'un accès somme toute limité et partiel à des documents d'archives (principalement au ministère des Relations extérieures du Mexique et à des sources hémérographiques (Mexico, Cuba, États-Unis). Les principales sources d'informations (archives dominicaines et haïtiennes) étant bien entendu hors de portée, il a fallu recourir à des sources complémentaires : témoignages, entrevues, documents inédits, etc. d'auteurs et de collaborateurs bénévoles, dominicains et haïtiens.

Le résultat ? Eh bien, la grande trouée dans le « mal » haïtien tel qu'identifié par l'idéologie dominante dominicaine se fait terriblement béante, inique et *unique*, du moins en Amérique latine et à cette époque : comparable en proportion fut le massacre paysan perpétré au Salvador en 1932 par l'armée et qui se solda par un bilan de quelque 20 000 morts.

Ce premier chapitre étale également à nos yeux les interminables valses et manoeuvres diplomatiques de tout acabit (bilatérales, interaméricaines) et nous laisse deviner les sordides opérations de compromissions entre les deux gouvernements haïtien et dominicain de manière à cacher l'inavouable aux générations futures. Faut-il craindre que la lumière ne puisse jamais être faite sur ce point ?

Quoi qu'il en soit, Suzy Castor a pu reconstituer la trame *plausible* de l'opération « Corte » (origines, déroulement, responsabilités, etc.). À ce stade, l'interrogation devient irrésistible : *pourquoi ce génocide ?* Tel est en effet le noyau dur et incontournable de toute analyse ou réflexion pertinente sur le sujet. Consciente des limitations de ses moyens et instruments d'analyse, l'au-

teure nous convie, au chapitre II, à son « effort d'interprétation ».

Ici, elle fait intervenir un « tissu complexe de facteurs » : les facteurs géopolitiques, la question frontalière, le phénomène migratoire, l'anti-haïtianisme de l'oligarchie dominicaine (facteurs sociaux et culturels). Il y a là le souci de ne pas sombrer dans le simplisme de l'explication monocausale ou mécanique. L'auteure voudrait plutôt recourir à la démarche méthodologique de Marc Bloch qui met l'accent sur les causes multiples *convergeant* vers un même phénomène. Soit.

Pourtant, il faut déplorer qu'ici nous avons plutôt affaire à un *énoncé* d'une série de facteurs dont on ne voit pas effectivement l'interaction convergente. À notre avis, Suzy Castor aurait pu entreprendre une *hiérarchisation* de ces facteurs pour essayer de découvrir leur dynamique prédominante et ainsi déboucher sur une proposition d'explication *cohérente* du génocide de 1937. On comprend la prudence et la pondération de l'historienne qui voudrait éviter l'interprétation précipitée et abusive. Mais il nous semble que son terrain d'exploration était suffisamment balisé pour lui épargner un tel écueil. Où donc se situerait l'obstacle ?

Comme nous l'avons signalé ailleurs lors d'une table ronde haïtiano-dominicaine autour de l'ouvrage, il apparaît limitatif — et donc insuffisant — de se cantonner dans la stricte interprétation historique proprement dite. Ne pourrait-on pas considérer le génocide de 1937 comme le point culminant d'un processus de *catharsis* politique conditionné par la formation de la nation dominicaine face au poids contraignant du fait haïtien historiquement dominant (i.e. sur le plan politique, idéologique et culturel) ?

Cette hypothèse d'interprétation rejoint les incursions psychanalytiques suggérées ici même par Frantz Voltaire dans son essai sur l'anti-haïtianisme dominicain. En effet, cette « satanisation » ou « diabolisation » obsessive de « l'Haïtien » par l'idéologie dominante en République Dominicaine se situe au-delà de toute raison d'État immédiatement politique ou économique. Elle s'installe dans d'autres profondeurs : d'où son transfert de génération en génération et, ainsi que nous le rappelle Pablo Mariñez, la réceptivité de *toutes* les couches sociales dominicaines à son envoûtement. Certes, des poches de résistance existent : les nouvelles générations d'intellectuels et certains secteurs progressistes de la petite bourgeoisie. Mais, il faut le reconnaître, ce n'est qu'un début.

Et alors, si, comme le signale Suzy Castor, il faut connaître le passé pour préparer la coopération de l'avenir, Haïtiens et Dominicains, soucieux de collaboration et de solidarité militantes, auront besoin d'une longue, très longue haleine. Son ouvrage aura eu le grand mérite de nous en ouvrir la voie.

# De l'anti-haïtianisme dominicain

L'anti-haïtianisme est encore l'une des pierres de touche de l'idéologie dominante dominicaine. La présence d'un important noyau haïtien, en Dominicanie, donne certes un aliment concret à la fureur hystérique des anti-haïtiens mais le nombre de personnes d'origine haïtienne n'a pas grand-chose à voir, comme on serait tenté de le croire, avec le racisme anti-haïtien. Celui-ci trouve ses origines dans la seconde moitié du XIX[e] siècle et se développe particulièrement au XX[e] siècle grâce surtout aux travaux et écrits des historiens dominicains, José Gabriel Garcia, Americo Lugo, Manuel Arturo Peña Battle et Emilio Rodriguez Demorizi. L'anti-haïtianisme prend son essor à l'époque de Trujillo ; il séduit les esprits et conduit ainsi au génocide des Haïtiens en 1937. L'histoire dominicaine n'a sans doute jamais connu de crime aussi stupéfiant, commis avec autant de sang-froid et de persévérance. On ne peut réduire le génocide des Haïtiens à un simple procès d'accumulation primitive ou encore le situer dans le contexte général de la violence trujilliste. *Une dimension essentielle du phénomène est son caractère anti-haïtien*. C'est l'anti-haïtianisme qui a fourni à ceux qui ont perpétré ce massacre le langage et les justifications de leur action. Il faut certes souligner que ces horreurs ont été perpétrées par plusieurs centaines d'individus et qu'on ne saurait en faire porter la charge aux Dominicains. Mais ceux-ci savaient, même si, soumis à une dictature impitoyable, il leur était difficile de réagir. Trujillo a utilisé la propagande anti-haïtienne, mais il n'aurait cependant pas pu obtenir ce résultat si le peuple dominicain n'avait été décidé à l'accepter. L'anti-haïtianisme a connu en Dominicanie son paroxysme en 1937. Il a permis d'opérer une substitution : *faute de réaliser un grand rêve, le peuple dominicain a pu transférer ses craintes sur un sujet, plus immédiatement accessible, l'Haïtien, objet du mépris général*. L'une des fonctions essentielles de l'anti-haïtianisme a été de procurer à la communauté dominicaine une image magnifiante à travers laquelle les individus ont pu définir leur identité collective. Pour comprendre l'anti-haïtianisme, il faut recourir à la fois à l'histoire et à la psychanalyse.

*par Frantz Voltaire*

La haine de l'Haïtien est une folle tentative de rétablir dans l'imaginaire collectif une supposée harmonie compromise dès 1801, d'abord avec l'entrée de Toussaint Louverture à Santo Domingo, plus tard en 1805 avec les incursions de Dessalines et surtout durant la réunification de l'île (1822 et 1844). Dans sa manifestation extrême, cette haine s'est déchaînée dans le délire paranoïaque trujilliste : *réduire à néant la présence haïtienne en République Dominicaine*. Cette volonté de faire disparaître l'entité haïtienne « étrangère » à la « dominicanité » se heurte à l'existence même d'Haïti. On comprend ainsi la volonté de certains idéologues de vouloir dresser une sorte de barrière physique entre les deux entités ainsi que le préconisait dès 1909 Francisco J. Peynado avec l'établissement de colons blancs de long de la frontière dominicaine. Ce mythe du rétablissement d'une harmonie compromise dès le départ, c'est-à-dire à l'origine du temps, bute sur le soupçon implacable de l'impossibilité d'une « solution finale ».

## La peur du « noir » (de l'Haïtien) et le mythe de l'Indien

L'anti-haïtianisme s'alimente de la peur de l'Haïtien défini comme élément étranger mais perçu comme s'il venait de l'intérieur, comme une sorte de

pulsion devant laquelle « le Dominicain » serait sans défense. L'« Haïtien » est ce bouc-émissaire à sacrifier, il est signifiant : plus il se manifeste « comme tout le monde » plus cette haine se manifestera. Peña Gomez, par exemple, est l'objet de haines implacables. On lui reproche sa « noirceur », essence de ce qui est défini comme haïtien ; le « il est trop noir pour être Dominicain » révèle — comble d'horreur pour les anti-haïtiens — que *le noir fait partie de la famille*.

L'anti-haïtianisme soulève une question qui concerne l'existence de la communauté dominicaine comme entité radicalement différente de la communauté haïtienne. Par là elle touche à la délimitation dans la langue (le *perejil* que l'on faisait prononcer aux paysans de la frontière pour établir leur qualité de Dominicain), dans la religion et surtout dans ce qui est immédiatement perceptible : *la couleur*. L'Haïtien est défini comme noir mais comment alors le distinguer du Dominicain ? Le mythe de l'Indien, développé au XIXe siècle, par exemple, dans le roman « Enriquillo » de Manuel de Jesus Galvan et les poèmes de José Joaquin Perez (Fantaisies Indigènes), a permis de résoudre la question dans l'imaginaire.

Le mythe de l'Indien est un exemple de fuite devant le fait inacceptable pour les racistes dominicains : l'importance démographique *de l'apport africain dans la formation du peuple dominicain*. Ce phénomène patent pour tous les observateurs étrangers est nié. La peur de l'Haïtien ne résulte pas tant de l'intolérance vis-à-vis de ce qui serait différent *mais au contraire de ce que cette différence cache de semblable*. L'une des fonctions du mythe de l'Indien est de proposer à la communauté dominicaine une image magnifiante de la collectivité définie comme *hispanique* et indigéniste. L'« Haïtien » est celui qui ne participe pas de cette humanité ; *il est cet autre*, hors du commun, élément étranger qu'on ne cessera jamais de rejeter. L'Haïtien évoque pour le raciste dominicain la peur, *celle de rencontrer son double*, déplaisir maximum de n'être pas seul sur l'île, unique. Il y a chez chaque raciste dominicain ce désir de retour à l'origine, à Hispaniola. Certains ont même proposé de déporter les Haïtiens en Afrique — solution finale qui hante tous les racistes. La définition de la dominicanité par rapport à l'haïtianité montre la dépendance radicale du raciste à son autre.

L'Haïtien pour les anti-haïtiens doit, comme l'objet anal, être rejeté. Pour les idéologues anti-haïtiens, l'expulsion du corps de la nation dominicaine de tous ses déchets, assimilés ici aux Noirs, devrait conduire à la formation d'une nation exempte de toute impureté. On peut donc comprendre le délire trujilliste et des anti-haïtiens de retrouver la pureté originelle de la nation grâce à l'immigration blanche. Mais l'expulsion de tout ce qui est défini comme impureté est essentiellement une dépendance à la pulsion de mort. Le désir inconscient des anti-haïtiens est de se fondre dans une entité définie comme supérieure en faisant disparaître ce qui chez le peuple dominicain rappelle l'autre, c'est-à-dire en rêvant à la disparition des Dominicains réels.

L'anti-haïtianisme ne constitue pas un système idéologique cohérent, il fonctionne comme un ensemble de thèmes et de slogans disparates (l'Haïtien africain, sauvage, anthropophage, vaudouïste opposé au Dominicain civilisé, espagnol, catholique) et surtout comme mythe mobilisateur. Seule la psychanalyse parviendrait à élucider ces cauchemars non avouables des secteurs racistes de la classe dominante dominicaine. Dans l'imagination détraquée des anti-haïtiens : l'Haïtien est cette bête immonde qui rôde autour des Dominicains pour les souiller. *L'anti-haïtianisme traduit l'obsession et la peur de la pénétration haïtienne en République Dominicaine*. Une obsession qui remonte au XIXe siècle.

L'anti-haïtianisme marque encore la société dominicaine malgré les tentatives récentes des historiens et de certains secteur progressistes dominicains de le questionner, car c'est encore à travers cet ensemble de représentations disparates que les Dominicains construisent l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de nous-mêmes.

## Ouvrages reçus

- *Conjoncture* Nº 4, automne 83.
Cette revue qui se donne pour tâche d'analyser la conjoncture au Québec présente dans son dernier numéro un ensemble d'articles sur les minorités au Québec.

- « Littératures haïtiennes 2 », revue *Mot pour Mot* Nº 12.
Jean Jonassaint y présente des écrits de poètes et romanciers haïtiens ainsi qu'une étude de Léon François Hoffman.

- Georges Anglade, *Éloge de la pauvreté*.
Discours de réception d'un prix international de géographie.

# L'après-midi d'été des fauves

Dany Laferrière récidive. Qu'on se rappelle son article « Ésotérisme et gourmandise » publié dans notre numéro 23. Parti pour travailler sur un sujet apparemment anodin, la physiologie du goût, on a vu comment il a fini par nous raconter une toute autre histoire sur ce restaurant qui lui avait ouvert innocemment ses portes.

Cette fois, il change de lieu et de tactique. Il effectue une descente à Port-au-Prince, dans le milieu des « la fraîcheur », en ethnologue, accompagné d'une équipe de cinéma (du moins c'est ce qu'il veut nous faire croire). Cela lui permet de se faire passer pour un observateur froid, minutieux, distant, sans parti pris, bref un entomologiste derrière son microscope.

Mais, il n'arrive à tromper personne... Malgré lui, les démons qu'il croit avoir exorcisés réapparaissent, au détour d'une phrase, dans le contour d'un mot. Qui se laisserait abuser par de tels procédés ?

*par Dany Laferrière*

Description clinique et sur le vif d'une couche de la population de Port-au-Prince. Ces filles — dites Fraîcheur — qui mangent, boivent et font l'amour comme elles boivent et mangent. La Chronique signale leur première apparition aux environs de 69. Aux Callebasses. Tenez, les voilà avec *Les Loups Noirs*, tout au début. D'un coup de hanche, elles projettent hors du décor la femme soumise des années 60. Elles sont les premières groupies *des Difficiles* et les fans hystériques des *Gypsies*. Le gros morceau est allé ensuite retrouver *Bossa*. Elles ont littéralement inventé le mini-jazz et la modernité. Filles de l'asphalte et de la violence underground, avec cette impudeur qui les caractérise, elles menacent le vieux monde. Elles vivent en ghetto, s'habillent unisex, font la tournée des bars et pratiquent un langage spécial de gang. Elles ont une passion unique : la jouissance. Leur style est un art de vivre par temps de catastrophe. Elles sont animales, féroces, grégaires. Ce sont les témoins barbares de la Ville. Elles exigent un nouveau regard sur cette société : ses machos, ses phallocrates, son contexte social répressif. Elles étonnent, agressent et intimident le mâle haïtien. Pour une fois que l'agression semble changer de bord !

J'ai passé un après-midi d'été à les filmer (14 séquences) en toute liberté. Nostalgiques... s'abstenir.

Choupette farde son chicken basket de ketchup, éparpille dessus du sel fin ou du poivre et l'asperge d'eau de vinaigre. Marie-Flore regarde encore la carte. Le serveur nº 7 s'impatiente et part finalement prendre la commande qui attendait sur le comptoir de la cuisine. Marie-Erna et Michaelle filent vers les toilettes. Marie-Flore attrape le nº 7 au vol et fait venir du poisson et de la salade. Pasqualine achève son rhum-glace et commande un strawberry. Le soleil pénètre de toutes parts au *National Bar*. Les vitres sont brûlantes. D'autres filles arrivent et se dirigent directement vers le fond.

La vieille Buick 57 pointe son cul sur Oso Blanco pour se ranger au parking du National Bar. Simon file au Food Store s'acheter une pierre à briquet. Le type au nez rouge et boutonneux de la caisse lui conseille de descendre à Little Europe. Simon traverse la rue, jette un rapide coup d'oeil vers la Buick étincelante au soleil et pousse la porte vitrée du National. Le nº 9 baisse

deux stores au même moment pour régler le jeu d'ombre et de soleil dans la salle.

La 7ᵉ Flotte change de table pour s'installer en plein soleil. Marie-Erna et Michaelle sortent des toilettes avec chacune un chou-black au coin de l'oreille. Les cheveux ruisselants d'eau de réglisse et peignés à la garçonne avec une raie au milieu. Marie-Flore vide d'un trait son orangeade et pêche la cerise au fond du verre avec une tige jaune. Marie-Erna regarde distraitement le mode d'emploi sur la bouteille de pommade avant de la glisser dans son sac. *Pour conserver des cheveux jeunes et éclatants prenez un peu de moëlle de boeuf que vous répartirez sur vos mains et procédez à un léger massage du cuir chevelu ainsi qu'à l'imprégnation de la pointe des cheveux.* Michaelle secoue vigoureusement sa tête et des gouttelettes volent partout.

Simon se place à une table d'où il peut voir facilement la Buick. La masse noire étalée de la vieille Buick comme une flaque d'encre de chine sur l'asphalte brûlant. Simon étudie minutieusement la carte et finit par faire son choix.

Marie-Flore change de place avec Marie-Erna pour être plus proche de Simon et Michaelle prend la place de Pasqualine pour se mettre à côté de Marie-Erna. Marie-Flore fouille dans son sac pour chercher une cigarette et Simon l'allume. Choupette se tortille sur sa chaise en regardant sa montre. Le nº 7 ramasse les verres vides, essuie la table et change le cendrier. Les filles se lèvent d'un bond. Marie-Flore règle à la caisse. Choupette glisse un pourboire au nº 7.

La vieille Buick respire fortement à l'odeur des filles. Choupette allume la radio. Jean Panasonic présente le journal de Radio Haïti-Inter. Simon tourne au coin de Firestone et descend « long side » la rue Pavée. L'asphalte fume. Simon s'arrête à un coin pour s'acheter un alka-seltzer. Marie-Erna rit derrière avec deux types qui les suivaient depuis un moment dans une Subaru jaune. Michaelle passe sa tête par la portière pour respirer le vent chaud de midi.

La Buick s'enfonce dans l'après-midi. Un petit garçon luisant bombarde d'eau sa petite soeur. Des gouttes de sueur perlent le long de l'échine de Pasqualine.

La Buick s'arrête d'elle-même au coin Shell. Les filles se ruent dans un bar à côté. Simon vide un seau d'eau dans la gueule rouge de soif de la Buick et asperge longuement les roues. Les filles arrivent avec des boissons gazeuses. Pasqualine file plonger sa tête dans le réservoir d'eau de la station d'essence. Le pompiste fait un clin d'oeil à Simon — « c'est dans la poche, Vieux ». Il fait 90 à l'ombre.

La Buick tourne au coin Nova Scotia et freine devant Anson Music Center. Les filles descendent promptement de la voiture en claquant les portes. Le corps maigre de Pasqualine éjecté de la portière ondule dans un minuscule collant rose à peine plus grand qu'un mouchoir. Juchée sur des échasses noires, elle traverse la chaussée brûlante. Marie-Flore se retourne d'un quart de tour en poussant la porte tambour et fait un sale clin d'oeil à Simon. Un immense poster d'une paire de fesses nues dévorant un énorme hamburger qui dégouline de ketchup au-dessus d'un aquarium de poissons rouges. Le dernier Volo Volo joue plein tube le succès de l'été. L'aiguille grince sous un grain de poussière. Une fille cool avec un super afro balance ses fesses moulées dans un hot pants. L'air conditionné rafraîchit les corps en nage. L'atmosphère sombre et douce d'une pièce d'eau. Pasqualine s'allume une cigarette et relaxe s.v.p. baby. Un type en T-shirt pop explose tout au fond sur un disque des Skah Shah. Marie-Flore glisse dans son sac un tube afro sheen et un long peigne de nacre. Deux filles entrent et sortent avec trois disques de Bossa. Simon sort un moment. Marie-Erna jette subtilement dans son sac un flacon VO5 pour cheveux gras. Choupette veut faire jouer un nouveau disque. Les filles hurlent de laisser aller Tabou et elles s'éparpillent quand Pasqualine sort un vieux disque de Gary French.

*Silence. Simon seul dans la Buick monte toutes les vitres. Les camionnettes passent dans un bruit mou de fumier. Paysage enfumé, noyé sous une teinte métallique. Un type avec une dizaine de montres autour du bras crie quelque chose à Simon en levant le poignet. Une main noueuse de femme traîne un petit garçon habillé dans un costume neuf. Plan gauche sur bazar la poste : un goulot de bouteille de cola écartant des lèvres lippues et des dents blanches ivoire pour laisser couler le liquide rosâtre. Une petite fille plaque son visage contre la vitre chaude. Une hanche avec ceinture de chair brûlée passe dans le champ. Au ralenti : gorge rouge de poisson de grands fonds aspirant sa nourriture. Zoom sur main baladeuse se fermant sur une paire de boucles d'oreille. Plan intérieur : Simon se noie dans sa sueur et les grains de poussière glissent sur les vitres en flonflons de soie liquide, en dégoulinades rougeâtres et en sarabandes d'ectoplasmes déchirant la rétine de l'oeil.*

Lumière rouge. Sous la longueur d'un bloc entre les rues Pavée et des Césars, quatre rangs d'automobiles attendent au croisement, pare-chocs contre feux arrières. Les moteurs ronflent, les tubes suintent. Buick et Chrysler américaines. Peugeot et Citroën françaises. Toyota et Datsun japonaises.

Lumière verte. Les moteurs s'affolent. Les leviers grincent en première vitesse. Les autos s'espacent entre les magasins, la foule et les couleurs vives des affiches.

Dans un moment toutes ces bagnoles crevassées, repeintes, vont se diluer dans Port-au-Prince, la ville étagée sur ses quinze collines (St-Martin, Sans Fil, Bel Air, Canapé Vert, Bourdon, Fort National, St-Gérard, Turgeau, Pacot, Morne-à-tuf, Poste Marchand, Nazon, Bois Verna, Bolosse, Nelhio) avec ses taxis fourmis qui escaladent les rues monte-au-ciel.

La vieille Buick ralentit devant le marché en fer, tourne au coin du vieux terrain d'aviation avant de filer droit vers un motel climatisé de Delmas.

Le corps ficelé dur de Pasqualine debout sur la pointe des pieds coupant la lumière crue dans une métallique dureté. Le torse arqué fléchit à l'aine. La nette épure des cuisses graciles.

Marie-Erna feuillette des romans photos sur le divan.

Marie-Flore marche pieds nus sur le ciment frais et elle pose sa joue contre la vitre de la fenêtre.

La salle éclairée de la fenêtre. Le rayon de soleil divise la pièce en deux pénombres moites.

Michaelle brosse les cheveux soyeux de Pasqualine devant un grand miroir ovale. Choupette file chez le Chinois et revient avec du riz-poulet dans des

assiettes en carton et des bouteilles de coke.

Michaelle caresse la nuque de Pasqualine et embrasse légèrement son cou. Elle lui frotte ensuite le dos avec de l'eau de cologne. Vent de fraîcheur. Et lui masse le visage avec de la crème Nivéa (contre le teint brouillé de peau à tendance sèche) et d'émulsion à la malvidine.

Pasqualine trouve un vieux rasoir, s'assoit sur le tabouret, et ramène doucement une jambe sur la coiffeuse. Elle courbe l'échine. Le rasoir remonte lentement. Pasqualine s'épile complètement une jambe, la bassine avec de l'alcool 60°, se soulève légèrement pour déposer l'autre jambe sur la coiffeuse.

Michaelle lui caresse un moment la jambe bien galbée allongée sur le bois clair. Le tranchant du rasoir fait un bruit métallique.

Pasqualine se tortille dans une méringue de sang. Suées livides perlant aux poreuses voilures de la peau. Cou gonflé comme un saxo de jazz. Artères stellaires. Yeux couperosés. Lacération tamisée.

Marie-Erna mitraille Pasqualine dans tous les sens avec une vieille nikon. Les flashes éclairent un corps luisant.

Simon regarde. Le dos noir de la blatte luisant comme un tesson de verre sombre. Ses fines antennes bougeant sans arrêt. Le pied de Simon l'écrase et elle vomit une matière blanchâtre.

Le soleil s'est retiré complètement de la pièce. Des bruits sourds de la rue parviennent encore. Un léger vent chasse l'odeur sûre de riz poulet.

Choupette légère traverse la pièce en s'essuyant le visage avec un kleenex imbibé de coke et allume une cigarette qu'elle aspire lentement. La pièce en pleine noirceur (fenêtres fermées) tangue comme un bateau dans un rêve d'enfant pervers. Les chiures de mouches glissent en grosses chéchias molles du papier à mouches. Le bout rouge de la cigarette grésille à la face de Choupette comme une plaque de magnésium.

(voix off) — Le journaliste (effrayé) qui filme ces séquences se pose toutes sortes de questions. Est-ce bien ? Est-ce mal ? Sont-elles des prostituées ? Non. Au contraire, elles agressent. Les prostituées subissent. Pourquoi vivent-elles ainsi ? Pour changer la vie.

C'était comment avant ? Pire ou mieux. Eh bien, elles vivaient comme des prostituées non tarifiées. Aujourd'hui elles veulent diriger le bordel. D'où sortent-elles ? De partout. De New-york surtout. Des écoles privées un peu. De l'Université. Des bourgeoisies de province en faillite. Des petites-bourgeoisies de Port-au-Prince. Des banlieues aussi : Delmas, Fontamara, Pétionville. Donc ce sont des filles bien, normales ? Bien sûr ! Qu'est-ce que vous croyez ?

Alors qu'est-ce qui s'est passé ? Il s'est passé ceci : toute la société se démerde pour vivre dans une économie de grapillages et de rapines et on flanque les filles, dans un bestiaire et on leur demande d'attendre leur tout. Ça n'a pas marché... Les voilà dehors. Les pieds dans la vie. Comme tout le monde.

C'est quoi exactement leur affaire ? Comme c'est dit : elles mangent, boivent, fréquentent les grands restaurants, font l'amour tout leur saoûl, dansent dans les boîtes de nuit... et c'est le type qui paie.

C'est pas nouveau ? Oui, c'est pas nouveau ça mais ce qui est nouveau c'est qu'elles ne soient pas des putes pour autant. Comment ça ? Eh bien, elles font ça pour leur propre plaisir. Elles choisissent leur type. Elles ne subissent aucune contrainte. Et ça se passe à Port-au-Prince ? Oui. Et tu as découvert ça comment ?

C'était à Petit-Goâve, en août 72, on attendait « Les Ambassadeurs ». Vers 7h p.m., finalement les musiciens arrivent. Suit une camionette bourrée de filles. J'étais au balcon de chez moi. Je vois ces filles filer en vitesse dans le corridor pour se déshabiller, le seins à l'air, et se laver promptement dans le bassin d'eau qu'on avait au fond de la cour. Après, elles sont reparties comme venues, en vitesse. Elles ont fait ça carrément. J'ai appris plus tard que c'était la terrible 7e flotte qui pillait les hommes, provoquait des émeutes aux festivals, giflait les machos, s'abattait sur les vieux types comme des sauterelles. Si vous les voyiez à l'époque danser entre elles, en avant de l'orchestre, ruisselantes de plaisir et de désir. Des filles libres. Oh, maman, tu m'as jamais parlé de ça. Je les ai fait entrer dans mon cinéma intérieur. Et aujourd'hui les voilà sur pellicule.

La Sainte Nuit se pose sur la Ville. Un soleil drogué titube dans le golfe. La vieille Buick coupe Delmas et remonte ventre-à-terre ruelle Nazon. Plein volume sur le tube des Scorpio. Les filles se maquillent dans le rétroviseur. La vieille Buick prend le tournant au coin de chez Maxime et dévore la rampe. Les filles rient derrière en s'aspergeant de parfum et de poudre. Simon se retourne et reçoit un plumeau dans les yeux. Des voitures descendent. Petites lumières. Grandes lumières. La Buick balance, passe en deuxième, met plein gaz et file vers le tournant de Cabane Créole.

Quelqu'un à ce moment a dû dire quelque chose et tout le monde a dû rire et la Buick a dû prendre le tournant toute pleine de rires. Comme c'est un samedi soir, quelqu'un a dû dire : « qu'est-ce qu'on fait ? » et une fille a dû répondre « on fait toutes les boîtes ». Marie-Flore veut d'abord passer se changer. C'est trop loin, Melle je te prête un corsage et tu mettras les bottes de Pasqualine. Mais non, Michaelle, de toute façon, je dois passer chez moi. Pasqualine a un rendez-vous au Libellule. Ton Papa Sugar peut attendre. Alors, c'est toi qui vas me payer mon chicken basket, parce que j'ai faim. Mais non, on va aller à La Caille. C'est dégoûtant et tu sais que j'ai horreur d'entendre Joe. Est-ce qu'on va passer au Biblos, Michaelle ? Oui et au retour on mangera au Chou-Chou Train. Pourquoi on va pas plutôt au drive-in et faire tout ça après. Toi, Pasqualine, tu sais pas ce que tu veux, tu veux aller au Libellule et tu veux voir un film. Arrête Simon, je sais ce qu'on va faire. On va faire dodo clament les filles dans un grand rire. Simon frappe le volant de ses paumes. Des filles pareilles, c'est du jamais vu. Elles veulent me tourner en bourrique, pense Simon. Ouais, cette ville a vraiment changé. Les choses sont différentes. Avant, on amenait une fille où on voulait, hum ! Dieu seul sait ce que j'ai ramassé de filles avec cette Buick. Alors que maintenant, je suis plutôt un chauffeur. Il me manque juste une casquette. Les filles continuent à rire pendant que Simon revoit avec nostalgie les années heureuses où l'on baisait quasiment à l'oeil. Alors tout ça c'est fini, Papa.

La Buick file. On n'a pas encore de destination. Ça roule.

# Parcours thématique de l'oeuvre poétique de Jean Métellus

Anne Marty s'intéresse beaucoup à la littérature haïtienne. Elle connaît personnellement Jean Métellus, a eu maintes fois l'occasion de discuter « littérature » avec lui. Ici, par le biais d'une étude thématique, elle salue élogieusement son oeuvre poétique.

L'objectif de mon propos n'est pas de livrer une étude exhaustive de la poésie de Métellus, mais seulement de donner envie de la lire à d'éventuels amateurs de poèmes. C'est pourquoi, parmi les nombreuses lectures que l'on peut faire de l'oeuvre si riche de Jean Métellus, je retiendrai la plus immédiatement accessible à l'ensemble des lecteurs, un parcours thématique.

Ernest Dutoit, critique du journal *La Liberté* du 1er novembre 1978 et Dominique Autran de la *Quinzaine littéraire* du 1er novembre 1978 s'accordent à reconnaître « le caractère concret » de l'écriture du poète. Le premier écrit : « À dire vrai il nous est rarement donné de lire une poésie aussi peu abstraite que celle de Jean Métellus ». Quant au second critique, il avoue : « le caractère extrêmement concret et direct de son écriture, concrétion d'images lourdes, chacune d'un certain poids de terre, de pierre, d'eau. » Par contre, Sylvio Baribon dans « Poésie vivante d'Haïti » préparée en collaboration avec Raymond Philoctète cite un poème de Métellus qui témoigne au contraire d'une écriture abstraite. Pourquoi donc ce jugement de nos critiques ?

*par Anne Marty*

C'est que le premier des thèmes, que le choix des éditeurs nous ait révélé, est celui de la TERRE, terme employé dans le sens le plus large d'ailleurs, comprenant aussi bien les minéraux, que toutes les productions de la nature vivante, le monde en général, la planète avec l'eau, la mer, le ciel. Mais, en fait, la TERRE, pour le poète c'est avant tout le pays natal, ce « Haïti, Haïti » lancé dans de nombreux poèmes dont on ne sait s'il s'agit d'un appel au secours, d'un cri d'alarme, ou d'une apostrophe amoureuse. Évocation du souvenir et retour à l'enfance :

*Viens bercer ma joie de retrouver*
*L'horizon maternel du matin*
*Haïti, Haïti*

la terre du poète éclate de luxuriance, luxuriance qui apparaît dans l'énumération des productions terrestres : fleurs, fruits, plantes, caféiers, bananiers, orangers, épis, tubercules (igname), graines, légumes ; dans l'énumération de certains animaux petits et près du sol, de préférence comme les termites, les crapauds, papillons, sauterelles, coccinelles, scarabées, fourmis, maringouins, oiseaux, puis serpent, chèvre, bouc ; dans la présence des arbres, comme l'arbre à pain qui, devenant un personnage mythologique, tient un discours, le mapou ou le cocotier « aigle végétal ». La luxuriance s'exprime dans les diverses formes que prend la terre : pelouse, campagne, champ, colline, morne, montagne, vallon, mer, soleil.

Les procédés d'animation constants comme la personnification des éléments ou les interférences entre l'animal et le

végétal, donnant naissance à des expressions comme « lèvres des pantalons », « chevelure des maïs », ou « la fleur ouvre ses pétales au bourdonnement de la ruche », « une pelouse dresse l'oreille », ou encore « la terre roulait sur son corps les rayons du soleil levant », « la glèbe entière fourmillera de graines et de drupes », expressions qui associées à des verbes d'action créent la sensation de profusion et de surabondance de vie. Cette même sensation est rendue par des formules totalisantes comme : « le monde est grand, l'univers incommensurable » puis : « l'univers entier est enclos dans nos corps, les plantes, les animaux, les eaux et les esprits roulent dans nos mains » et qui témoignent, de la part du poète, de son désir de possession ou de maîtrise du monde.

La mer ou le soleil, géniteurs, à leur manière, sont intimement liés à la terre ; leur unité est même reconnue par les dieux du Vaudou :

*Ô bonheur d'assister au plaisir de la mer*
*À la délégation de ses pouvoirs aux dieux des Mornes et de la terre.*

D'ailleurs, Ogoun du panthéon vaudou, dit :

*Je n'étais pas seulement le dieu de la terre d'Haïti*
*J'étais le dieu des océans.*

La terre et la mer sont mères complices de toute transplantation. L'Ode à la mer dans « Au Pipirite Chantant » n'est pas sans rappeler parfois Saint John Perse et certaines fois Claudel.

Cette luxuriance, loin d'être dépourvue de violence, charrie avec elle aussi bien la vie que la mort. Terre d'enfantement, Haïti est aussi terre de destruction. L'antithèse et le contraste sont des procédés qui martèlent régulièrement l'évocation de cette terre. L'auteur parle de la « terre éraflée », des flancs des mornes qui « bâillent de colère » après l'ouragan, l'inondation, ou la brûlure du soleil.

D'ailleurs, les insuffisances, les manques, les souffrances de cette terre sont toujours suggérés par une abondance, un excès de quelque chose, en négatif, cette fois :

*Et la campagne merveilleuse croqueuse et pourvoyeuse d'énergie*
*Mais aussi, asile obscur des spectres et de la peur,*
*Aire du gosier et du peuple, lave ses tabliers aux larmes du paysan.*

L'évocation de la terre haïtienne a une fonction bénéfique auprès du poète : se laisser prendre par ses éléments, se laisser envahir par le détail, le mouvement de mort et de renaissance de cette nature, le fait de la formuler, lui permettent d'échapper à son angoisse et de retrouver l'espoir en la vie comme si les mots de la nature haïtienne avaient un effet restructurant sur le poète. Qui, à la lecture d'« Au Pipirite Chantant » ne pensera pas aux tableaux des peintres naïfs haïtiens comme ceux d'Hector Hyppolite.

Bien qu'à mon sens faisant partie intégrante de la nature haïtienne d'abord, l'AUBE, thème auquel le poète réserve un sort particulier, est abondamment évoquée sous des vocables intéressants. Le plus digne d'intérêt est celui de « Pipirite Chantant ». L'auteur précise que « Le Pipirite est le premier oiseau à chanter le matin en Haïti », un peu comme l'alouette sous nos climats. On trouve aussi « langue de l'Aurore », « Azur trempé de lumière », « Souffle du jour », « arôme agreste de l'aube », « Nouvelle Promesse », « Matins fleuris de mon enfance », « Flammèches du jour », « Le roucoulement de l'aube ».

C'est dans l'évocation d'un souvenir d'enfance que l'auteur inscrit ce moment précis de la vie quotidienne :

*Et le paysan haïtien enjambe chaque matin la langue de l'aurore*
*Pour tuer le venin de ses nuits et rompre les épines de ses cauchemars*
*Et dans le souffle du jour les loas sont nommés.*

À la lumière d'un autre poème, le sens de l'AUBE s'éclaire d'une dimension nouvelle :

*Au Pipirite chantant tout se meut dans ma tête*
*Je m'accroche à un fruit qui mûrit et aux champs que je me peuple...*
*Et l'angoisse danse dans l'oasis de mon âme*
*Et tout vibre vêtu de tristesse*
*Tachant l'aurore de mes sens*
*Éventant des visions inouïes.*

Source d'espoir, ce moment ranime sa confiance en lui :

*Doucement le profil de l'aurore se dessinait*
*les noeuds de la détresse se défaisaient.*

De plus, l'aurore est associée aux héros positifs de son oeuvre comme J.J. Dessalines Ambroise ou Jacques Stephen Alexis.

En effet, c'est le moment de la plus grande communication avec les dieux, le moment où se libère l'inspiration, le moment où le verbe atteint son plus grand degré de puissance.

Est-ce parce qu'aux yeux du poète c'est le moment privilégié où les sens sont remarquablement harmonisés entre eux ? Au fur et à mesure que l'on parcourt les oeuvres, on est frappé par le besoin impérieux qu'a l'auteur de nommer les sens humains. Est-ce le scientifique, le neurologue qui se découvre dans cette obsession ?

*Couleur, saveur, odeur ont voltigé sous la machette du paysan*

ou bien en parlant du paysan :

*Il déboute la misère de tous les pores de son corps*
*Et son oreille croit plus à la patience des végétaux.*

Évoquant les héros positifs de son passé, il dit à propos de J.S. Alexis et d'Ambroise :

*Ils avaient consumé leurs sens dans l'orgasme des mots.*

Et à propos de Malcolm X :

*Un fleuve de raison éclairait ses sens.*

consacrant l'union absolue de l'esprit et du corps :

*Bénissez l'accouplement... de l'esprit et du corps.*

L'opposition Noir-Blanc s'orchestre en rythme binaire étayant vigoureusement l'expression de sa colère. C'est dans ce cadre que la violence du poète, associée au viol sexuel éclate avec le plus de virulence :

*L'incontinence raciste a souillé tes ancêtres.*

L'itinéraire de Malcolm X donne l'occasion au poète de recréer le monde religieux, d'où le sentiment de revanche

n'est pas exclu :

*Le Christ était noir... fuyez l'homme blanc.*

et d'institutionnaliser le racisme sur le plan politique : le pouvoir noir

*Maudits d'Amérique, Noirs de toutes religions notre débat est politique...*
*C'est le moment de la mitraille.*

Rappelant le mythe du zombi, il reconnaît l'aliénation économique et culturelle du monde noir, Noirs des Antilles, d'Afrique, d'Amérique et de celui que, dans les pays d'Europe, il nomme le responsable : le Blanc. Si à cette occasion, la violence, manifestée d'abord dans Malcolm X, s'atténue un peu, il n'en demeure pas moins que le poète a du mal à dépasser le problème racial :

*Arrière zombis*
*Africains du monde entier*
*Nègres d'Amérique et des Antilles*
*Zombis de Rome ou de Moscou*
*Nègres tamisés par l'aventure occidentale.*

Ce qui suggère le refus de toutes les idéologies parce qu'établies par les Blancs et implique, alors, la création d'une idéologie noiriste qu'il reste à définir.

La violence des rapports entre les êtres est formulée, de manière plus ou moins discrète, par la présentation d'une gamme d'exploiteurs : « La classe des possesseurs a cloué Haïti » à propos desquels reviennent souvent les mots « profit » et « capital » : arpenteur, notaires, avocats, fondés de pouvoirs, spéculateurs, officier de police rurale, etc. depuis Colomb, les négriers, les bénéficiaires de la traite, jusqu'aux exploiteurs modernes des immigrés dans les pays industrialisés « Les damnés de la vie ».

L'exploiteur, symbolisé par le Klu Klux Klan est violemment stigmatisé sous les défroques de ce dernier ; gamme d'exploiteurs à laquelle s'oppose tout un cortège d'exploités sans nom pris en compte par ses héros positifs. Le symbole de l'exploité, tiré du mythe (ou réalité) haïtien, est celui du Zombi :

*Sur cette terre maudite d'Hispaniola, tu as conçu une nouvelle créature*
*L'homme sans besoin, sans souci, enfin sensé...*

symbole de l'homme aliéné par l'exploitation du colon mais le poète précise :

*Ah ! cet homme ne connaît que l'envers du monde car son Esprit est pétrifié par la parole d'autrui, enveloppé des ombres du déclin*
*De ruines bleues du mensonge.*

Le poète a une conscience aiguë du pouvoir du mot, créateur libérateur, ou aliénant.

Bien évidemment, les êtres humains présentés dans l'oeuvre révèlent le poète. D'ailleurs, la plupart des poèmes s'inscrivent dans une structure dialoguée.

*L'Humain* — Nous allons voir les différentes formes sous lesquelles se présente l'être humain dans l'oeuvre de Jean Métellus. Le premier qu'il nous est donné à voir est le paysan haïtien. Même s'il est parfois campé sous des formes très réalistes, on ne se méprend pas sur la valeur symbolique de ce personnage, toujours nommé au singulier précédé de l'article « généralisateur » (le). « Ce prince d'avant-jour » est auréolé de gloire. L'auteur insiste sur son extrême patience, sur ses rapports avec l'au-delà (prière, exorcisme) et son maniement de la parole :

*Il conte à la terre ses misères*

et quand le paysan (il) devient « Je » : « Mon chant nocturne et matinal. » « parmi les mots qui croissaient et s'allumaient en lui ; » La confusion volontaire de « chant » et « champ » est particulièrement intéressante chez Métellus. Nous y reviendrons. À tel point qu'on n'est pas étonné lorsqu'à propos des héros positifs et ancêtres noirs qui ont jalonné les étapes de son passé, il dit :

*Ces laboureurs offensaient les vertus stériles.*

Il s'agit là précisément de J.J. Dessalines Ambroise et de son compagnon de route J. Stephen Alexis qui font l'objet d'un de ses poèmes dans « Hommes de plein vent ». Après les héros haïtiens, Dessalines, Toussaint, Christophe, Péralte, il salue des héros africains comme Luthuli, Chaka, Lumumba et des héros américains comme Che Guevara ou Malcolm X.

Ce qui fascine Métellus chez les premiers, c'est que grâce au pouvoir magique de leurs paroles ou de leurs écrits, ils ont pu recréer un monde de justice, d'égalité, de bonheur, un monde qui rendrait l'espoir non seulement au poète lui-même mais encore à tous les opprimés.

Quant à Malcolm X, le poète nous retrace son itinéraire dans un long poème, manifestant son admiration pour cet homme issu de la misère la plus abjecte et devenu, grâce à la religion d'ailleurs, un leader intellectuel et politique.

Il est un héros plus complexe et ambigu par lequel le poète est fasciné : Christophe Colomb, un « ancêtre blanc » dirai-je, vis-à-vis duquel l'auteur reste très lucide mettant en valeur les failles et les faiblesses tout autant que les rêves de grandeur et d'espoir. Il faut dire que Colomb présente d'après le poème bon nombre de points communs avec le poète : homme du voyage et de l'exil qui a dominé grâce à sa science (connaissances véhiculées par la religion catholique), son milieu social :

*Roturier, promu roi par Sénèque et les Saintes Écritures*
*le plébéien a vaincu le monde*
*Comme le Christ a vaincu les hommes.*

Et son ambition, son désir de posséder le monde n'a plus de limites, et, cherchant la caution de son Dieu pour son entreprise, Colomb dit dans sa prière :

*Embrasser le monde, mon Dieu, est-ce une soif insensée ?*

La parole d'un sage conseiller aurait voulu mettre un frein à la démesure du héros :

*Si ton acte devait immoler à jamais le monde ?*

Je ne sais si c'est seulement le port du même nom qui permet le rapprochement, mais les passions et la psychologie de Christophe Colomb ressemblent étrangement à celles du grand roi Christophe (Henri Christophe), 2e Chef d'état de l'histoire politique haïtienne.

La présence, dans l'oeuvre, d'ancêtres, de héros-symbole participe d'une quête d'identité.

Puis, c'est le tour de l'évocation de la femme : La femme noire d'abord sous une forme réaliste, dans sa fonction de génitrice, dans sa relation à l'enfant :

*La mère engrosse la terre pour pouvoir*
*Donner du lait à son enfant*

faisant face hardiment aux difficultés du sort :

*Cheveux dénoués, narines inquiètes, tâtant les miettes de la vie*
*Les yeux affamés de signes*
*oreilles en alerte, intrépides, mesurant le champ*
*Du silence...*

La femme est présentée extrêmement active, travailleuse infatigable, très peu séduisante, jamais séductrice :

*La mère, la mère debout a fait le tour de la maison*
*Saoûlée, sans sourire et sans sexe, sans loisir,*
*Sans désirs, elle s'attaquait aux vapeurs de la peur...*

Un peu plus loin, il se fait plus lyrique :

*Femme noire, raison de mon chant*
*champ de ma joie*
*fontaine de mes paroles*
*source de baisers et d'offrandes*
*Les souvenirs ébranlent ma chaleur*
*Car loin de toi mon coeur n'a pas d'assise*

Elle est celle qui prodigue la tendresse et celle qui donne la force, le tuteur, réunissant des fonctions féminines et masculines :

*Cheville de ma joie*
*Levier de mes nuits*
*Rochers blessés*
*Proue flétrie*
*Matins fleuris...*

ou bien il la voit : « douloureusement belle au front poli par la pluie ». Et le lyrisme atteint son apogée dans l'évocation de la MER, somptueuse veuve, séduisante, énergique, mystérieuse, s'opposant d'une certaine façon à la mère précédemment évoquée.

Mais lorsqu'il fait parler la femme-mère, c'est pour en faire la servante dévouée de ses enfants (de ses fils, il faut entendre) :

*Mes enfants, je les multiplierai pour rafraîchir le monde*
*Je les rendrai puissants*
*Je les rapprocherai l'un de l'autre*
*Je leur donnerai pour héritage la planète...*

c'est un chant de reconnaissance que l'auteur adresse à sa mère qui a su lui donner la puissance, le pouvoir de dominer le monde.

*L'enfant noir* est aussi dépeint dans sa lutte pour la vie, apprivoisant, sans toutefois renoncer au jeu, la faim, l'humiliation, la maladie, animé malgré tout par le goût de la vie.

## Pouvoir mystique et puissance du mot

La religion est toujours présente dans l'oeuvre de Métellus aussi bien sur le plan formel que du point de vue du contenu. En effet, prolifèrent des vocables empruntés au langage religieux. Le ton est souvent celui allusif des prophètes, ou incantatoire des sorciers et des textes des religions révélées. L'utilisation fréquente du verset n'est pas sans rappeler le rythme des psaumes des religions judéo-chrétiennes, ni celui des Hymnes grecs influencés par le langage des oracles et des Pythies.

Il y a la religion Vaudou et son cortège de dieux invoqués par le paysan pour se rendre favorable la vie, lieu de ses espoirs. Les dieux-loas, anthropomorphes, incarnant la toute-puissance du bien et du mal, ont pouvoir par l'intermédiaire du mot et du geste de recréer le monde selon le désir de ceux qui les servent. Le Vaudou, lié souvent à une Afrique idéalisée, même s'il n'en a jamais été personnellement un adepte, l'auteur le reconnaît comme moyen de connaissance, élément d'authenticité, de force, de cohésion, de résistance et de libération du peuple haïtien, au point qu'il écrit :

*Les églises passeront mais le Vaudou ne passera pas.*

Il y a, en outre, quelques allusions à la religion des Indiens, aux dieux Aztèques, à celle des Hindoux, des Hébreux, et à celle de l'Islam.

Enfin, le catholicisme est de loin la religion la plus présente. Il est vrai qu'elle a pétri le poète depuis sa plus tendre enfance. Son attitude, d'ailleurs, par rapport à la religion, présente une ambivalence certaine : il lui manifeste, tout d'abord, comme une reconnaissance qui lui a permis d'atteindre à la science, et au pouvoir intellectuel. En effet, c'est à travers les écoles congréganistes, ou les missionnaires de tout bord, que les natifs du Tiers-Monde et même les pauvres des pays développés ont accès à la connaissance : Colomb, Malcolm X. Le poète reconnaît donc que l'adhésion à la religion est une étape parfois nécessaire. En outre, ce qui a fasciné l'auteur dans la religion, c'est qu'elle lui est toujours apparue comme porteuse d'*espoir* pour le peuple, et porteuse de *puissance* pour les initiés. Il est vrai qu'avant le mode d'approche scientifique du monde, la religion représentait le système de connaissance absolu, la maîtrise exacte non seulement de l'environnement spirituel et social mais aussi matériel : éminent mode de possession.

Puis, c'est la révolte contre cette idéologie mystificatrice, démagogique, souvent associée au pouvoir blanc, au capital, au profit :

*Et que veut dire la science divine*
*Dieu, Yahvé, Christ, Allah, Morman ?*

ou

*Basculons la science zombifiante et les ferveurs christicoles des colonisations.*

D'ailleurs, cette énumération qui pourrait être un étalage des diverses religions, montrant leur ressemblance, les présentant avec les mêmes fonctions, révèle la distance que l'auteur a prise vis-à-vis d'elles et la nécesité de les dépasser.

En effet, un élément qui préside à la force de la religion, est l'utilisation du *mot*, du *verbe*, doté du pouvoir magique par excellence. Mais, le poète a réalisé, un jour, l'ambivalence du pouvoir du mot ; souvent ce dernier, tel celui de J.J.D. Ambroise, procure l'extase :

*Celui qui sait manier les mots peut conduire l'homme au paradis.*

Mais aussi, il asservit les hommes, et toujours les plus démunis, il « zombifie » :

*Ah ! cet homme ne connaît que l'envers du monde car son esprit est pétrifié par la parole d'autrui...*

par le mensonge. Ou bien :

*L'éclaboussure des discours des maîtres du monde immobilisé*
*Les noirs sur les boulevards radioactifs de la civilisation crispée et de la culture enfumée*

Et le poète nous précise quelque part comment on passe de la Religion à la poésie :

*Le voeu humain est d'attendre les dieux*
*La parole a mission sanctifiante.*

Pouvoir mystique et puissance du mot sont donc, étroitement liés. Il faut reconnaître que de tous les modes d'appréhension du réel et de la vie, la poésie est celui dont Métellus ne nous invite pas à nous méfier, contrairement à ce qu'il a fait pour la religion, la politique et même la science.

## Conclusion : caractéristiques de la poésie de Métellus

Voyant, prophète, inventeur, l'ambition du poète Métellus comme celle de ses personnages, est illimitée : « J'interpelle », « J'éveille », « J'embrasse », « Je déporte », « Je peuple », « J'investis », « J'allume », « J'assiège », « J'associe », « Je me souviens ». Mais elle n'est pas gratuite ; il dit être investi d'une mission, porteuse de vie et d'espoir, semblable à celle du paysan quand il travaille la terre, à celle de l'initié en relation avec les dieux et les hommes, à celle du leader politique dans son rapport avec le peuple, à celles du savant dans ses rapports avec la matière, et les dépassant tout à la fois :

*Ma joie de semeur est d'enrichir la plaine.*
*Et naisse enfin la fanfare des hommes libres*
*Comme une explosion fervente, comme l'aurore*
*Des Antilles et l'alliance des îles.*

ou bien :

*Applaudissons la vie et recréons les continents violés*
*Nous avons tout pouvoir sur les satrapes de la raison*
*À nous les nouvelles naissances.*

ou encore :

*Et à cette aube radieuse qui tarde à se lever*
*Car j'entends s'approcher les pas d'une époque glorieuse*

Cette époque du pouvoir, par l'intermédiaire de la poésie, qui sous-tend un immense désir de possession, une étonnante volonté de maîtrise du monde, loin d'être dépourvue de violence, s'exprime de manière très contrastée et ambivalente. Force et faiblesse, espoir et désespoir, bien et mal, jouissance et crainte, désir et manque, liberté et aliénation, peuple et dirigeants, sont appréhendés dans un même mouvement, « La joie pressant l'assaut de la tristesse », tantôt ample comme celui de l'incantation, tantôt bref, binaire, antithétique, chargée de colère et de révolte. Peut-être aussi cette violence est-elle profondément animée par un désir de revanche lié à une blessure narcissique ancestrale. Mais la lucidité du poète est telle qu'il se méfie même de ce qu'il possède. La poésie de Métellus est une poésie de l'abondance, dans l'amoncellement des objets, dans la richesse des associations, l'utilisation des mots savants, le constant souci d'animation du monde recréé. C'est une poésie dynamique, baroque, d'où la fantaisie et l'humour ne sont pas exclus. L'inspiration du poète, d'une densité généralement réaliste qu'on peut rapprocher du « Réalisme merveilleux » défini par J.S. Alexis pour caractériser la création poétique de la Caraïbe, peut aussi se révéler plus abstraite comme dans « Poèmes inédits ».



KA.F.A.N.M.
8833 Boul. St-Michel, 2e étage
Mtl. P.Q. H1Z 3G3

Bonnes nouvelles pour les femmes haïtiennes vivant à Montréal !

Un centre d'animation et de consultation pour femmes vient d'ouvrir ses portes dans le quartier de St-Michel.

Le centre a pour objectifs de rejoindre les femmes haïtiennes afin de leur permettre de se regrouper et les aider à trouver des solutions à leurs problèmes. Le centre promet de faire un travail intense dans le but d'informer, orienter et aider les femmes haïtiennes en difficulté.

KA.F.A.N.M. s'adresse à toutes les femmes haïtiennes chefs de famille seules ou en détresse qui ont besoin de conseils, aide ou informations ou qui veulent tout simplement se regrouper afin de briser leur isolement.

KA.F.A.N.M. offrira de plus des activités de loisirs, des cours de groupe, d'éducation physique, etc.

Deux permanents seront là tous les jours de 9h à 4h attentives et disponibles à toutes les demandes des femmes haïtiennes.

Source : Élizabeth Philibert ou
Marjorie Brès
KA.F.A.N.M.
326-4444

# La Grenade, l'Amérique centrale et nous

On croyait « le gros bâton » sinon rompu du moins remisé aux oubliettes de l'histoire. Il semblait en effet qu'à la lumière des changements décisifs intervenus dans le rapport des forces à l'échelle internationale (Vietnam, Iran, Nicaragua, etc.), les États-Unis avaient commencé à prendre un tournant vers l'ouverture, la tolérance raisonnée et le recours au dialogue dit constructif.

## Les prétextes de l'invasion : mythes et réalités

Depuis mars 1965, date du débarquement des *Marines* à Saint-Domingue, il n'y a pas eu d'intervention *caractérisée* des États-Unis dans le sens de « la politique du gros bâton ». En fait — et c'est là que réside la mystification — il y a bien eu interventions (voir le Chili d'Allende, la Jamaïque de Manley, le Nicaragua sandiniste à l'heure actuelle, etc.) mais par d'autres moyens et sous d'autres apparences : complots téléguidés, sabotages, guerre psychologique, désinformation, puis *intervention* de forces locales. Pourquoi alors, dans le cas de la Grenade, le retour à la politique de la canonnière, près de vingt ans après Saint-Domingue ?

On connaît à saturation les prétextes invoqués par l'administration Reagan pour justifier l'invasion du 25 octobre 1983 : risque pour les étudiants américains de l'école de médecine de St-George d'être pris en otage par les nouveaux dirigeants militaires ; construction de bases soviéto-cubaines surtout à Pointe Salines où les Cubains construisaient un aéroport international ; absence d'un gouvernement légitime depuis l'assassinat de Bishop ; risque de déstabilisation des pays de la Caraïbe ; nécessité de restaurer la démocratie dans l'île, etc.

*par Cary Hector et Frantz Voltaire*

Autant de prétextes qui se sont révélés inconsistants voire carrément faux à la lumière des nombreuses informations qui ont pu circuler dans la presse américaine et internationale après le *black out* (il faut dire : censure) imposé pendant cinq jours à celle-ci par l'armée américaine d'invasion. Nous ne reprendrons pas la liste des démentis déjà apportés aux contre-vérités diffusées par l'administration Reagan (voir *The Village Voice*, 22 novembre 1983 ; *Le Monde diplomatique*, décembre 1983, etc.). Quant aux « 19 mensonges » proférés par cette administration, particulièrement en rapport avec Cuba, le président Fidel Castro les a réfutés un à un, avec défi et fermeté, dans son discours du 14 novembre prononcé lors d'une cérémonie funèbre en l'honneur des Cubains morts à la Grenade (voir *The New York Times*, 15 novembre 1983 ; *Haïti Progrès*, 30 novembre au 6 décembre 1983). On sait qu'entre-temps les États-Unis ont mis une sourdine à nombre de leurs affirmations fracassantes. Ce qui ne les empêche pas par ailleurs de continuer à faire beaucoup de bruit autour des « documents secrets », « caches d'armes » et autres découvertes « compromettantes », mis au jour à la Grenade. On ne perdra rien à attendre pour se rendre compte que là aussi l'écran de fumée va se dissiper comme par enchantement.

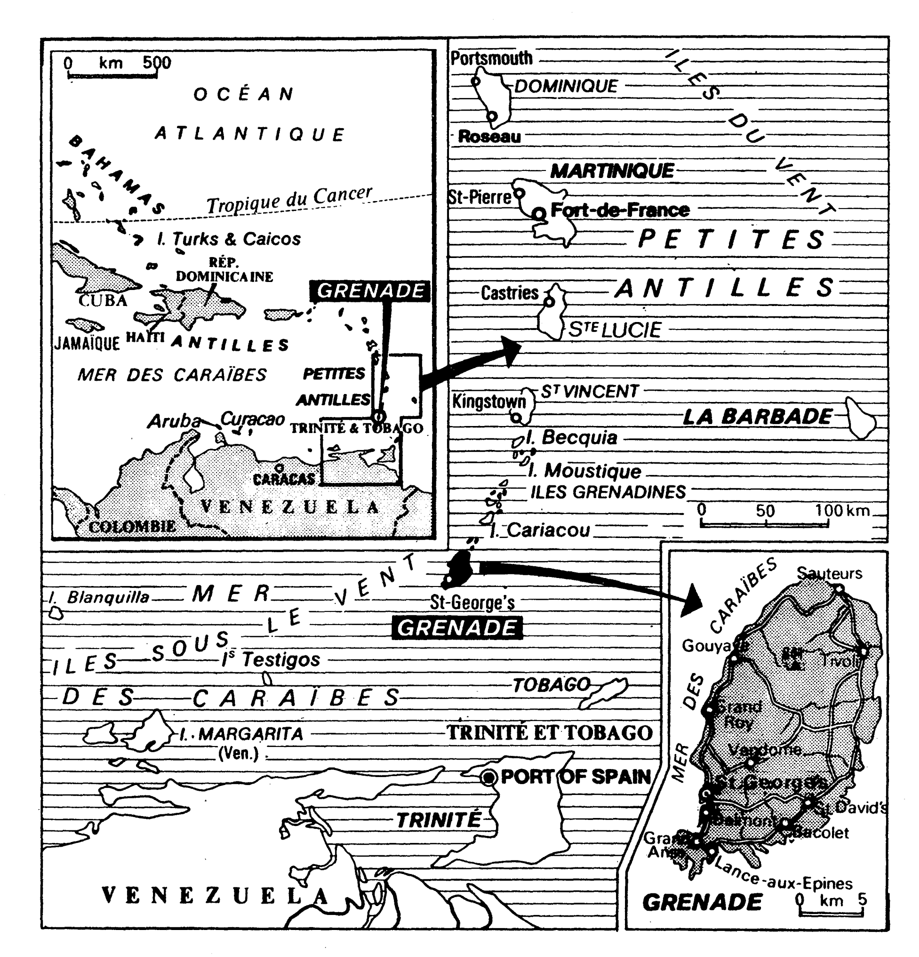
Qu'en est-il ?

Dès la prise de pouvoir par le *New Jewel Movement* en 1979, les États-Unis avaient démontré leur hostilité au nouveau régime et ce malgré les tentatives du gouvernement de Maurice Bishop d'établir des rapports normaux avec Washington. À peine élu, le président Reagan déclenchait les hostilités contre

la Grenade, le Nicaragua et surtout Cuba qu'il accusait de connivence avec l'URSS pour « exporter » et entretenir la « subversion » en Amérique centrale. Il s'agissait, en un mot, de mettre un frein aux révolutions ou transformations révolutionnaires en cours dans la région. En priorité : contenir l'avance des forces populaires au Salvador grâce à une politique d'assistance massive, transformer le Honduras en une base d'intervention militaire dans la région, fomenter la contre-révolution au Nicaragua, liquider le régime de Bishop à la Grenade. On connaît les diverses opérations (« overt and covert ») en cours en Amérique centrale et, de façon spécifique, les préparatifs d'invasion du Nicaragua.

Dans le cas de la Grenade, l'opération « Urgent Fury » du 25 octobre 1983 était en oeuvre depuis au moins deux ans. Dès août 1981, l'*Alliance Atlantique* préparait les secondes plus grandes manoeuvres navales depuis la seconde guerre mondiale sous le nom de code : « Ocean Venture 81 ». Durant ces manoeuvres les forces de l'Alliance devaient affronter les forces communistes dans l'Atlantique Nord et Sud, dans les Caraïbes et la mer Baltique. Il s'agissait de faire face à deux ennemis : l'un, Cuba (nom de code : RED) et l'autre qualifié simplement de « our ennemy in the Eastern Caribbean » ; nom de code : *Amber and the Amberines* (pour la Grenade et les Grenadines).

Le scénario ainsi conçu se présentait comme suit : après une prise d'otages américains par le gouvernement d'Amber et la rupture des négociations avec ce dernier, les États-Unis intervenaient pour libérer les otages et aussi, dans leurs propres termes, afin d'installer « a regime favorable to the way of life we espouse ». Les préparatifs de l'invasion eurent lieu à l'île porto-ricaine de Vieques sous le commandement du contre-amiral Robert P. McKenzie, responsable du « Caribbean Task Force ». On aura reconu, sous ce scénario à peine voilé, ce qui allait effectivement se dérouler à la Grenade dans les derniers jours d'octobre. Le Premier ministre Maurice Bishop avait lui-même, en août 1981 et en d'autres circonstances, publiquement dénoncé la préparation d'une invasion de son pays par les États-Unis.




## Le contexte immédiat de l'invasion

Militairement, envahir la Grenade était pour ces derniers plus qu'un jeu d'enfants : une île de 350 km², peuplée de 110 000 habitants, dépourvue de forces aériennes et navales, dotée d'une armée officielle de seulement 2 180 hommes et d'une milice de 8 000 civils. Le principal obstacle était d'ordre *politique* : sur le plan intérieur, Bishop jouissait d'une popularité effective et réelle ; d'où l'incapacité voire l'impossibilité pour les États-Unis de lui trouver une figure de rechange (il aurait été sans doute impensable de remettre en selle, au nom de la démocratie, l'ancien dictateur Eric Gairy, personnage fantasque et farfelu, totalement discrédité). Sur le plan extérieur, Bishop pratiquait une politique d'équilibre instable : alliance avec Cuba et l'URSS mais aussi maintien de la Grenade dans le *Commonwealth* avec participation dans les institutions caribéennes comme le CARICOM (Communauté économique des Caraïbes), ce malgré l'hostilité des dirigeants de la région, dont notamment Tom Adams de la Barbade.

*Le prétexte immédiat de l'invasion a été fourni aux États-Unis par la désintégration du processus politique grenadin*, cristallisée, on le sait, dans les événements qui se sont déroulés du 15 au 19 octobre : après le coup d'État perpétré par le Vice-ministre Bernard Coard et le général Hudson Austin, le Premier ministre Bishop est tour à tour destitué, assigné à résidence, libéré par la population, puis crapuleusement assassiné par l'armée. La suite est connue : état d'urgence et couvre-feu instaurés par le Conseil militaire révolutionnaire que préside Austin ; pourtant : vide de pouvoir et isolement du nouveau régime, notamment par suite de sa condamnation sans appel par Cuba. Puis l'invasion américaine.

Certains analystes ont voulu voir dans cette invasion l'occasion rêvée d'une victoire facile pour les États-Unis et d'une riposte circonstanciée à l'attentat-kamikaze de Beyrouth qui a coûté la vie à plus de deux cents *Marines*. Les États-Unis mettraient ainsi en pratique « l'escalade horizontale », nouvelle doctrine stratégique mise au point en juillet 1982 et selon laquelle la contre-attaque amé-

ricaine face à une « agression soviétique » doit se faire, non pas frontale, mais ailleurs, dans les régions où l'URSS serait « vulnérable » (voir le quotidien français *Libération* du 26 octobre 1983). D'autres mentionnent des « inquiétudes liées au transport du pétrole » dans la région comme un « motif non déclaré » de l'invasion américaine (voir *Businessweek*, 7 novembre 1983).

Il nous apparaît futile de nous perdre en conjectures sur *le* facteur précis à la base de la décision américaine d'invasion. Qu'il y ait eu certes une *conjonction de facteurs décisionnels* nous semble au-delà de tout doute. Par contre, une circonstance déterminante saute aux yeux : la décision d'invasion aurait été tout à fait hasardeuse, i.e. privée de prétexte politique *immédiat* et de sa mascarade légaliste si, *à ce moment-là*, les États-Unis et leurs marionnettes des Caraïbes avaient trouvé en face d'eux une direction révolutionnaire unie puis, avec et derrière elle, une population résolue à résister à l'agression. L'histoire confirmera-t-elle que les luttes de tendances au sein du gouvernement grenadin (lesquelles se sont révélées *fratricides*) auront facilité et accéléré la réalisation du projet américain de liquider le processus révolutionnaire amorcé par le *New Jewel Movement* en 1979 ?

## Quelques leçons de l'invasion de la Grenade

Dans son édition du 28 octobre – 4 novembre 1983, *Haïti Observateur* attire, avec raison, l'attention sur le « dangereux précédent » de l'invasion de Grenade, sur « l'hypocrisie du président américain » et sur « la vraie signification » que prennent pour les États-Unis les concepts de « justice », de « démocratie » et de « respect des droits humains ». Nous aimerions prolonger ces observations par quelques réflexions qui nous semblent fondamentales, surtout en rapport avec Haïti et ses perspectives de rénovation/libération nationale.

Sur un plan général, l'on ne martèlera jamais assez une constante de la politique américaine vis-à-vis de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : le gouvernement des États-Unis n'a jamais accepté de bonne foi l'existence, dans l'hémisphère occidentale, de régimes authentiquement indépendants, d'orientation national-populaire et ouverts aux solidarités et alliances extra-continentales. Que ces gouvernements soient de plus traversés ou influencés par des courants socialistes voire de social-démocratie, dès lors, ils sont voués aux gémonies de la puissance américaine qui déploie en conséquence *tous* les moyens pour les isoler, les asphyxier ou les déstabiliser : du Guatemala de Jacobo Arbenz (1953), en passant par Cuba (de 1961 à nos jours), la République Dominicaine (1963-1965), le Chili (1973), le Nicaragua (depuis 1979), la Jamaïque (1980), jusqu'à la Grenade de 1983, ces gouvernements ont été considérés comme « ennemis » des États-Unis et, comme tels, susceptibles d'anéantissement.

Ce manichéisme idéologique a pour corollaire que les États-Unis ne se font pas trop regardants vis-à-vis de régimes décriés qu'ils considèrent « amis ». Ceux-ci peuvent être corrompus jusqu'à la moëlle, emprisonner, torturer, assassiner, etc. comme bon leur semble, pourvu que ce soit au nom « d'idéaux » partagés par les États-Unis et en appui à leurs « intérêts vitaux ». Bien entendu, cette vision peut être exacerbée comme actuellement par l'activisme belliqueux du *reaganisme* ou atténuée conjoncturellement comme pendant l'intermède réflexif de Carter (politique des droits de l'homme).

Or, face à ce qui s'avère être un axe structurel de la politique américaine, historiquement renouvelé et mis à l'épreuve, il faut savoir que les différents représentants et dirigeants du gouvernement américain tiendront, sous des apparences diverses, *le même langage* et recourront, selon la conjoncture (intérieure et internationale) à des moyens divers mais poursuivant *le même objectif* : l'anéantissement de « l'ennemi ».

Cette position de principe est encore aggravée par la polarisation *Est-Ouest* qui, à l'heure actuelle, fournit *le prisme dominant* à travers lequel les États-Unis de Reagan perçoivent la plupart des conflits politiques et sociaux qui agitent bien des régions du monde. Malgré les expertises en sens contraire (le rapport Brandt), la dimension *Nord-Sud* de ces conflits (i.e. les problèmes de politique, d'économie, d'organisation gouvernementale, etc.) passent à l'arrière-plan.

*Dès lors, que deviennent l'autonomie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?* Il faut bien constater qu'il s'agit là de grands principes, conquis au prix de luttes nationales exemplaires, mais dont le respect et l'application effectifs demeurent sujets aux rapports de forces et alliances favorables aux peuples *qui s'en donnent les moyens*.

Ces moyens s'entendent sur le plan à la fois interne ou national et international.

Un peuple déchiré, affaibli, ballotté à hue et à dia, au surplus privé de *leadership conséquent*, ne saurait ni trouver en lui-même les ressources indispensables à l'affirmation de ses droits ni espérer insuffler à d'autres des motifs suffisants de solidarité. Quant aux forces et alliances d'appui à l'échelle internationale, elles ne sont pas acquises d'emblée, par le simple bon vouloir. Surtout, elles ne se quémandent pas : elles aussi doivent être *conquises* par la recherche intelligente du dialogue, des ouvertures, par l'échange des bons procédés, par la réciprocité agissante mais aussi par *la dignité*.

La Grenade de Maurice Bishop avait, pour elle-même et pour nous autres de l'Amérique centrale et des Caraïbes, une bonne cause : celle de la libération de la peur, de la faim, de l'ignorance et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais c'était une « mauvaise cause » aux yeux des États-Unis et des gouvernements de la Caraïbe pour qui l'existence de Bishop et du *New Jewel Movement* représentaient un « précédent dangereux » parce qu'exemplaire.

Il faut le dire : le dogmatisme et le sectarisme irresponsables ont miné l'autorité de Bishop, donc sa capacité à orienter le processus politique grenadin dans un moment décisif. Certes, lui aussi aura eu ses faiblesses, ne serait-ce, comme le reconnaissait Fidel Castro, sa tolérance extrême. Mais, sur le fond et par une perversion caractérisée du langage politique, Reagan aura eu beau jeu de stigmatiser « les voyous gauchistes », responsables du vide de pouvoir appelant l'invasion.

À la lumière de la politique américaine « d'anéantissement de l'ennemi », il convient de comprendre finalement, s'il en était encore besoin, que toutes les bonnes causes de la Grenade, du Nicaragua assiégé, du Salvador en lutte, du Chili dans la résistance, d'Haïti en quête d'espoir, etc. sont une seule et même cause, avec des contingences, contraintes et dynamiques nationales différentes. Leur réussite passe inexorablement par l'unité de leurs peuples en lutte et la solidarité avec d'autres peuples, également en lutte, ou gagnés à leur cause.

Décembre 1983

# Pour la défense de la Caraïbe

À ceux qui continuent de croire que le monde commence et finit aux portes de l'Amérique ; à ceux qui continuent de croire que les États-Unis ou certains secteurs des États-Unis ont le droit de considérer toute cette région comme un lac, comme une extension de l'Amérique, comme faisant partie de leur arrière-cour, nous disons « non, nous ne sommes pas l'arrière-cour de qui que ce soit. »

Les martyrs de nos luttes, ces patriotes qui sont morts ou qui ont été assassinés, ceux qui ont donné leur vie pour la cause de la liberté de notre peuple, ces patriotes d'Amérique latine et de la Caraïbe qui ont assassiné au cours des années, ont le droit de nous dire à nous révolutionnaires — et nous ne saurions nous comporter en lâches — que nous devons proclamer en face du monde qu'il n'y aura plus d'assassinat des Sandino, plus d'assassinat de nos Allende, plus de renversement des Juan Bosch ou des Arbenz dans notre région.

Les peuples de la Région sont en train de construire une Caraïbe unie, une Amérique latine unie.

Nous sommes en mesure de dire que cette région, cette mer Caraïbe, cette Amérique latine, a le droit de concevoir son propre destin, de déterminer ses conditions propres et de décider qui doivent être nos amis, quels pays de la région ou d'autres parties du monde doivent être nos alliés.

L'ironie suprême, le côté le plus amusant de cette situation, est que ce pays-là qui s'arroge le droit de nous dire qui nous devons choisir comme amis, est le pays qui contribue le moins à notre processus de développement. Ce pays-là qui croit pouvoir nous dire à nous de la Grenade que nous n'avons pas le droit d'entretenir des rapports d'amitié avec la révolution cubaine, ce même pays, quand cela lui conviendra, se mettra à développer des relations avec le gouvernement de Cuba.

Ces gens qui ne comprennent rien à notre histoire et à notre passé, ces gens qui vinrent dans la Caraïbe, en Amérique latine, prirent possession de notre région et la coupèrent en morceaux comme s'il s'agissait d'un pain, nous enseignèrent ici le néerlandais, là le français, l'espagnol ou l'anglais et plus récemment l'américain ; ces mêmes gens se retournent maintenant et nous disent à nous qui ne formons pas un peuple unique, que parce que nous parlons des langues différentes, nous ne pouvons pas être amis, que nous devons nous haïr les-uns les-autres, que nous devons nous battre pour qu'ils puissent mieux nous exploiter.

*par Maurice Bishop **

Mais les peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe sont en train de se débarrasser de ces attitudes de nationalisme étriqué, d'isolationisme, de racisme, de chauvinisme. Nous, peuples de la région, sommes en train de nous découvrir rapidement une identité collective, conscients du fait que nous avons une histoire commune, un fonds culturel commun ; que nous formons une région géographique et que nous avons un avenir commun en tant que peuple.

À ceux qui voudraient croire que nous n'avons pas le droit de décider de notre propre avenir, nous voulons répondre de façon non équivoque, et très fermement, que nous croyons qu'il existe certains principes de base que les peuples de la région entendent faire respecter dans leurs relations avec les puissances extérieures.

## Déclaration de la Caribbean Conference of Churches (CCC) *

La CCC, réaffirmant sa position de principe à l'égard de toute intervention militaire dans la Caraïbe par des forces extérieures à la région, déplore les derniers événements qui ont conduit ce matin à l'invasion de la Grenade. Le fait d'une présence caraïbéenne parmi les forces d'invasion, n'altère en rien ce principe.

La CCC regrette que la décision de réaliser l'invasion ait été prise à la demande de certains leaders caraïbéens. D'après les échos qui nous sont parvenus de la réunion tenue à Trinidad au cours du week-end dernier par les chefs de gouvernement de la CARICOM, il avait été quetion d'un accord sur une commission d'enquête et d'une force de maintien de la paix. C'est pourquoi nous sommes troublés par les récents développements qui ont conduit à de nouvelles violences et à des pertes de vie.

Nous sommes très inquiets pour l'avenir de la CARICOM et pour la viabilité du mouvement d'intégration mis en péril par la violation de la règle d'unanimité qui s'applique à la fois à la CARICOM et à l'organisation des états de la Caraïbe orientale (OECS) [1].



**Le Premier Ministre Maurice Bishop, assassiné crapuleusement le 19 octobre 1983 par l'armée.**

La CCC espère qu'une prompte solution au présent conflit conduira au retrait de toutes les forces étrangères et que le peuple de Grenade aura un gouvernement de son choix, et non un gouvernement imposé de l'extérieur.

La CCC reste solidaire des églises et du peuple de Grenade et les assure de nos constantes prières et de notre entière disponibilité par l'intermédiaire du Conseil des églises de Grenade. Finalement la CCC espère que les églises seront associées à toute initiative visant à résoudre la présente crise.

CCC, 25 octobre 1983

**Notes**

* Extrait d'un discours prononcé le 13 mars 1980. Caribbean Contact, novembre 1983. Traduit de l'anglais.

- Traduit de l'anglais. Caribbean Contact, novembre 1983.

[1] Parmi les états de la Caraïbe orientale, Trinidad et Guayana s'étaient opposés à l'invasion.

# Les morts ne sont pas morts

J'ai visité Grenade, la première fois en 1976, à l'époque où la clique des « mangoustes » d'Eric Gairy, nouvelle version des tontons-macoutes, faisait la loi.

Grenade est une île verdoyante, si petite, que de l'avion on en voit les contours. Mais ce n'était pas un paradis, car les folies de Gairy, dictateur illuminé, préoccupé de soucoupes volantes, avaient créé une situation sans issue. Il ne faisait pas mystère de son admiration pour François Duvalier et se croyait la réincarnation de Henry Christophe.

J'ai profité de ce premier voyage pour parcourir toute l'île. Tout était à la morosité. Pas un seul chantier en vue. Les conversations tournaient autour des maux de l'heure : banditisme, drogue, chômage, corruption, arbitraire. Allister Hughes, ce vieux journaliste intransigeant ne se privait pas de dénoncer tout haut « Glairy et sa bande d'assassins ». Certains secteurs avaient beau jeu de rendre l'indépendance responsable de tous les malheurs et se rappelaient avec nostalgie le paradis perdu de l'époque coloniale. Des jeunes influencés par le Black Power, arboraient les modes africaines, pensant que le sauvetage devait passer par le retour aux sources africaines. D'autres enfin ne pensaient qu'à partir pour aller tenter leur chance ailleurs.

Que de fois à la suite de ce premier voyage, n'ai-je déploré le sort de cette île si belle et pourtant si triste. Mais un matin de mars 1979, j'appris par la radio qu'une équipe de jeunes ayant à sa tête Maurice Bishop, avait chassé le dictateur du pouvoir. Si pour certains les convictions révolutionnaires de ce jeune avocat, fils de la bourgeoisie, dont le père Rupert Bishop avait été assassiné par Gairy, faisait problème, on parlait déjà d'un nouveau Cuba dans la Caraïbe.

Je suis retourné moins de deux ans après la prise du pouvoir par le New révolutionnaire. La route sinueuse qui mène de Pearl Airport à Saint-Georges n'avait pas été réparée, mais il y avait du nouveau. Un peu partout d'énormes pancartes indiquaient le lieu d'un nouveau chantier ou proclamaient l'unité des peuples de la Caraïbe, la solidarité avec le tiers-monde, les vertus de l'étude et du travail. Des gamins prenant n'importe quel étranger pour un Cubain lançaient « amigo » au passage des voitures. Dans les familles on discutait politique. On était passionément pour ou contre le New Jewel.

*par Elder Thébaud*

Maurice Bishop semblait présider à une fête joyeuse. De jeunes ministres debout à cinq heures du matin, se retrouvaient plus tard en manches de chemise sur les chantiers. Ils écoutaient attentivement les suggestions et tout naturellement tiraient parfois leur calepin. Le travail volontaire allait bon train dans les villages. Des repas gratuits étaient distribués aux écoliers. Les femmes avaient accédé aux postes de responsabilité. Au hasard des rencontres, des sympathisants s'offraient pour vous faire visiter les chantiers du nouvel aéroport, le projet de pêche, la ferme-modèle de Mirabeau, ou le complexe agro-industriel. Même Allister Hughes, ce censeur pointilleux et intraitable sur la question des libertés, et qui lui-même avait eu des démêlés avec le New Jewel, m'avoua que « ces jeunes gens font beaucoup de bonnes choses ».

On peut légitimement se poser des questions sur les restrictions imposées à la presse ou sur la lenteur mise à traduire en justice certains détenus, mais force est de reconnaître que la Grenade du New Jewel n'était pas un Goulag. Il n'a jamais été question de disparition ou d'exécution secrète. Un jour chez Jacqueline Creft, ministre de l'éducation qui devait périr aux côtés de Bishop, des visiteurs opinèrent que le People's Revolutionary Government menait le pays à sa perte. En dépit de cette remarque, la conversation garda un ton amical.

Sans doute Maurice Bishop dérangeait pas mal de gens retranchés dans leur certitude. Son sens des contraintes géo-politiques l'avait amené jusqu'à Washington dans un geste de conciliation. L'on sait que la main tendue fut refusée. Dans le cadre de la Caricom, il avait fini par s'asseoir aux côtés des Seaga et des Tom Adams, ses adversaires les plus résolus de la Caraïbe. Ce « mandataire de Moscou » avait adhéré à l'Internationale Socialiste de Mitterrand et de Willy Brandt.

La « démocratie de participation », telle que la voulait le New Jewel n'aura-t-elle été qu'une illusion lyrique ? Avec Michael Manley je pense que la mort de Bishop a été un coup porté aux espoirs des peuples de la Caraïbe.

Quand tard dans la nuit du 19 octobre j'eus appris que Maurice Bishop, Jacqueline Creft, Unisson Whiteman et Norris Bain avaient été assassinés, je me surpris à souhaiter qu'un ami quelconque m'appelle de Grenade et me dise : « Tout cela était faux... Bernard Coard, si brillant, si enthousiaste, si sympathique, n'a pas trempé dans le massacre... Tout n'est pas joué... Jacqueline, Maurice et les autres sont encore en vie... » Faute d'avoir reçu cet appel tant souhaité, je me console en me répétant cet enseignement de la sagesse africaine : « Les morts ne sont pas morts. »

Elder Thébaud, 21 octobre 1983

**Notes**

* Joint Endeavor for Welfare Education and Liberation.

** Leader de l'opposition somoziste.

***Déclaration de la Mission Permanente de la République de Cuba auprès du bureau des Nations Unies et des organisations internationales ayant leur siège en Suisse * (extrait).***

À la suite du dénouement tragique d'hier, nous suivrons attentivement le développement des événements, nous resterons attachés au principe de non-intervention dans les affaires intérieures de la Grenade et nous tiendrons compte, par dessus tout, des intérêts du peuple grenadien, en ce qui concerne la collaboration économique et technique, si elle reste possible dans la nouvelle situation. Mais nos relations politiques avec les nouveaux responsables de la direction en Grenade devront être soumises à une analyse sérieuse et profonde.

Néanmoins, si le processus révolutionnaire grenadien réussit à se préserver nous ferons ce qui est possible pour l'aider.

Puissent les événements douloureux qui se sont produits provoquer la réflexion profonde de tous les révolutionnaires de la Grenade et du monde et fortifier la notion qu'aucun crime ne peut et ne doit être commis au nom de la Révolution et de la Liberté.

La Havane, le 20 octobre 1983

**Note**

* Cette déclaration a été faite le lendemain de l'assassinat de Bishop. Traduit de l'espagnol.

•

***Déclaration du Premier Ministre de Trinidad-Tobago, à la suite de la réunion des représentants de l'OECS * (extrait).***

Il est maintenant de notoriété publique que des forces militaires ont débarqué en Grenade et y sont actuellement engagées dans des combats.

Je voudrais déclarer que la première notification officielle de ce débarquement que j'ai reçue, en ma qualité de Premier ministre de Trinidad-Tobago et Président de la réunion de Caricom, a été par le canal de l'Ambassade des États-Unis à Port-of-Spain par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères, bien après le débarquement. Je désire déclarer aussi que jusqu'à présent aucun membre de Caricom ne m'a informé de son intention de demander assistance au gouvernement des États-Unis, en vue d'une intervention en Grenade. Il ne m'a pas été dit non plus qu'une telle requête a été faite. À une réunion d'urgence du cabinet, hier, la situation a été considérée dans tous ses aspects.

Plus tard j'ai appelé l'ambassadeur des Nations-Unies, le haut-commissaire du Royaume-Uni, l'Ambassadeur du Vénézuela, le haut-commissaire du Canada, le haut-commissaire intérimaire de l'Inde, pour discuter les développements de la situation en Grenade et les informer de la position du gouvernement de Trinidad-Tobago concernant la crise actuelle. J'ai aussi invité et j'ai rencontré l'archevêque de Port-of-Spain et l'évêque de Trinidad-Tobago à Whitehall, avec qui j'ai discuté de la crise actuelle. À la requête de l'Ambassadeur de Colombie, je l'ai rencontré tôt, ce matin, et j'ai arrangé une réunion avec le haut-commissaire du Nigéria.

Le gouvernement de Trinidad-Tobago maintient sa position initiale et continue à s'en tenir fermement à l'opinion que :

1. Il est regrettable que la solution, proposée au cours de la réunion d'urgence des chefs de gouvernement, concernant la renonciation à l'usage de la force, n'a pas pu être appliquée.

2. Il est aussi regrettable qu'une solution prise uniquement par la Caricom n'a pu être obtenue et mise en oeuvre.

3. Il est aussi regrettable que l'on ait eu recours à des mesures de force en premier ressort.

4. Il est regrettable que la pratique d'intervention militaire de cette nature ait été importée dans le Commonwealth caribéen.

À la lumière de la situation présente et en conformité avec nos initiatives originales nous chercherons à obtenir :

1. le retrait des forces combattantes, dans le plus bref délai possible, du territoire de la Grenade ;

2. que par les voies appropriées, soit établie, le plus tôt possible une force de sécurité de la Caricom, à laquelle nous sommes prêts à participer. Sur ce point nous désirons déclarer que dans notre opinion, il est nécessaire d'établir une claire distinction entre le rôle d'une force d'occupation et celui d'une force multinationale de sécurité.

**Note**

* Traduit de l'anglais.



**La président Reagan, flanqué du Premier Ministre de La Dominique, Eugénie Charles, au cours d'une conférence de presse donnée à Washington le 25 octobre 1983 pour justifier l'invasion de la Grenade.**

# L'affaire du KAL 007

En août dernier, un avion commercial sud-coréen, le KAL 007, était abattu par un appareil militaire soviétique au-dessus de l'île de Sakhaline, entraînant la mort des passagers ainsi que des membres de l'équipage. Le gouvernement soviétique déclarait que l'avion effectuait une opération d'espionnage au-dessus d'une zone stratégiquement vitale de son territoire. les dirigeants de la compagnie et le gouvernement sud-coréen affirmaient, de leur côté, qu'il s'agissait d'une simple erreur de pilotage.

Cet incident, abondamment décrit et commenté par la grande presse, a causé un vif émoi dans le monde entier. Il a déclenché, dans les pays occidentaux et surtout aux États-Unis, une levée de boucliers contre l'Union Soviétique. Plusieurs pays, dont le Canada ont pris contre la Russie des mesures de représailles plus ou moins sévères... Le climat est encore tendu entre l'Union Soviétique et les membres de l'OTAN et de l'OTASE.

À nos yeux il est absolument inadmissible qu'un avion commercial transportant près de 300 civils soit détruit en plein vol par un avion militaire. Il est simpliste de vouloir faire passer un tel fait pour un banal accident alors que le développement des techniques de détection et des moyens de télécommunication permettrait facilement d'éviter une telle catastrophe. L'incident du KAL 007 est une conséquence tragique de la course aux armements nucléaires et de l'espionnage réciproque auxquels se livrent les deux super-puissances : les États-Unis et l'Union Soviétique.

Cet incident souligne à quel point les deux super-puissances font peser sur la planète la menace d'une guerre nucléaire dévastatrice.

Nous réprouvons de tels actes dont la généralisation ramènerait l'humanité à la loi de la jungle.

Nous croyons qu'il est chimérique et cynique de vouloir construire le Socialisme sur les débris de l'holocauste nucléaire. Aussi les progressistes de partout, surtout ceux du Tiers-Monde et des petits pays comme le nôtre, devraient-ils faire pression sur les gouvernements — tous les gouvernements — pour qu'ils cessent de jouer aux dés notre planète.

Devant un incident d'une telle gravité, il serait irresponsable de se blottir confortablement dans des convictions idéologiques ou une loyauté inconditionnelle et de gober les déclarations propagandistes de l'un ou l'autre camp. Les responsables de cette tuerie, quels qu'ils soient, méritent la réprobation de tous les hommes de bonne volonté — Qui sont-ils ? Il nous est difficile pour le moment de le savoir mais nous devons rester vigilants, lucides et critiques.

Vivant en Amérique du Nord pour la plupart, nos lecteurs ont été sans doute gavés de la version antisoviétique des événements véhiculée par la grande presse occidentale. Il nous semble opportun, pour leur édification personnelle, qu'ils entendent aussi un autre son de cloche. Et c'est dans cet esprit que nous publions aujourd'hui cette libre opinion.

C.P.

L'affaire du KAL 007 a été bien exploitée par la Presse occidentale orchestrée par la machine propagandiste de l'administration Reagan. Elle a été présentée comme un crime abominable qui illustre le machiavélisme démoniaque des gouvernements russes, comme un acte barbare et inhumain qui reflète le mépris sans bornes des dirigeants soviétiques pour la communauté internationale. Pour faire le jour sur ce regrettable incident et pour comprendre les dessous de cette affaire, il nous semble utile de faire un bref retour sur certains événements passés, de notoriété publique.

Les Américains ont justifié leur entrée en guerre contre les Allemands par le fait qu'un navire marchand américain, transportant d'innocents passagers, avait été détruit par ces derniers.

Le monde devra attendre environ 40 ans pour savoir que les dirigeants américains avaient délibérément utilisé ce prétendu bateau marchand pour le transport d'armes à l'Angleterre. Pire, ils ont transmis cette information aux Allemands à travers un réseau d'agents doubles. Ils savaient bien en effet que les Allemands, une fois avertis, attaqueraient le navire qui, en réalité, était un engin truqué utilisant les pavillons de la marine marchande.

À l'époque cet incident, dénoncé comme un acte odieux par l'administration américaine, a été amplifié et répercuté par une presse manipulée. Et ainsi l'opinion publique américaine fut préparée à bien accepter la déclaration de guerre des États-Unis contre l'Allemagne.

Aujourd'hui on peut se poser la question : Qui était le menteur, qui était le meneur de cet acte démentiel ?

En mai 1960, une ou deux semaines avant la conférence sur la limitation des essais nucléaires entre les États-Unis et l'Union Soviétique, l'opinion publique américaine est chauffée à blanc par la presse à la suite de la destruction par les Russes d'un avion américain U-2 qui survolait l'espace aérien soviétique. Conséquences : la conférence a été annulée par le gouvernement américain. Une dizaine d'années plus tard on devait apprendre que l'administration américaine avait délibérément provoqué cet incident, sachant très bien que les Russes n'hésiteraient pas à arrêter une telle intrusion. Voulant annuler les pourparlers sur le désarmement, l'administration n'a pas hésité à poser un geste délibéré et calculé pour déclencher de la part des Russes une riposte dont elle s'est ensuite servie pour rallumer la guerre froide.

Plus récemment, une collision entre un sous-marin atomique américain et un bateau de pêche japonais a causé la mort d'une dizaine de pêcheurs. Le sous-marin américain quitta incognito les lieux de l'accident invoquant la nécessité de protéger les secrets stratégiques américains. Le commandant du sous-marin avait reçu l'ordre formel de ne laisser aucun individu non autorisé pénétrer, pour quelque raison que ce

*par R. D.*

soit, à l'intérieur de sa forteresse. La presse américaine a été très pudique dans la couverture de cet incident. Répétant les déclarations de l'administration, cette presse a plutôt souligné l'importance stratégique du sous-marin. Comment comprendre alors qu'à propos de l'avion coréen le Secrétaire d'État Schultz ait déclaré : « Il n'y a aucune excuse possible justifiant l'attaque du KAL 007 que celui-ci ait survolé ou non des positions stratégiques soviétiques » ?

Le Département d'État américain, relayé par les chroniqueurs de la presse américaine, ne cesse de dénoncer les nombreuses violations des droits humains par les dirigeants de Moscou. Or, pour préserver leurs intérêts stratégiques, qui couvrent presque tous les coins du monde, les dirigeants américains n'hésitent pas à recourir à des actions belliqueuses qui, directement ou indirectement, éliminent des centaines de milliers et même des millions d'êtres humains.

C'est au nom de « l'importance stratégique » de la péninsule Indochinoise pour les États-Unis que le Département a entrepris son intervention militaire au Vietnam qui a détruit partiellement le Nord et le Sud Vietnam entraînant la mort de millions de Vietnamiens. Cette guerre non déclarée a d'ailleurs profondément divisé les familles américaines qui ont fini par voir que leurs dirigeants envoyaient des centaines de milliers de leurs fils mourir inutilement dans une guerre injustifiée et non déclarée.

Aujourd'hui encore c'est au nom des intérêts stratégiques des États-Unis que l'administration Reagan, avec la complicité de la grande presse, essaie de préparer l'opinion publique américaine à une intervention militaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes alors que des libéraux du Congrès et un fort pourcentage de la population s'opposent à toute action armée dans le conflit social sévissant dans ces zones.

Les Américains accusent les Russes d'être paranoïaques. Il semblerait plutôt que toutes les nations, en particulier les grandes puissances, souffrent de cette tare, et en premier lieu les États-Unis. N'est-ce pas de la paranoïa de la part des Américains, en grande partie responsables des inégalités qui sévissent dans le Tiers-Monde, de voir partout la main des Russes dans tous les conflits socio-économiques qui y éclatent ?

N'est-ce pas à la fois de la paranoïa et une violation des droits humains de la part des dirigeants américains que de tenter de bloquer le Nicaragua et d'en renverser le gouvernement ? Ou encore de chercher à liquider la résistance salvadorienne en commettant des actes mille fois plus inhumains que celui d'abattre un avion survolant une zone militaire de restriction absolue ?

Sans vouloir diminuer la gravité de ce tragique incident il faut se poser la question : quels sont les bénéficiaires de cette regrettable affaire ?

Moscou déclare que le survol de son territoire par le KAL 007 était un acte prémédité à des fins d'espionage alors que Washington affirme qu'il s'agit d'une simple erreur de navigation.

Laquelle de ces deux versions est la plus crédible ?

Quel intérêt ont les Russes à abattre un avion commercial survolant leurs bases navales dans le Pacifique ?

Tout le monde convient que l'avion a été abattu par les Russes. Ces derniers auraient pu annihiler cet avion dès les premières minutes car leur position sur ce point est claire : « tout avion non identifié survolant l'espace aérien de Kamchatka et de l'île de Sakhalin est sujet à être abattu sans motif. » Pourquoi ont-ils attendu deux heures avant d'abattre l'avion ? Ils savaient, sans doute, que l'avion était de ligne commerciale ; mais savaient-ils qu'il transportait des passagers ? Ne pouvaient-ils pas croire qu'il s'agissait d'un avion espion déguisé en avion commercial pour intercepter des messages codés sur leurs dispositifs de défense nationale ?

Quel intérêt les Américains auraient-ils pu avoir à monter cette affaire ?

Obsédée par la hantise de maintenir les États-Unis la nation la plus puissante

du globe tant au point de vue militaire qu'économique, l'administration Reagan s'est fixé comme objectif primordial de bloquer à tout prix les avances industrielles, militaires et autres des « sanguinaires soviétiques ».

L'administration Reagan et les Ultra conservateurs américains sont effrayés par l'avance en Europe des mouvements pacifistes qui s'opposent à l'installation de nouvelles ogives nucléaires en Europe et réclament même la liquidation éventuelle de toute arme nucléaire. Ils sont d'autant plus inquiets qu'aux États-Unis même se développe un mouvement pacifiste appuyé d'ailleurs par certains éléments du Congrès et du Sénat américain.

L'incident du KAL 007 pourrait bien s'inscrire dans une campagne visant à rallier l'opinion publique états-unienne et celle du « monde civilisé » derrière la politique agressive de l'administration Reagan.

Les services secrets américains n'ont certes pas besoin d'un avion commercial pour obtenir des photographies des bases soviétiques. Ils disposent de télescopes géants, de satellites espions pouvant en obtenir des clichés précis et détaillés. Mais l'usage d'un avion, en mettant en branle le dispositif de défense des Russes, aurait pu permettre aux Américains de filmer avec leurs satellites toute une zone opérationnelle.

Les rapports du Département d'État prouvent que les Américains ont suivi le trajet de l'avion coréen, compté le nombre d'avions d'interception russes qui ont participé à l'attaque de l'avion coréen, enregistré les conversations entre le pilote qui a lancé la fusée fatale et les tours de contrôle soviétiques.

Pourquoi les services de renseignement américains ont-ils assisté impassibles au déroulement du film sans intervenir ? Peut-être espéraient-ils que les Russes allaient utiliser des engins sophistiqués tels que des SAM 2, 3 ou 5 dont ils auraient pu déchiffrer le code et repérer les coordonnées...

En tout cas si quelqu'un a bénéficié de cette tuerie c'est bien l'administration Reagan.

Aux États-Unis, tous les opposants du Congrès et du Sénat se sont joints au Président pour dénoncer l'atrocité soviétique. Quatre-vingt-huit pour cent des Américains demandent des actions fortes contre Moscou. Si l'Union Soviétique n'était pas une forte puissance militaire dotée de milliers d'ogives « nucléaires » cet incident international aurait pu conduire à une conflagration mondiale, à une croisade contre les Russes.

La mort d'un membre du Congrès, d'une cinquantaine d'américains, de centaines de citoyens d'autres pays est survenue juste au bon moment pour permettre à Reagan de regrouper les démocrates et les libéraux américains autour de l'étendard antisoviétique ; de faire oublier au peuple américain le drame vietnamien et le préparer, au moment opportun, à envoyer de nouveau ses fils outremer, défendre la « démocratie » et les « forces du bien ». De colmater la brèche dans la solidarité des gouvernements alliés et monter un front commun contre le Socialisme « démoniaque » ; de renverser les avances des forces nationalistes et socialistes de l'Amérique latine, des Caraïbes et d'ailleurs.

Devrons-nous attendre une dizaine d'années ou plus pour savoir la vérité sur les responsables de cet incident comme nous avons dû le faire après l'affaire du golfe du Tonkin, l'affaire de l'avion espion U-2, l'assassinat de Patrice Lumumba et de Salvador Allende, le torpillage du soi-disant bateau marchand qui devait entraîner le peuple américain dans une guerre mondiale dévastatrice ?

Quand le monde saura la vérité sur les meneurs qui ont causé cette catastrophe, il sera peut-être trop tard, le mal étant déjà fait.

L'Histoire est le seul juge. Elle rendra justice à qui justice est due.

R.D.
Le 3 septembre 1983

CIDIHCA

Prix: $3.00